

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE
DÉPÔT D'HÔTELLERIE

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE ACTUELLE



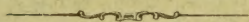
THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Vendredi 7 février 1930, à 3 heures du soir,

PAR

Bernard BERNIS



BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET
3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

—
1930

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LE
DÉPÔT D'HÔTELLERIE

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE ACTUELLE



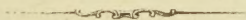
THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le 7 février 1930, à 3 heures du soir,

PAR

Bernard BERNIS



BORDEAUX
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET
3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

—
1930

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

- MM. SAUVAIRE-JOURDAN, $\otimes$ I.; BARDE, $\ast$, $\otimes$ I.; LESCURE, $\otimes$ I., $\otimes$;
DE BOECK, $\ast$, $\otimes$ I.; NOAILLES, $\otimes$ A.
- MM. FERRON, $\ast$, $\otimes$ I., *Doyen*, professeur de *Droit commercial*.
BENZACAR, $\otimes$ I., professeur d'*Economie politique*.
FERRADOU, $\otimes$ I., *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit privé* et d'un cours d'*Histoire du droit public* (Diplômes d'études supérieures).
MARIA, $\otimes$ I., professeur de *Droit romain*.
MARGAT, $\otimes$ I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
BONNECASE, $\otimes$ I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
PALMADE, $\otimes$ A., $\otimes$, professeur de *Droit civil*.
VIZIOZ, $\otimes$ A., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).
BONNARD, $\otimes$ I., $\otimes$, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel* (Diplôme d'études supérieures).
POPLAWSKI, $\otimes$ I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.
BOYÉ, $\otimes$ A., $\otimes$, professeur de *Droit romain*.
MOUNIER, $\otimes$ A., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).
BIBIÉ, $\ast$, $\otimes$, professeur de *Droit international public*.
RÉGLADE, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.
GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé, chargé d'un cours de *Législation financière* (3^e année), d'un cours d'*Economie politique* (Diplôme d'études supérieures) et d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).
LABORDE-LACOSTE, $\otimes$ A., professeur à la Faculté de droit d'Aix chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.
HUBRECHT, chargé de cours (*Droit romain*).
ROUSSEAU, chargé de cours (*Droit public*).

- M. BEAUDUN, $\otimes$ I., *Secrétaire*.
M^{me} COSTES, *Secrétaire adjointe*.
M. SALINGARDES, $\otimes$ I., *Bibliothécaire*.



COMMISSION DE LA THÈSE

- | | |
|--------------------------------|----------------|
| MM. BONNECASE, professeur..... | Président. |
| MARGAT, professeur | } Suffragants. |
| POPLAWSKI, professeur | |

A LA MÉMOIRE DE MON ARRIÈRE-GRAND-ONCLE

ANTONIN FOURCADE

Conseiller à la Cour impériale de Pau.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE DÉPOT D'HOTELLERIE

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE ACTUELLE

INTRODUCTION

Est-il nécessaire, au siècle du tourisme et des voyages, de définir longuement ce que l'on entend par les expressions « hôtel » et « hôtelier » ?

Nous ne le pensons pas : ces mots éveillent à l'esprit de tous des idées familières.

L'hôtel est un immeuble occupé par un tenancier qui fait profession d'y recevoir des voyageurs.

L'hôtelier est celui qui, exploitant un hôtel, loge des voyageurs, leur rend certains services, les nourrit, veille sur les effets qu'ils apportent avec eux, le tout moyennant un prix convenu.

Dans la langue courante, on distingue, suivant l'importance de l'exploitation, l'auberge et l'aubergiste d'une part, l'hôtel et l'hôtelier de l'autre. Nous reconnaissons qu'en fait il y a une énorme différence entre le confort et la clientèle du somptueux palace d'une grande ville d'eau et ceux de la modeste auberge de campagne. Mais la condition juridique de celui qui fait profession de recevoir des voyageurs

est toujours la même. C'est pourquoi, afin d'éviter toute confusion, nous donnerons à tous ceux qui exercent l'industrie hôtelière la même désignation : celle d'hôtelier.

L'exercice de la profession d'hôtelier crée entre l'hôtelier et le voyageur de nombreux rapports de droit. On désigne généralement leur ensemble sous le nom de « contrat d'hôtellerie » (1).

Le caractère complexe de ce contrat apparaît si l'on cherche à déterminer les obligations respectives des parties en présence, car les relations que ce contrat fait, ou peut faire naître, procèdent en réalité de conceptions diverses, peuvent être ramenées à différents types de contrats nommés.

On y reconnaît, en effet :

1° *Un louage de choses* : L'hôtelier fournit un logement au voyageur moyennant rémunération.

Le contrat qui intervient sur ce point entre l'hôtelier et le voyageur est un véritable contrat de louage qui soumet l'hôtelier aux différentes obligations du bailleur d'immeubles. Il devra donc, conformément à l'article 1719 du Code civil, mettre à la disposition du voyageur le logement que celui-ci a loué, chambre ou appartement, le garnir des meubles nécessaires et « en bon état de réparations de toute espèce » (art. 1720). Il entretiendra le logement loué pendant le séjour du voyageur de telle sorte que celui-ci puisse en jouir (art. 1719) et sera tenu des réparations qui pendant la durée de son séjour deviendront nécessaires (art. 1720). Enfin, il devra procurer à son locataire une paisible jouissance (art. 1719).

Le voyageur, de son côté, est tenu envers l'hôtelier des obligations générales du locataire (art. 1728), à savoir :

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 1352 bis, note 1.

payer le prix convenu et user de la chose louée « en bon père de famille ».

2° *Un louage de services* : L'hôtelier contracte envers le voyageur l'obligation de fournir à ce dernier tous les soins et tous les services que nécessite sa présence à l'hôtel; le personnel de l'hôtel est, à cet égard, à la complète disposition du voyageur. Ainsi l'hôtelier devra faire balayer l'appartement occupé par le voyageur, il devra faire faire son lit, lui fournir l'eau et la lumière, faire cirer ses chaussures, etc. C'est ce qu'on est convenu d'appeler les « services d'usage ».

3° *Une fourniture de denrées* : L'hôtelier s'engage, moyennant rémunération, à fournir les repas aux voyageurs.

4° Un contrat, que nous appellerons *dépôt d'hôtellerie*, par lequel l'hôtelier s'engage à surveiller les effets introduits par le voyageur dans son hôtel.

Ces quatre contrats ne se rencontrent pas nécessairement dans tous les contrats d'hôtellerie. Le louage de choses et le louage de services sont les seuls éléments primordiaux, spécifiquement constitutifs de ce contrat; quant à la fourniture d'aliments et au dépôt d'hôtellerie, leur présence n'est pas indispensable à sa formation : le contrat d'hôtellerie n'en continuerait pas moins d'exister quoique le voyageur ne prenne pas ses repas à l'hôtel ou que l'hôtelier, au cas où le voyageur descendrait dans son hôtel sans bagages, ne soit pas tenu d'une obligation de surveillance.

En dépit de sa nature subsidiaire, le dépôt d'hôtellerie est cependant, parmi les contrats qu'embrasse le contrat d'hôtellerie, celui dont l'intérêt théorique et pratique est le plus grand, qui offre le plus de difficultés, qui soulève les questions les plus délicates.

C'est à son examen que nous consacrerons cette étude.

Nous rechercherons, en premier lieu, si la réglementation du dépôt en droit commun, établie par le Code civil dans les articles 1917 et suivants, est applicable au dépôt d'hôtellerie.

Nous étudierons ensuite les règles spéciales auxquelles le législateur soumet le dépôt d'hôtellerie.

Nous examinerons, enfin, le projet de réforme de la responsabilité de l'hôtelier dont le Parlement est actuellement saisi.

CHAPITRE PREMIER

LA REGLEMENTATION DU CONTRAT DE DEPOT EN DROIT COMMUN EST-ELLE APPLICABLE AU DEPOT D'HOTELLERIE ?

SECTION PREMIERE

Rappel des caractères, conditions de formation et effets du contrat de dépôt en droit commun.

Le dépôt est un contrat réel, par lequel une personne (déposant) remet une chose mobilière et corporelle à une autre personne (dépositaire), qui s'engage à la garder gratuitement ou moyennant salaire et à la lui restituer à la première réquisition.

§ 1. — Caractères du contrat de dépôt.

De cette définition nous pouvons dégager les différents caractères du contrat de dépôt.

1° *Le dépôt est un contrat réel.*

Aux termes de l'article 1921, « le dépôt se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit ». Ce consentement peut être tacite, la réception de la chose donnée en gage peut suffire à elle seule pour faire présumer le consentement. Le dépôt appartient à la famille des contrats réels, « il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée » (ar-

ticle 1919, al. 1^{er}). En effet, l'une des obligations principales créées par le dépôt est de restituer. Or, cette obligation ne peut exister à la charge du dépositaire que lorsqu'il a reçu la chose. En l'absence d'une tradition, la simple promesse de recevoir le dépôt ne serait pas dénuée de tout effet : le dépositaire serait tenu de recevoir le dépôt et le déposant pourrait le contraindre à exécuter sa promesse, mais les obligations qui naissent du contrat de dépôt n'existent qu'après la remise de la chose ⁽¹⁾. Qu'est-ce que la tradition feinte dont parle la loi ? L'article 1919, alinéa 2, le dit : « La tradition feinte suffit quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt. » Il y a bien alors une tradition feinte, ou *brevi manu*, car on suppose que la personne qui détenait la chose à un autre titre que celui de dépositaire la rend à son propriétaire, qui la lui remet immédiatement à titre de dépôt. On évite ainsi une double tradition.

2° *Le dépôt est un contrat gratuit ou salarié.*

Aux termes de l'art. 1917, le dépôt est « un contrat essentiellement gratuit » : le dépositaire rend au déposant un service d'ami. Que se passe-t-il lorsque le dépositaire stipule un salaire à son profit ? D'après une première opinion, le moindre salaire stipulé au profit du dépositaire convertit ce dépôt en un louage d'ouvrage, « c'est l'article 1917 qui doit l'emporter, disent Baudry et Wahl, tout salaire, même modique, fera perdre son caractère au dépôt » ⁽²⁾.

(1) Dans ce sens : Troplong, *Du dépôt*, n° 3; Laurent, *Principes de droit civil*, XXVII, n° 69; Baudry et Wahl, *De la société, du prêt du dépôt*, n° 1016; Guillouard, *Traité du prêt, du dépôt et du séquestre*, n° 12.

(2) Troplong, n° 11; Laurent, n° 77; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, t. VIII, n° 128 bis; Guillouard, nos 16 et 17; Iluc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, n° 231; Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. II, p. 631.

Nous croyons plutôt qu'il convient de distinguer suivant que le salaire est modique ou élevé : dans le premier cas, le contrat conserve, dans une certaine mesure, le caractère de contrat de bienfaisance, il ne cesse pas d'être un dépôt; dans le deuxième cas, c'est d'un louage de services qu'il s'agit, peu importe que l'opération soit qualifiée dépôt (3).

3° *Le dépôt est un contrat tantôt unilatéral, tantôt synallagmatique.*

a) *Aucun salaire n'a été stipulé.* — Le dépôt, au moment où il se forme, ne crée d'obligations qu'à la charge du dépositaire : le contrat de dépôt est alors unilatéral. Il peut arriver cependant que le déposant se trouve obligé, *ex post facto*, par des événements postérieurs; le contrat a alors l'apparence d'un contrat synallagmatique. C'est pour cela que certains auteurs ont cru devoir classer le dépôt et, avec lui, tous les contrats présentant la même particularité dans une catégorie de contrats, dits « contrats synallagmatiques imparfaits », intermédiaires entre les contrats unilatéraux et les contrats synallagmatiques (4).

Nous pensons, au contraire, que le contrat doit être apprécié au moment où il se forme. Or, si aucun salaire n'a été stipulé, le dépositaire est seul à s'engager.

b) *Le dépôt est salarié.* — Le contrat est alors synallagmatique, car l'obligation de payer le salaire convenu est mise à la charge du déposant dès le moment où le contrat est formé.

(3) Pont, *Commentaire-traité des petits contrats*, n° 377; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. IV, § 401, texte et note 5; Baudry et Wahl, n° 1168.

(4) Baudry et Wahl, n° 1018; Colin et Capitant, t. II, p. 651.

§ 2. -- Conditions de formation du contrat de dépôt.

Le contrat de dépôt est soumis aux conditions de formation suivantes :

1° *Il ne peut porter que sur des choses mobilières et corporelles* (art. 1918).

En effet, la fin qui caractérise le dépôt est que le déposant retrouvera sa chose chez le dépositaire quand il en aura besoin; or, un immeuble ou une créance se gardent tout seuls. Mais le dépôt peut parfaitement porter sur des choses qui se consomment par le premier usage, car rien n'empêche que ces choses soient envisagées dans leur individualité propre et que le dépositaire soit tenu de les restituer en nature ⁽³⁾.

2° *Le dépôt ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables* (art. 1923, al. 1^{er}).

La capacité générale de contracter suffit, aucune capacité spéciale n'est exigée par la loi.

a) *Capacité du déposant.* — Le dépôt est un acte d'administration, il ne diminue en rien le patrimoine du déposant : il suffit donc que celui-ci ait la capacité d'administrer. Le mineur émancipé, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, le tuteur d'un mineur ou d'un interdit, la femme mariée séparée de biens ou mariée sous le régime dotal, en ce qui concerne ses paraphernaux, peuvent valablement faire un dépôt; seront, au contraire, incapables de faire un dépôt : le mineur non émancipé, l'interdit, la femme mariée sous le régime de la communauté ou mariée sous le régime dotal, en ce qui concerne les biens dotaux.

(3) Guillouard, n° 49.

b) *Capacité du dépositaire.* — Le dépositaire s'oblige à garder et à restituer la chose déposée : il lui faut donc la capacité de s'obliger. Le mineur même émancipé, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, l'interdit, la femme mariée non autorisée par son mari, ne pourront pas valablement devenir dépositaires.

Si une personne incapable de contracter a figuré dans un contrat de dépôt soit comme dépositaire, soit comme déposant, le contrat est annulable, il est frappé de nullité relative. Cette nullité ne pourra être invoquée que du chef de l'incapable. Si le dépôt a été fait par un incapable, il pourra faire prononcer la nullité du contrat, mais ses rapports avec le dépositaire sont alors réglés par les principes de la gestion d'affaires, il reste tenu envers ce dernier, par l'action *negotiorum gestorum*, des dépenses que la garde de la chose a pu nécessiter : en général, l'incapable se gardera, dans cette hypothèse, de demander la nullité du dépôt, car le contrat est tout à son avantage, il a intérêt à son maintien. Si le dépôt a été fait à un incapable, celui-ci peut se prévaloir de la nullité. Il ne sera tenu d'aucune responsabilité s'il a perdu ou laissé périr la chose, à moins que ce ne soit par son dol (art. 1302). Dans tous les cas, le déposant pourra reprendre sa chose au moyen d'une action en revendication, si elle est encore entre les mains du déposant, ou tout au moins sa valeur, au moyen de l'action *de in rem verso* si le déposant ne l'a plus, mais en a retiré quelque profit (art. 1312).

3° *La preuve du contrat de dépôt est soumise aux règles du droit commun.*

Au-dessus de 500 francs (art. 1923 modifié par la loi du 1^{er} avril 1928), la preuve testimoniale n'est plus recevable, un écrit doit être dressé. Le contrat de dépôt est, ou non.

soumis à la formalité « des doubles » prescrite par l'article 1323, suivant qu'il est synallagmatique ou unilatéral, c'est-à-dire suivant qu'un salaire a été ou non stipulé au profit du dépositaire. Si le dépôt porte sur des sommes d'argent ou sur des choses appréciables, il doit, conformément à l'article 1326, porter la mention « bon » ou « approuvé », à moins que le dépositaire n'appartienne à l'une des catégories de personnes énumérées dans l'article 1326, alinéa 2. A défaut d'un écrit, la preuve testimoniale et par présomptions serait admissible s'il y avait un commencement de preuve par écrit. En outre, même au-dessus de 500 francs, l'existence du dépôt pourra être prouvée par l'aveu du dépositaire, « mais il y aura lieu d'appliquer les règles de l'indivisibilité de l'aveu, d'où il résulte, comme le dit l'article 1924, que le dépositaire sera cru sur sa déclaration si, tout en avouant avoir reçu en dépôt la chose réclamée, il ajoute qu'il l'a depuis restituée à son propriétaire » (6). Conformément au droit commun, le déposant peut, en tout état de cause, déférer le serment au dépositaire sur l'existence ou l'objet du dépôt.

Ces conditions de formation sont suffisantes. Il n'est pas nécessaire, en outre, que le déposant soit propriétaire de la chose déposée. L'article 1922 se borne à dire que le dépôt, pour être fait « régulièrement », devait être constitué par le propriétaire, mais il ne résulte nullement de ce texte que le dépôt de la chose d'autrui soit nul. Cette solution est encore confirmée par l'article 1938, alinéa 1^{er}, qui dispose que le dépositaire « ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée ».

(6) Colin et Capitant, p. 631

§ 3. — Effets du contrat de dépôt.

A. — OBLIGATIONS DU DÉPOSITAIRE.

Elles sont au nombre de deux. Il doit :

- a) Garder la chose déposée;
- b) La restituer au déposant à la première réclamation.

a) GARDE DE LA CHOSE DEPOSEE

« Le dépositaire doit apporter à la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. » (Art. 1927.)

Il n'est donc tenu que de sa *culpa levis in concreto*. C'est une dérogation à la règle du droit commun formulée par l'article 1138, qui oblige celui qui est chargé de la conservation d'une chose d'y apporter les soins d'un « bon père de famille » (*culpa levis in abstracto*). La responsabilité du dépositaire sera appréciée d'une manière moins rigoureuse. Cela s'explique, car le dépôt est un contrat de bienfaisance, le dépositaire rend au déposant un service gratuit. Par exception, le dépositaire sera tenu de la *culpa levis in abstracto* dans les quatre hypothèses suivantes, indiquées par l'article 1928 :

- 1° S'il s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt;
- 2° S'il a stipulé un salaire;
- 3° Si le dépôt a été fait uniquement dans son intérêt;
- 4° S'il a été expressément convenu qu'il répondrait de toute espèce de fautes.

Si le dépositaire est un homme extrêmement soigneux pour ses propres affaires, que sa diligence dépasse celle du « bon père de famille », exigera-t-on qu'il agisse de même

pour la chose déposée? La question est controversée. Nous croyons qu'en aucun cas on ne peut exiger du dépositaire des soins supérieurs à ceux du « bon père de famille », car, si l'on admettait le système contraire, on arriverait à l'inconséquence suivante : « c'est que le dépositaire qui rend un service gratuit serait traité plus défavorablement que celui qui garde la chose d'autrui dans son propre intérêt » (7).

Le dépositaire doit garder lui-même la chose déposée : ses qualités personnelles sont prises en considération. Si la chose a été remise par lui à un tiers, sans nécessité et sans le consentement du déposant, il est responsable du tiers qu'il s'est substitué (8); si la chose a péri, par cas fortuit, entre les mains de ce tiers, le dépositaire ne sera pas déchargé, à moins qu'il ne prouve que ce cas fortuit se serait également produit si la chose était restée entre ses mains.

L'article 1929 dispose, par application du droit commun (art. 1302), que le dépositaire est libéré si la perte de la chose provient d'un cas fortuit ou de force majeure. Cependant ce principe souffre deux exceptions. Dans les deux cas suivants, le cas fortuit ou la force majeure ne dégageront pas la responsabilité du déposant :

1° Le dépositaire s'est chargé du cas fortuit;

2° Le dépositaire était en demeure de restituer lorsque la chose a péri, à moins qu'elle n'eût également péri entre les mains du déposant.

Conformément au droit commun, la preuve de la force majeure ou du cas fortuit incombe au dépositaire.

Le dépositaire « n^e peut se servir de la chose déposée

(7) Guillouard, n° 48. Dans ce sens : Baudry et Wahl, n° 1033; *Contra* : Pont, n° 426; Duvergier, *Le droit civil français suivant l'ordre du Code*, t. VI, n° 427; Laurent, n° 96; Huc, n° 237.

(8) Cass., 9 nov. 1874 (S., 75. 1. 272).

sans la permission expresse ou présumée du déposant » (art. 1930). Si le dépositaire s'est servi de la chose sans l'autorisation du déposant, il est tenu envers ce dernier du dommage résultant de cet usage. Si, au cours de l'usage qu'il fait de la chose, celle-ci vient à périr par cas fortuit, le dépositaire ne sera pas libéré, à moins qu'il ne prouve que la chose eût également péri sans l'usage qu'il en a fait.

Le dépositaire peut se servir de la chose si le déposant l'y a expressément autorisé ou s'il est à présumer qu'il lui en a donné l'autorisation (art. 1930). Pour déterminer si cette autorisation tacite existe, il faudra faire la distinction suivante ⁽⁹⁾ : s'il s'agit d'une chose qui ne se détériore pas par l'usage, cette autorisation doit être facilement présumée; si, au contraire, la chose se détériore par l'usage, l'autorisation doit être très difficilement présumée; enfin, si c'est une chose qui se détruit par l'usage, le consentement formel du déposant est nécessaire.

Le dépositaire « ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées » (art. 1931). Cette obligation de respecter le secret de la chose déposée incombe au dépositaire, non seulement si la chose lui a été confiée « dans un coffre fermé ou dans une enveloppe cachetée », comme le dit l'article 1931, mais encore toutes les fois que l'intention des parties a été de tenir le dépôt caché ⁽¹⁰⁾.

b) RESTITUTION DE LA CHOSE DEPOSEE

Le principe est que le dépositaire doit restituer identiquement la chose qu'il a reçue sans qu'il y ait à distinguer si c'est une chose de genre ou un corps certain.

« Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée

(9) Pothier, *Traité du contrat de dépôt*, n° 37; Guillouard, n° 66.

(10) Pothier, n° 38; Guillouard, n° 67.

que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait sont à la charge du déposant. » (Art. 1933.) Si la perte ou la détérioration de la chose provient du fait du dépositaire, la responsabilité de ce dernier est engagée. Il devra la valeur de la chose estimée au moment de la restitution ⁽¹¹⁾.

Si le dépositaire vient à mourir et que son héritier vende de bonne foi la chose déposée, il n'est tenu, aux termes de l'article 1935, « que de rendre le prix qu'il a reçu ou de céder son action contre l'acheteur s'il n'a pas touché le prix ».

Si la chose déposée a produit des fruits, le dépositaire en est comptable envers le déposant.

Le dépositaire doit restituer la chose déposée dès que le déposant en a fait la demande, à moins qu'il ne se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1° Une saisie-arrêt a été faite entre ses mains sur l'objet déposé par les créanciers du déposant (art. 1944);

2° Il découvre qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée (art. 1946);

3° Une instance est engagée à propos de la propriété de la chose déposée;

4° Il découvre que la chose qui lui a été confiée a été volée et quel en est le véritable propriétaire : il doit alors « dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel la dénonciation a été faite néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en a faite à celui duquel il l'a reçu » (art. 1938, al. 2);

(11) Baudry et Wahl, n° 1109.

5° Il est créancier du déposant à l'occasion du dépôt. Il peut alors exercer son droit de rétention.

Le dépositaire pourrait-il restituer la chose avant que la demande en restitution ne lui ait été adressée ? Il faut distinguer : si aucun terme n'a été fixé pour la restitution, le dépositaire peut restituer quand cela lui convient; mais si un terme a été fixé, il doit attendre que le dépositaire lui en fasse la demande.

A qui le dépositaire doit-il faire la restitution ? Il « ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir » (art. 1937). Tel est le principe. La loi lui apporte quelques dérogations :

1° Si le déposant est mort avant que la restitution n'ait été faite, « la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier » (art. 1939, al. 1^{er}).

2° Si le déposant est devenu incapable depuis l'époque où le dépôt a été fait et n'a plus l'administration de ses biens, c'est à son représentant légal que la restitution doit être faite (art. 1940). Inversement, si le dépôt a été fait par le représentant légal d'un incapable dont l'incapacité a cessé au moment de la restitution, c'est à ce dernier qu'elle sera faite (art. 1941).

3° Si le déposant, en faisant le dépôt, a indiqué un tiers comme étant celui pour le compte de qui le dépôt était fait, c'est à ce tiers que le dépositaire doit restituer (art. 1937).

4° Si le déposant déclare qu'il fait le dépôt pour son compte, mais qu'il devra être remis à un tiers, ce dernier est un mandataire, et la restitution peut être valablement faite entre ses mains (art. 1937), à moins que le mandat ne soit révoqué. Une difficulté peut se présenter : à qui la restitution doit-elle être faite si le déposant décède avant la

révocation du mandat ? Est-ce au tiers ou aux héritiers du déposant ? Distinguons ⁽¹²⁾ : si le tiers est, en réalité, un donataire et que le déposant n'ait pas dit que la remise pourrait être faite à ce tiers même après sa mort, c'est aux héritiers du déposant que la restitution doit être faite, car, aux yeux du dépositaire, le tiers n'est qu'un mandataire, et il faut, par conséquent, appliquer la règle que le décès du mandant éteint le mandat (art. 2003).

Mais s'il a déclaré expressément qu'en cas de mort, la restitution devra être faite au tiers, donataire en réalité et désigné comme mandataire, c'est à ce tiers que le dépôt devra être restitué.

En quel lieu la restitution doit-elle être faite ?

1° « Dans le lieu même du dépôt », si le contrat ne désigne pas le lieu de la restitution (art. 1943). Que faut-il entendre par « lieu du dépôt » ? C'est le lieu où se trouve l'objet déposé au moment de la restitution.

2° « Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y apporter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant. » (Art. 1942.)

B. — OBLIGATIONS DU DÉPOSANT.

Le déposant est tenu de trois obligations :

1° *Il doit payer le salaire convenu.*

L'obligation de payer le salaire repose sur la convention qui l'a fixée, c'est l'application du droit commun (art. 1134).

2° *Il doit rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose* (art. 1947).

Le déposant doit le remboursement total des dépenses

(12) Baudry et Wahl, n° 1144.

nécessaires; le dépositaire a droit, en outre, à l'intérêt de ces sommes dès le jour où ces dépenses ont été faites⁽¹³⁾. Les dépenses utiles ne sont remboursées que pour la plus-value. Quant aux dépenses voluptuaires, le dépositaire n'a aucun droit pour en obtenir le remboursement.

3° *Il doit « indemniser le dépositaire de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées »* (art. 1947).

Pour garantir les diverses obligations dont le déposant est tenu, le dépositaire a un droit de rétention sur la chose déposée (art. 1948). Conformément au droit commun, il ne peut l'exercer que si sa créance résulte du dépôt; en outre, le droit de rétention garantit le remboursement des dépenses nécessaires, et non des dépenses utiles; enfin, ce droit est opposable aux créanciers du déposant et aux tiers ayant acquis des droits sur la chose. Indépendamment du droit de rétention, le déposant a, en outre, sur la chose déposée, le privilège accordé par la loi au conservateur de la chose (art. 2102, 3° al.) pour les dépenses nécessaires. L'exercice du privilège a l'avantage, sur le droit de rétention, de n'être pas soumis à la possession de la chose.

SECTION II

Nature juridique du dépôt d'hôtellerie. — Conclusion que l'on en peut tirer sur l'applicabilité à ce contrat des règles du contrat de dépôt en droit commun.

Nous venons de rappeler les règles générales du contrat de dépôt en droit commun. Il s'agit maintenant de rechercher (et c'est l'objectif même de notre thèse), dans quelle

(13) Guillouard, n° 110.

manière le dépôt d'hôtellerie se distingue du dépôt du droit commun.

Une première question essentielle et prédominante surgit, qui domine toutes les autres : quelle est la nature juridique du dépôt d'hôtellerie?

Le Code fait de ce contrat un dépôt nécessaire; l'article 1952 dispose en effet : « Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme *depositaires*, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; ce dépôt doit être considéré comme un *dépôt nécessaire*. »

Nous ne croyons pas que le législateur ait aperçu la véritable nature du dépôt d'hôtellerie. Nous allons établir en effet :

1° Que le dépôt d'hôtellerie ne constitue jamais un dépôt nécessaire;

2° Que le dépôt d'hôtellerie ne constitue pas toujours un véritable dépôt.

A. — LE DÉPÔT D'HÔTELLERIE NE CONSTITUE JAMAIS
UN DÉPÔT NÉCESSAIRE.

L'article 1949 du Code civil définit le dépôt nécessaire « celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage ou autre événement imprévu ». Qu'est-ce qui caractérise un tel dépôt? Ce n'est pas, comme dans le *depositum miserabile* du droit romain, l'événement malheureux sous l'empire duquel on a été contraint de le faire, mais le caractère imprévisible de l'événement. Un événement imprévu, joint à l'impossibilité de choisir le dépositaire, telles sont les conditions pour qu'il y ait dépôt nécessaire.

Cela posé, est-il exact de dire, avec l'article 1952 du

Code civil, que le dépôt d'hôtellerie est un dépôt nécessaire? Nous ne le croyons pas.

Comment pourrait-on sérieusement soutenir que le fait de descendre dans un hôtel constitue pour le voyageur un événement imprévu. Ce serait, au contraire, le fait de « coucher à la belle étoile » qui revêtirait un tel caractère⁽¹⁴⁾. Le voyageur est-il, tout au moins, privé du choix du dépositaire? Il l'était peut être autrefois dans une certaine mesure⁽¹⁵⁾. A l'époque où les voyages se faisaient en diligence, le voyageur arrivait fatigué, ne connaissant pas la localité, et prenait gîte dans l'auberge où dételait le postillon. Le touriste moderne ne peut pas être comparé à ce voyageur : les guides, les agences de voyage, la publicité même faite par les hôteliers, lui permet de s'entourer de tous les renseignements désirables et de choisir librement l'hôtel où il va descendre⁽¹⁶⁾.

Le dépôt d'hôtellerie ne réunit donc pas les caractères du dépôt nécessaire. Le législateur paraît s'en être aperçu, car l'article 1952 ne dispose pas d'une manière formelle que le dépôt d'hôtellerie « est un dépôt nécessaire », mais simplement qu'il « *doit être regardé comme un dépôt nécessaire* ». Il faut donc conclure que le dépôt d'hôtellerie n'est pas un dépôt nécessaire, mais lui est cependant assimilé. Quel va être le résultat de cette assimilation? Le fait d'assimiler le dépôt d'hôtellerie au dépôt néces-

(14) Dans ce sens : Lacan, *Guide juridique et pratique de l'hôtelier et du voyageur*, p. 284.

(15) Dans ce sens : Troplong, n° 210.

(16) L'automobiliste, qui, victime d'une panne en rase campagne, est obligé de s'abriter dans la première auberge qu'il rencontre, peut-être la seule de la région, n'a pas évidemment, dans ce cas, le choix du dépositaire. Le dépôt ne prendra pas cependant le caractère de nécessaire. Il manque un élément essentiel : le caractère imprévisible de l'événement.

saire entraîne pour l'hôtelier une conséquence très grave : les articles 1348 et 1950 du Code civil font fléchir en matière de dépôt nécessaire les règles de la preuve. Même au-dessus de 500 francs (loi du 1^{er} avril 1928), la preuve testimoniale est recevable; quelle que soit la valeur de la chose déposée, le voyageur peut l'établir à l'aide de témoins, un commencement de preuve par écrit n'est pas nécessaire.

Pourquoi donc, en matière de dépôt d'hôtellerie, une telle dérogation aux règles du droit commun? C'est que le législateur, suivant les principes tirés du droit romain et de l'ordonnance de 1667, a voulu donner au voyageur des garanties toutes spéciales, que motivaient les suspicions qui planaient jadis sur l'hôtelier. Dans l'ancien droit, les aubergistes avaient mauvaise réputation. Les associations frauduleuses entre aubergistes et voleurs étaient fréquentes. Trop souvent, ils s'entendaient avec les « chauffeurs » pour détrousser leurs hôtes. Ces tristes exploits, particulièrement nombreux pendant l'époque troublée de la Révolution, étaient encore présents à l'esprit du législateur de 1804. Deux intérêts étaient en présence, celui de l'hôtelier et celui du voyageur : il sacrifia celui de l'hôtelier.

Aujourd'hui, à une époque où l'industrie hôtelière a pris une place parmi les plus prospères et les plus honorées, où l'hôtelier est entouré d'une considération méritée, de telles suspicions ne seraient plus de mise.

Y a-t-il donc quelque raison de maintenir de nos jours, en matière de dépôt d'hôtellerie, une disposition si exceptionnelle? Ne devrait-on pas revenir au droit commun? Nous ne le croyons pas. Comment, en effet, le voyageur se réserverait-il au-dessus de 500 francs la preuve de l'apport de ses effets? En réclamant un reçu à l'hôtelier? Cela

ne paraît pas possible, car, l'usage s'y opposant, il se heurterait, sinon à une impossibilité matérielle absolue, au moins à une impossibilité morale⁽¹⁷⁾.

Remarquons toutefois l'inélégance du procédé employé par le législateur. En assimilant le dépôt d'hôtellerie au dépôt nécessaire, quel but a-t-il poursuivi? Il a voulu faire fléchir en cette matière les règles du droit commun de la preuve. Or, il avait à sa disposition un moyen bien plus juridique : il lui suffisait d'introduire dans l'article 1348, au profit du dépôt d'hôtellerie, une simple dérogation à l'article 1341.

Le recours à la notion de dépôt nécessaire est inutile et faux et n'a fait que déformer la physionomie véritable du dépôt d'hôtellerie.

B. — LE DÉPÔT D'HÔTELLERIE NE CONSTITUE PAS TOUJOURS
UN VÉRITABLE DÉPÔT.

Le dépôt est un contrat réel. Aux termes de l'article 1918, « il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée ». Cet élément réel se retrouve-t-il toujours dans le dépôt d'hôtellerie ? Il faut distinguer :

a) Si le voyageur remet tout ou partie de ses effets entre les mains de l'hôtelier pour qu'il les garde et les lui restitue lorsqu'il les réclamera, il y a, relativement à ces effets, véritable dépôt volontaire au sens des articles 1921 et suivants;

b) Généralement, cette tradition n'a pas lieu. Le voyageur, loin de se dessaisir de ses effets et de les remettre à l'hôtelier, en conserve l'usage. En l'absence d'une tradition, l'élément réel, on ne peut plus parler d'un con-

(17) Dans ce sens : Colin et Capitant, t. II, p. 655; Guillouard, n° 129.

trat de dépôt. L'obligation de l'hôtelier sera alors, non point la garde, mais la surveillance des effets du voyageur; il ne sera pas tenu de les lui rendre, puisqu'il ne les a pas reçus, mais il devra l'indemniser de leur vol, de leur perte ou du dommage qui aurait pu leur être causé. Quelle est alors la nature juridique du dépôt d'hôtellerie ? Peut-on le rattacher à un type de contrat nommé ? Certains auteurs ont cru reconnaître dans ce contrat un louage d'ouvrage, mais le louage d'ouvrage suppose nécessairement, aux termes de l'article 1710, la stipulation d'un prix. Or, dans le cas très rare où l'hôtelier aura stipulé du voyageur un droit de garde, il y aura eu remise de la chose entre les mains de l'hôtelier et nous ne serons plus, par conséquent, dans l'hypothèse envisagée. Pour nous, lorsque la remise effective des effets du voyageur à l'hôtelier n'aura pas eu lieu, nous préférons voir dans le dépôt d'hôtellerie un contrat *sui generis*. Néanmoins, même en l'absence d'une tradition, nous continuerons à désigner ce contrat du nom de dépôt d'hôtellerie, l'expression étant commode et consacrée par l'usage.

Le dépôt d'hôtellerie constitue donc tantôt un véritable dépôt, tantôt un contrat *sui generis*, mais le législateur le soumet dans tous les cas à des règles spéciales. Cependant, lorsque le dépôt d'hôtellerie constitue un dépôt véritable, il reste soumis, comme tel, aux règles édictées par les articles 1917 à 1948 du Code civil toutes les fois qu'elles ne sont pas en contradiction avec ces règles particulières.

Ce sont précisément ces règles spéciales que nous nous proposons de rechercher dans la suite de cette étude.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER

Trois conditions sont nécessaires à l'existence de la responsabilité de l'hôtelier :

- A. — Les effets doivent avoir été apportés dans l'hôtel;
- B. — Le vol ou le dommage doit avoir été commis dans l'hôtel;
- C. — L'engagement de surveiller les effets doit avoir été pris par l'hôtelier en sa qualité d'hôtelier.

A. — APPORT DES EFFETS DANS L'HÔTEL.

L'article 1919 du Code civil, en matière de dépôt volontaire, exige, pour que le dépôt soit parfait, « la tradition réelle ou feinte de la chose déposée ».

En matière de dépôt d'hôtellerie, l'article 1952 du Code civil dispose que « les aubergistes ou hôteliers sont responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ».

En comparant ces deux articles, on voit que, tandis qu'en matière de dépôt proprement dit la loi exige la remise de la chose déposée entre les mains du dépositaire, la même règle n'existe pas en matière de dépôt d'hôtellerie. Ici, il n'est plus question d'une tradition, le simple apport des effets du voyageur dans l'hôtel suffit

pour engager la responsabilité de l'hôtelier. La doctrine et la jurisprudence sont dans ce sens⁽¹⁾.

C'est là, avons-nous vu, le caractère qui, en l'absence d'une remise effective des effets entre les mains de l'hôtelier, différencie le dépôt d'hôtellerie du dépôt véritable et en fait un contrat *sui generis*⁽²⁾.

Le Code, en n'exigeant pas la tradition dans la formation du dépôt d'hôtellerie, n'a fait que reproduire la solution de la jurisprudence de l'ancien droit. L'ordonnance de 1667 portait, cependant, dans son titre XX, art. 4: « N'entendons exclure la preuve par témoins pour dépôt fait entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse. » Mais, en pratique, la jurisprudence constante des parlements admettait la responsabilité de l'hôtelier par le seul fait de l'apport⁽³⁾. Cette opinion était repoussée par Pothier⁽⁴⁾ qui, se fondant sur l'autorité des textes romains, exigeait la remise : « Observez, disait-il, que ce dépôt n'est pas censé intervenu par le seul fait que le voyageur apporte ses effets dans l'auberge au vu et au su de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas donnés expressément en gage. C'est pourquoi, si les effets de ce voyageur sont endommagés dans l'auberge par des allants et venants, ou même par d'autres voyageurs qui logent comme lui dans l'auberge, l'aubergiste

(1) Troplong, nos 213 et 218; Mourlon, *Répétitions écrites sur le Code Napoléon*, t. III, sect. v, n° 1068; Toullier, *Le droit civil français suivant l'ordre du Code*, t. XI, n° 249; Duvergier, n° 513; Pont, n° 530; Guillouard, n° 144; Aubry et Rau, t. IV, § 406, texte et note 5; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. II, n° 1412; Laurent, n° 160; Baudry et Wahl, n° 1198; Hue, t. XI, n° 268; Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, t. II, n° 942. — Cass., 11 mai 1846, D., 46. 1. 364; Trib. paix Marseille, 3 juin 1914, *Gaz. trib.*, 25 oct. 1914.

(2) V. *supra*, p. 22.

(3) Parlement de Paris, 14 août 1882, cité par Charondas le Caron, annotation au *Somme Rural* de Bouteiller, p. 375.

(4) Pothier, n° 79.

n'en est pas responsable; mais, si le vol a été fait ou le dommage causé par les serviteurs de l'aubergiste ou par des pensionnaires, il en serait responsable quand même les choses ne lui auraient pas été données en dépôt, car il ne doit se servir pour domestiques, ni avoir pour pensionnaires que des personnes dont il connaisse la fidélité, au lieu qu'il n'est pas obligé de connaître les voyageurs qui ne logent qu'en passant dans son auberge : « Caupo » praestat factum eorum qui in ea caupona ejus cauponae » exercendae causa ibi sunt, viatorum autem factum non » praestat; namque viatorem sibi eligere caupo non videtur, » nec repellere potest iter agentes, inhabitores vero perpe- » tuos ipse quodammodo elegit qui non recepit, quorum » factum oportet eum praestare. » (L. I, §, ff. Furt. adv. naut.)

Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute sur l'interprétation de l'article 1952. Lors de la discussion du Code au Tribunat, il fut dit, en effet⁽⁵⁾, qu'à la suite du texte actuel : « Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux », il était inutile de maintenir les mots « encore que ces effets n'aient pas été remis en leur garde personnelle ».

Le simple apport suffit, quelle que soit la nature des effets apportés⁽⁶⁾, quel que soit le moment où cet apport a eu lieu, que les effets soient introduits par le voyageur à son arrivée à l'hôtel ou plus tard au cours de son séjour⁽⁷⁾.

(5) Fenet, t. XIV, p. 494.

(6) Nous laissons volontairement de côté, dans cette section, l'hypothèse où ces effets consistent en bijoux ou objets précieux. Il y a, dans ce cas, des difficultés que nous examinerons plus loin. V. *infra*, p. 63.

(7) Dans ce sens, Baudry et Wahl, n° 1196.

Un avertissement de la part du voyageur⁽⁸⁾ n'est pas nécessaire, pas plus qu'un consentement exprès de l'hôtelier. Ce dernier est engagé même si l'apport a eu lieu à son insu. C'est la conséquence de l'état de sollicitation permanent dans lequel se trouve placé l'hôtelier par le seul fait de l'ouverture de l'hôtel.

Cependant, si l'apport, à lui seul, est suffisant pour rendre l'hôtelier responsable, la jurisprudence exige avec raison qu'il ait été à même d'exercer sur les effets du voyageur une surveillance effective⁽⁹⁾.

Qu'arriverait-il si le client, pour plus de précautions, ne se contentait pas de la simple introduction de ses effets dans l'hôtel, mais les remettait, en outre, entre les mains de l'hôtelier? On se trouverait alors en présence d'un dépôt volontaire, car le seul élément qui, en principe, manque dans le dépôt d'hôtellerie pour être un véritable dépôt, c'est une tradition entre les mains de l'hôtelier, tradition qui, dans l'hypothèse que nous envisageons, se trouve réalisée. Quoique devenant dans ce cas un véritable dépôt volontaire, le dépôt d'hôtellerie n'en doit pas moins continuer à être assimilé, au point de vue de la preuve, au dépôt nécessaire. On peut justifier ce point par une double raison. D'une part, les termes de l'article 1952 sont généraux et ne distinguent pas suivant que l'apport des effets a été ou non suivi d'une tradition; d'autre part, l'impossibilité

(8) Trib. paix Marseille, 3 juin 1914 (précité) : « Il suffit qu'ils (les effets) aient été apportés dans l'hôtel, la loi n'imposant pas un avertissement préalable, pour rendre l'hôtelier responsable... ». Cependant, lorsqu'une faute peut être relevée à la charge du voyageur, la jurisprudence atténue la responsabilité de l'hôtelier. C'est ce qui a été décidé, par exemple, au cas où le voyageur dépose ses bagages en arrivant à l'hôtel dans un endroit accessible à tout le monde sans en prévenir l'hôtelier ou son personnel (Amiens, 17 nov. 1894, D., 95. 2. 332). En sens contraire, Baudry et Wahl exigent un consentement exprès, n° 1199.

(9) Rouen, 4 févr. 1847, S., 48. 2. 482.

morale dans laquelle se trouve le voyageur d'exiger de l'hôtelier une preuve écrite, est la même qu'il y ait ou non remise effective entre les mains de l'hôtelier.

Cette solution a été consacrée par la Cour de cassation⁽¹⁰⁾ dans une espèce où un voyageur avait confié un objet à l'hôtelier. Elle a rejeté le point de vue de l'hôtelier qui, arguant du fait que, dans ce cas, il y avait dépôt volontaire, concluait à l'irrecevabilité de la preuve testimoniale au-dessus de 150 francs en l'absence de tout commencement de preuve par écrit : « Mais attendu, dit-elle, que le colis perdu ayant été réellement déposé aux mains de l'hôtelier ou de ses préposés, le dépôt n'en reste pas moins assimilé au dépôt nécessaire dont la preuve peut être faite par témoins, etc. »

La solution serait la même si la remise avait été faite entre les mains d'un préposé de l'hôtelier. Cependant, Pothier distinguait entre les différents préposés et exigeait, pour que l'hôtelier soit responsable, que le préposé ait été spécialement chargé par son emploi de recevoir les effets des voyageurs⁽¹¹⁾. « Un aubergiste, dit-il, n'est pas, à la vérité, responsable des effets que les voyageurs ne lui ont pas donnés en garde; mais les voyageurs sont censés les lui avoir donnés en garde, non seulement lorsqu'il les lui ont donnés à lui-même, mais lorsqu'ils les ont donnés à une personne préposée par l'aubergiste pour recevoir les dépôts des effets des voyageurs. A l'égard des dépôts qui avaient été faits à un domestique de l'auberge qui n'a point été préposé pour cela, ces dépôts n'obligent pas l'aubergiste : « Si qui opera mediastini fungitur, non » continetur ut puta atriarii et focarii. » (L. I, §, fin., ff. furt. adv. naut.)

(10) Cass., 4 juill. 1923 (*Gaz. Pal.*, 23. 2. 497).

(11) Pothier, n° 80.

« Les valets d'écurie doivent être censés préposés par les aubergistes pour recevoir en leur garde les chevaux et équipages des voyageurs. »

Cette solution de Pothier ne peut être admise, car il serait purement arbitraire de faire une distinction qui n'est pas inscrite dans la loi.

En résumé, le dépôt fait par un voyageur entre les mains d'un préposé constitue un dépôt d'hôtellerie, quelles que soient les attributions de ce préposé. Ce principe a été posé en termes très clairs par la Cour d'appel de Lyon⁽¹²⁾ : « Mais attendu, dit-elle, qu'il n'appartient pas au voyageur de régler les attributions des employés de l'hôtel, de les étendre ou de les restreindre;

» Attendu que le veilleur de nuit est, par la force même des choses, dans le temps où il reste en service, le préposé ou substitué du patron...

» Attendu qu'il est établi que Ducroux s'est adressé au veilleur de nuit et lui a demandé s'il pouvait recevoir un dépôt d'argent; que celui-ci a répondu affirmativement...; que Ducroux n'avait aucune raison de suspecter la bonne foi de cet employé placé par son patron dans un poste de confiance... ».

La jurisprudence a même jugé que si les préposés étaient locataires de la cour et des écuries de l'hôtel, l'hôtelier n'en était pas moins responsable, car rien n'annonçait aux tiers cette location⁽¹³⁾.

B. — LE VOL OU LE DOMMAGE DOIT AVOIR ÉTÉ COMMIS DANS L'HÔTEL.

Nous venons de voir que l'hôtelier est responsable du vol ou du dommage des effets du voyageur par le seul fait

(12) Cour d'appel Lyon, 24 juin 1920, D., 22. 2. 40.

(13) Caen, 19 mai 1898, *Pand. fr.*, 98. 2. 236.

de leur apport dans l'hôtel. Mais l'hôtelier est-il responsable quel que soit le lieu où le vol ou le dommage a été commis? Autrement dit, quels sont les lieux sur lesquels s'étend la responsabilité de l'hôtelier, sur lesquels il doit exercer sa surveillance? La loi ne le dit pas expressément. Mais l'article 1953, qui parle de vol commis par « les domestiques et préposés de l'hôtellerie ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie », suppose évidemment que le vol ou le dommage a eu lieu dans l'hôtel.

Il n'y a pas à distinguer entre le vol commis dans la chambre du voyageur et le vol commis dans une autre partie de l'hôtel (corridor, hall, vestiaire, etc.); c'est ce qu'a jugé la jurisprudence, qui décide que l'hôtelier est responsable du vol d'une pelisse déposée par le voyageur dans le vestibule d'une salle à manger⁽¹⁴⁾.

La jurisprudence décide encore, avec raison, que l'hôtelier est responsable, non seulement si le vol ou le dommage est commis dans l'hôtel proprement dit, mais encore s'il a eu lieu dans une dépendance de l'hôtel : cour⁽¹⁵⁾ remise⁽¹⁶⁾, écurie, garage, etc.

La Cour de Metz a jugé que l'hôtelier était responsable du vol des effets placés dans la cour de l'hôtel, même si cette cour était assujettie à un droit de passage⁽¹⁷⁾.

Faut-il aller plus loin et approuver les arrêts qui ont rendu responsable l'hôtelier des effets laissés par le voyageur à l'extérieur de l'hôtel ou de ses dépendances⁽¹⁸⁾. Il s'agissait dans ces espèces de voitures et marchandises

(14) Trib. civ. Seine, 30 oct. 1913, *Gaz. trib.*, 43. 2. 379.

(15) Metz, 17 avril 1842, D. R., v^o *Dépôt*, n^o 160-1^o.

(16) Trib. civ. Seine, 16 janv. 1884, *Gaz. Pal.*, 84. 1. 439.

(17) Metz, 17 avril 1842, précité.

(18) Paris, 15 sept. 1808, D. R., v^o *Dépôt*, n^o 172. Amiens, 15 sept. 1846, D., 47. 2. 76.

appartenant à des rouliers descendus dans une auberge et qui avaient été laissées sur la voie publique, l'auberge ne disposant pas d'une cour ou d'un logement fermé pour les y recevoir. La doctrine est presque unanime à approuver cette solution⁽¹⁹⁾, seul Duvergier⁽²⁰⁾ fait des réserves. Nous nous rangeons entièrement au jugement très raisonnable porté par Curasson sur cette jurisprudence⁽²¹⁾. « Ces arrêts, dit-il, semblent avoir étendu un peu trop loin la responsabilité déjà si rigoureuse qu'impose l'article 1953. Que l'aubergiste soit responsable du vol commis dans l'intérieur de l'hôtel, quel que soit l'auteur du méfait, rien de plus juste, c'était à l'hôtelier à prendre les précautions nécessaires. Mais s'il n'a point de cour ou que la remise ne soit pas assez spacieuse pour recevoir des marchandises considérables, n'est-ce pas aux voituriers qui s'arrêtent chez lui à veiller eux-mêmes à la sécurité d'objets placés sur des voitures qu'ils laissent à l'extérieur de l'auberge ?

» La station de ces voitures sur la voie publique peut d'autant moins être considérée comme un dépôt nécessaire qu'il ne tenait qu'à eux de s'arrêter ailleurs ou d'exercer eux-mêmes une vigilance qui ne saurait rentrer dans le service ordinaire de la maison. Il nous paraît, dans ce cas, que l'aubergiste ne doit être responsable que du vol qui serait causé par ses domestiques ou quelqu'un de sa famille, d'autant mieux que si la loi étend sa responsabilité jusqu'au fait des étrangers, ce n'est qu'à l'égard de ceux qui

(19) Troplong, n° 227; Duranton, *Cours de droit français*, t. XVIII, n° 83; Pont, n° 532; Laurent, n° 461; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 4198; Aubry et Rau, t. IV, p. 629, texte et note 6.

(20) Duvergier, n° 515.

(21) Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix*, t. I, § 247.

sont des « allants et venants dans l'hôtellerie ». Le rendre de plus responsable des gens dont il ne peut empêcher ni surveiller le passage dans la rue, n'est-ce pas, encore une fois, étendre cette responsabilité au delà des limites fixées par le législateur ? »

En période d'affluence, principalement dans les villes de saison, les hôteliers ont souvent l'habitude de loger, chez des habitants de la localité, les voyageurs que, faute de place, ils ne peuvent recevoir dans leur hôtel. Ceux-ci néanmoins, prennent leurs repas à l'hôtel et payent directement à l'hôtelier le prix de leur logement. Si un voyageur, logé dans ces conditions, est victime d'un vol ou d'un dommage, l'hôtelier en sera responsable, car c'est avec lui que le voyageur a traité, c'est en lui qu'il a confiance, et qu'il a tout naturellement considéré la chambre qu'il occupe comme une dépendance de l'hôtel⁽²²⁾.

C. — L'ENGAGEMENT DE SURVEILLER LES EFFETS DU VOYAGEUR DOIT AVOIR ÉTÉ PRIS PAR L'HÔTELIER EN SA QUALITÉ D'HÔTELIER.

Il ne suffit pas que le voyageur ait apporté ses effets dans l'hôtel et que le vol ou le fait dommageable ait eu lieu dans l'hôtel ou ses dépendances pour que l'hôtelier soit responsable en vertu des articles 1952 et suivants du Code civil, une condition de plus est nécessaire : il faut que l'engagement de garder ou de surveiller les effets soit pris par l'hôtelier en sa qualité d'hôtelier, c'est-à-dire se rattache au séjour du voyageur dans son hôtel.

C'est ainsi que si un voyageur, en quittant l'hôtel, confie à l'hôtelier un objet pour qu'il le garde jusqu'à son retour,

(22) Dans ce sens, J. Laffon, thèse Toulouse, 1899, p. 110.

le contrat qui se forme entre l'hôtelier et le voyageur relativement à la garde de cet objet n'est pas un dépôt d'hôtellerie. L'hôtelier rend un service au voyageur non point en tant qu'hôtelier, mais en tant qu'ami, *extra negotium cautionis*. On est en présence d'un véritable dépôt volontaire⁽²³⁾. C'est ce qu'a décidé le Tribunal de commerce de la Seine⁽²⁴⁾ dans une espèce où un voyageur de commerce avait, en quittant l'hôtel, confié une malle à l'hôtelier; « Attendu, dit-il, qu'il est établi aux débats qu'au cours du mois de mars 1904, demoiselle Demange, voyageur de commerce, a confié à Coste, hôtelier à Paris, une malle fermée à clef lui appartenant;

» Que la dite malle, placée par Coste dans l'une des chambres de l'hôtel, a été retrouvée ouverte et vide de son contenu;

» ...Attendu que demoiselle Demange prétend en son assignation qu'il s'agissait en l'espèce d'un dépôt nécessaire, et que Coste, hôtelier, serait responsable du vol commis par application des articles 1952 et 1953 du Code civil.

» Mais attendu... qu'ainsi que le soutient Coste en ses conclusions motivées, il s'agit, en l'espèce, d'un dépôt volontaire, accepté par ce dernier à titre gratuit, etc. »

La Cour de cassation⁽²⁵⁾ a jugé de même que le dépôt d'un colis fait, à son départ de l'auberge, par un voiturier à l'aubergiste pour qu'il le remette à un négociant de la localité, constitue un dépôt volontaire : « Attendu que si l'on doit considérer comme nécessaire le dépôt des effets apportés dans l'auberge par le voyageur, il n'en est pas de

(23) Dans ce sens : Aubry et Rau, t. IV, § 406, note 2; Guillouard, n° 141; Baudry et Wahl, n° 1202. En sens contraire, Laurent (n° 162) estime que l'on est en présence d'un dépôt d'hôtellerie.

(24) Trib. com. Seine, 29 nov. 1924, *Gaz. trib.*, 25. 2. 316.

(25) Cass. req., 10 janv. 1832, S., 32. 1. 91.

même des effets apportés chez lui pour y être gardés et rendus à des tiers après le départ du voyageur; effets remis à l'aubergiste comme à un confident et à un ami, hors de sa qualité, *extra negotium cauponis...* »

Dans l'hypothèse où une personne remet des objets à un hôtelier pour qu'il les garde et les donne à un voyageur qui descendra ultérieurement dans son hôtel, il faut décider, comme précédemment, que c'est là un dépôt volontaire⁽²⁶⁾. La Cour d'appel de Paris⁽²⁷⁾ a cependant jugé le contraire dans l'espèce suivante : le sieur Bloquel, marchand de beurre, avait l'usage d'envoyer ses marchandises à Paris par le voiturier Toutain, qui les remettait à la femme Renaud. Celle-ci, lorsqu'elles étaient vendues, en remettait le prix chez les époux Levastre, aubergistes, chargés de le garder et de le donner à Toutain pour Bloquel à son premier passage dans leur auberge. Bloquel n'ayant pas touché un sac contenant 1149 fr. 50 le réclama à la femme Renaud, qui forma une demande en restitution contre les époux Levastre et Toutain. Les époux Levastre, qui avaient commencé par nier le dépôt, l'avouèrent ensuite, mais en soutenant qu'ils avaient remis le sac à Toutain qui, de son côté, nia l'avoir reçu. Les parties comparurent en personne devant le Tribunal civil de la Seine qui, par jugement en date du 28 décembre 1827, condamna les époux Levastre à payer la somme demandée. Ceux-ci firent appel, mais, par un arrêt en date du 6 avril 1829, la Cour confirma le jugement. « Attendu, dit-elle, qu'il est établi en fait que Levastre et sa femme tenaient hôtellerie, dans laquelle logeait Toutain, voiturier, chargé d'amener à Paris les den-

(26) Dans ce sens : Laurent, t. XXVII, n° 134; Guillouard, n° 141 *in fine*; Baudry et Wahl, n° 1204. — Contra : Pont, t. I, n° 334.

(27) Cour d'appel de Paris, 6 avril 1829, S., 29. 2. 154.

rées pour le compte de Bloquel, de les remettre à la femme Renaud, factrice, et de rapporter à Bloquel le prix de vente; que le dépôt d'argent, renfermé dans un sac cacheté que la femme Renaud déclare avoir fait ès mains de l'hôtelier Levastre pour être remis à Toutain, est essentiellement dépôt nécessaire dont la preuve par témoins serait admissible conformément à l'article 1348 du Code civil, etc... »

Cette solution de la Cour d'appel de Paris, qui nous paraît très critiquable, est condamnée d'ailleurs par la majorité de la doctrine ⁽²⁸⁾.

(28) Baudry et Wahl, n° 1203; Guillouard, n° 141.

CHAPITRE III

QUAND COMMENCE ET FINIT LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER ?

La responsabilité de l'hôtelier commence dès l'apport que le voyageur fait de ses effets dans l'hôtel ⁽¹⁾.

En effet, dès ce moment, le contrat de dépôt d'hôtellerie est formé; il n'est pas nécessaire, nous l'avons vu ⁽²⁾, qu'il y ait eu remise réelle entre les mains de l'hôtelier ou de ses préposés.

A plus forte raison, si les effets ont été effectivement remis entre les mains de l'hôtelier ou de ses préposés, l'hôtelier en sera-t-il responsable à partir de cette remise, même si elle précède l'apport dans l'hôtel.

C'est ainsi qu'au cas de vol, perte ou dommage de bagages confiés par un voyageur à un garçon d'hôtel envoyé à la gare pour les prendre, l'hôtelier en sera responsable, en vertu de l'article 1953 du Code civil, dès l'instant où ils auront été confiés à son préposé.

La plupart des hôtels de quelque importance, principalement dans les villes d'eaux, assurent aujourd'hui à leurs clients un service de transport entre la gare et leur hôtel.

(1) Amiens, 4 déc. 1846, S. 47. 2. 237.

(2) V. *Supra*, p. 23.

Il n'est pas douteux que si, dans ce transport, quelque effet appartenant à un voyageur est volé ou endommagé, l'hôtelier en est responsable. Sa responsabilité commence dès le moment où le client a remis ses bagages au conducteur de l'omnibus. Mais à quel titre est-il responsable ? Est-ce comme voiturier, en vertu d'un contrat de transport, ou comme hôtelier en vertu du dépôt d'hôtellerie ? L'intérêt de cette question n'est pas simplement théorique, car la responsabilité de l'hôtelier sera loin d'être la même suivant le parti que l'on prendra :

1° Si l'hôtelier est responsable en tant qu'hôtelier, sa responsabilité, en vertu de la loi du 8 avril 1911, sera limitée à 1.000 francs pour certains objets. Cette limitation ne s'applique pas au voiturier dont la responsabilité n'est restreinte qu'en vertu de l'article 1150 du Code civil.

2° La prescription de l'action du voyageur est différente suivant qu'il s'agit d'un dépôt d'hôtellerie ou d'un contrat de transport. Dans la première hypothèse, l'action pour avaries ou perte se prescrit par trente ans, dans la deuxième par un an (art. 108 C. de comm., modifié par L. 11 avril 1888).

La jurisprudence décide ⁽³⁾ que la responsabilité de l'hôtelier est engagée en vertu du contrat de dépôt d'hôtellerie. Cette opinion, qui nous semble tout à fait raisonnable, a reçu la consécration de la doctrine ⁽⁴⁾ et de la jurisprudence étrangère ⁽⁵⁾.

(3) Trib. com. Marseille, 3 mars 1912, *Gaz. Pal.*, 42. 1. 435.

(4) Hue, t. XI, n° 260; Baudry et Wahl, n° 1195.

(5) Cour de Milan, 19 oct. 1886 (*Journal de droit inter. privé*, 1888, p. 427): « Une dame Winslow-Hall, de Boston (Amérique), arrivait à Milan dans la soirée du 8 novembre 1883 et descendait à l'Hôtel Continental. Elle avait confié au conducteur de l'omnibus de l'hôtel son billet de bagages avec mission de prendre livraison pour elle de cinq colis qui l'accompagnaient.

On ne doit pas distinguer suivant que l'omnibus appartient ou non à l'hôtelier. L'omnibus peut être la propriété d'un entrepreneur de transports qui s'est engagé envers l'hôtelier à assurer le service des voyageurs et de leurs bagages de la gare à son hôtel. L'hôtelier n'en est pas moins responsable envers le voyageur qui n'a pas à connaître les traités passés entre l'hôtelier et le voiturier.

Pour que l'hôtelier soit engagé, il suffit que l'omnibus porte en évidence le nom de son hôtel. C'est ce qu'a décidé le Tribunal de commerce de Marseille ⁽⁶⁾. « Lorsque, dit-il, un omnibus porte en évidence l'enseigne d'un hôtel pour attirer les voyageurs à la sortie d'une gare, les clients de cet hôtel sont fondés à penser que cet omnibus stationne pour le compte du propriétaire de l'hôtel et que toutes précautions ont été prises par ce dernier pour la surveillance de leurs bagages. Par suite, la responsabilité de l'hôtelier est engagée au cas où des bagages remis au cocher de l'omnibus par un voyageur ne peuvent être trouvés. »

L'hôtelier, responsable envers son client du dommage

Livraison fut faite par la compagnie des chemins de fer; mais, durant le trajet de la gare à l'hôtel, un des colis disparut et ne put être retrouvé.

» Une action fut intentée par la dame Winslow-Hall contre les gérants de l'hôtel.

» A quel titre la responsabilité de ceux-ci était-elle engagée ? L'article 1866 du Code civil italien déclare bien les aubergistes responsables comme dépositaires « des effets apportés dans leur hôtel ou auberge par le voyageur qui » y loge ».

» Mais le colis n'était jamais parvenu à l'hôtel, les défendeurs pouvaient soutenir n'avoir pas encouru la responsabilité de l'article 1866 et prétendre n'être tenus qu'en qualité de voituriers transportant les voyageurs de la gare à l'hôtel... Décidé par la Cour que la disposition de l'article 1866 du Code civil devait être interprétée largement; que ces mots « *entro le pareti de l'albergho* » désignaient d'une façon générale tout lieu où l'aubergiste offrait ses services aux voyageurs pour les décharger d'un soin quelconque, où ceux-ci suivaient sa foi, que, par suite, les défendeurs avaient bien encouru la responsabilité illimitée de l'article 1866 du Code civil. »

(6) Trib. com. Marseille, 5 mars 1912, précité.

causé à ses bagages, a un recours contre l'entrepreneur de transports qui a accompli son service d'une manière défectueuse.

La responsabilité de l'hôtelier, qui, nous venons de le voir, peut prendre naissance avant l'arrivée du client à l'hôtel — dès la remise que celui-ci a faite de ses bagages au préposé de l'hôtelier ou au conducteur de l'omnibus — peut même, d'après la jurisprudence, commencer avant l'arrivée du voyageur dans la localité où se trouve l'hôtel.

Ainsi en a décidé la Cour d'appel de Paris, qui a jugé que l'on doit réputer nécessaire le dépôt de sommes fait entre les mains d'un hôtelier par le mandataire d'un voiturier pour qu'il les remette à ce voiturier qui doit descendre dans son hôtel. Mais c'est, nous l'avons vu⁽⁷⁾, une solution fort contestable.

La responsabilité que fait naître le dépôt d'hôtellerie est liée à la présence des effets dans l'hôtel et ne cesse qu'au moment de leur enlèvement. Cette solution a été consacrée par un arrêt de la Cour de Rouen⁽⁸⁾. « Les aubergistes, dit-il, sont responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux et leur responsabilité dure autant de temps que ces effets apportés sont déposés dans l'auberge, parce qu'ils continuent d'y être sous la surveillance et la garantie de l'hôtelier ou de son préposé. Cette garantie commence au moment de l'arrivée du voyageur et de l'apport de ses effets et se perpétue jusqu'au moment de son départ et de leur transport hors de l'hôtellerie, parce qu'on ne peut concevoir d'autre instant que celui du départ pour faire cesser la responsabilité, etc... » Le Tribunal civil de Reims⁽⁹⁾ a décidé dans le même sens que,

(7) V. *Supra*, p. 33.

(8) Cour de Rouen, 14 août 1824, D. R., *vo* Dépôt, n° 177.

(9) Trib. civ. Reims, 13 janv. 1903, D. 04. 2. 228.

lorsque des effets sont confiés à l'hôtelier, celui-ci n'est pas déchargé par le seul fait de leur remise au voyageur si ce dernier a continué de rester dans l'hôtel et s'ils ont été volés ou détériorés avant qu'il ne l'ait quitté.

L'hôtelier échappera à toute responsabilité s'il peut prouver que le dommage ou le vol des effets est postérieur au moment où ils sont sortis de l'hôtel, car alors le contrat de dépôt d'hôtellerie n'existe plus.

Comment fera-t-il cette preuve ? L'exception étant corrélatrice de l'action, la preuve par témoins ou par présomptions est recevable quelle que soit la valeur des effets.

L'hôtelier est donc, en principe, déchargé de sa responsabilité par l'enlèvement des effets par le voyageur. Cependant, si le transport des effets hors de l'hôtel a été effectué par l'hôtelier ou un de ses préposés, l'hôtelier en est responsable pendant le transport en vertu du dépôt d'hôtellerie. C'est ainsi qu'au cas où le voyageur emprunte l'omnibus de l'hôtel pour se rendre à la gare, la responsabilité de l'hôtelier subsiste jusqu'au moment où le voyageur retire les bagages de la voiture.

Inversement, il est des hypothèses où l'hôtelier ne sera pas responsable en vertu des règles du dépôt d'hôtellerie, quoique les effets du voyageur soient restés dans l'hôtel. C'est le cas où le voyageur, en quittant l'hôtel, a confié ses effets à l'hôtelier ou bien les a abandonnés ou oubliés. L'hôtelier n'est plus tenu que comme dépositaire volontaire. Comment le voyageur pourrait-il, en effet, invoquer le dépôt d'hôtellerie alors qu'il ne loge plus à l'hôtel ?

L'obligation de surveillance qu'impose à l'hôtelier le dépôt d'hôtellerie est une obligation de faire qui, au cas d'inexécution, se résout en dommages-intérêts (art. 1142

C. civ.). Si donc l'hôtelier a manqué à son obligation de surveillance, si les effets du voyageur ont été volés ou endommagés, il sera tenu d'indemniser ce dernier de la perte qu'il a subie.

Cette obligation s'éteint par les mêmes modes qui font disparaître toutes les obligations. Une remarque au sujet de la prescription : le Code n'ayant pas soumis l'obligation de l'hôtelier à une prescription spéciale, le droit commun s'applique (art. 2262, C. civ.). Le voyageur aura donc trente ans pour demander la réparation du dommage qu'il a éprouvé. Cependant, ce délai sera réduit à dix ans ou à trois ans lorsque le dommage provient d'un fait qualifié par la loi pénale : crime ou délit (art. 2, 637, 638, C. instr. cr.).

CHAPITRE IV

DE QUELS ACTES, DE QUELLES PERSONNES ET DE QUELS EFFETS L'HOTELIER EST-IL RESPONSABLE ?

A. — DE QUELS ACTES L'HÔTELIER EST-IL RESPONSABLE ?

Aux termes de l'article 1953 du Code civil, l'hôtelier est responsable « du vol ou du dommage des effets du voyageur ». Analysons ces deux termes : « vol » et « dommage ».

1° Pour le vol, pas de difficultés, l'hôtelier est responsable de quelque manière que le vol ait été commis. En principe, le vol, même accompagné de circonstances spéciales, telles que l'effraction ou l'escalade, ne décharge pas l'hôtelier. C'est ce que l'on peut déduire, *a contrario*, de l'article 1954 qui ne fait une exception que pour le vol à main armée⁽¹⁾.

2° Le terme dommage est plus obscur. On peut l'interpréter d'une manière plus ou moins large. Cependant, la doctrine et la jurisprudence sont unanimes⁽²⁾ à décider que ce terme doit être entendu d'une manière très générale. Ce principe a été posé en termes très nets par la Cour de Colmar. « La responsabilité de l'hôtelier, dit-elle, s'étend

(1) Pour le vol à main armée, V. *infra*, p. 96.

(2) Dans ce sens : Aubry et Rau, t. IV, § 406, texte et note 8; Laurent, t. XXVII, n° 146; Huc, t. XI, n° 261; — Colmar, 8 avril 1843, D., 49. 5. 343.

d'une manière générale, sans distinction, à toute espèce de soustractions ou de dommages, dont peuvent devenir l'objet les effets ou marchandises apportés par le voyageur dans l'hôtel où il est reçu... »

Par application de cette règle, la jurisprudence déclare l'hôtelier responsable du dommage causé par un incendie aux effets du voyageur⁽³⁾.

B. — DE QUELLES PERSONNES L'HÔTELIER EST-IL RESPONSABLE ?

L'article 1933 du Code civil dispose : « Ils (les hôteliers) sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. » L'hôtelier est donc responsable non seulement de son propre fait, mais encore de celui de ses domestiques et des étrangers circulant dans son hôtel.

a) QUEL EST LE FONDEMENT DE CETTE RESPONSABILITÉ ?

La doctrine est à peu près unanime à fonder la responsabilité des hôteliers du fait de leurs préposés sur l'article 1384. Sur le fondement de la responsabilité des hôteliers du fait des étrangers allant et venant dans l'hôtel, au contraire, une certaine divergence se manifeste chez les auteurs : pour les uns⁽⁴⁾ c'est une dérogation à l'article 1384, pour les autres⁽⁵⁾ c'est une application du droit commun formulé par cet article.

A notre avis, la responsabilité de l'hôtelier, tout au moins en ce qui concerne le fait de leurs employés, est une ap-

(3) Paris, 17 janv. 1880, D., 81. 2. 122, S., 80. 2. 26.

(4) Pont, n° 537, Guillaud, n° 148.

(5) Baudry et Wahl, n° 1206.

plication pure et simple des règles de la responsabilité contractuelle. Expliquer l'article 1953 par l'article 1384 est une erreur aussi certaine que celle qui consiste à appliquer abusivement l'article 1382 à l'inexécution de l'obligation contractuelle par le débiteur lui-même. On s'y laisse cependant entraîner « parce que notre Code civil ne contient aucun texte réglementant la responsabilité pour autrui en matière contractuelle et qu'on pense possible et expédient de suppléer au silence de la loi en faisant intervenir le seul texte où elle organise une responsabilité du fait d'autrui » (6). M. Becqué, dans un article de la *Revue trimestrielle du droit civil* intitulé « La responsabilité du fait d'autrui en matière contractuelle », a donné de cette question une solution que nous adoptons très volontiers (7) : « Dans notre droit français, dit-il, à la différence du droit allemand, la responsabilité contractuelle pour autrui n'y apparaît pas comme une exception aux principes généraux qui dominent la matière des obligations, mais, bien au contraire, comme l'application pure et simple du droit commun : si notre Code civil ne connaît pas de formule générale comme l'article 278 du Code allemand et l'article 101 du Code fédéral des obligations, la responsabilité pour le fait des auxiliaires constitue dans notre droit une conséquence directe de la théorie du cas fortuit et de la force majeure.

» Tout débiteur qui prétend être libéré doit prouver que l'inexécution de son obligation a été causée par un cas fortuit ou de force majeure (art. 1148 C. civ.; cf. art. 1226 C. civ. italien); cette preuve, le débiteur qui est empêché d'exécuter par le fait de ses auxiliaires ne pourra pas la

(6) Meignié, *Responsabilité et contrat*, thèse Lille, 1924, p. 50.

(7) Becqué, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1914, p. 251 et s.

faire, parce que, aux yeux de la loi française, le fait de ses auxiliaires ne constitue pas un cas fortuit ou de force majeure. » L'auteur expose sa notion de cas fortuit qui, d'après lui, requiert deux éléments : absence de faute et extériorité; or, au cas où l'inexécution est le fait d'un préposé, un des deux éléments, l'extériorité, fait défaut. « Dans cette conception, dit-il, le fait de se servir d'auxiliaires, étant un fait propre au débiteur, celui-ci doit en accepter toutes les conséquences éventuelles : il a confié à des tiers l'exécution de sa prestation et, dès lors, si par le fait de ses tiers, l'obligation reste inexécutée, il n'y a pas cas fortuit au sens technique de notre droit, parce que l'inexécution n'a pas une cause étrangère au débiteur : sans l'appel des auxiliaires, l'inexécution ne se serait pas produite, c'est ce fait initial personnel au débiteur qui est la cause occasionnelle de l'inexécution et celle-ci, si elle n'est pas imputable au débiteur, ne constitue pas vis-à-vis de lui un événement d'origine externe : il lui manque un des éléments du cas fortuit. »

Voilà donc expliqué le fondement de la responsabilité contractuelle du débiteur du fait de ses auxiliaires. La responsabilité des hôteliers du fait de leurs préposés n'en est que l'application en matière de dépôt d'hôtellerie.

Mais *quid* de la responsabilité de l'hôtelier du fait des étrangers allant et venant dans l'hôtel ? Pourrait-on, appliquant le même raisonnement que pour le fait des préposés, donner à cette responsabilité le même fondement ? Cela ne paraît pas possible. Les voyageurs ou les étrangers circulant dans l'hôtel n'ont pas à intervenir dans l'exécution de la prestation de l'hôtelier. Le vol ou le dommage dont ils se rendent coupables est un fait extérieur au débiteur, à sa sphère d'action. La loi, en rendant l'hôtelier res-

pensable du fait des étrangers allant et venant dans l'hôtel a dérogé aux principes de droit commun de la responsabilité du fait d'autrui en matière contractuelle tels qu'ils sont établis par l'article 1147 du Code civil. Elle a voulu astreindre l'hôtelier à une surveillance de tous les instants et elle présume, quand le vol ou le dommage est le fait d'un étranger allant et venant dans l'hôtel, que cette obligation de surveillance n'a pas été ou a été mal exécutée.

b) RESPONSABILITE DU FAIT DES PREPOSES

L'hôtelier est responsable du fait de son préposé lorsqu'il est l'auteur du vol ou du dommage, sans qu'il soit nécessaire de distinguer suivant que le préposé était ou non dans l'exercice de ses fonctions.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Saïgon (8) : « Attendu, dit-elle, que c'est à tort que la Compagnie des messageries maritimes a soutenu qu'elle devait être exonérée de toute responsabilité en s'appuyant sur les deux points suivants : 1° Que son employé n'était pas dans l'exercice de ses fonctions quand il a commis le vol...

» Attendu que les prétentions de la Compagnie sur le premier point ne sont pas acceptables, qu'en effet les dispositions limitatives de la responsabilité énoncées en l'article 1384, qui s'appliquent aux commettants et préposés en général, ne se retrouvent pas dans les articles 1932 et 1933 qui admettent la responsabilité de l'aubergiste de la façon la plus étendue... »

En matière de responsabilité délictuelle, le maître n'est engagé que si le préposé agit « dans les fonctions auxquelles il l'a employé ». Il semble bien qu'en matière contractuelle

(8) Cour de Saïgon, 13 mai 1893, D., 93. 1. 417.

on doit suivre la même règle. Le débiteur ne doit être responsable du fait de ses auxiliaires que lorsque le dommage qu'ils ont causé aux créanciers a été commis alors qu'ils concouraient à l'exécution de l'obligation. Comment justifier le traitement de rigueur de l'hôtelier ? Nous ne pouvons pour cela mieux faire que de reproduire les développements de M. Wahl dans sa note au Dalloz sous l'arrêt précité de la Cour de Saïgon : « Si l'aubergiste et le voiturier, dit-il, sont responsables du fait de leurs préposés, agissant en dehors de leurs fonctions vis-à-vis du voyageur, alors que les maîtres et commettants ne sont pas, en principe, responsables de ce fait, c'est que le dommage causé par un préposé en dehors de ses fonctions ne peut et ne doit être imputé que dans le premier cas à une faute du maître. Le maître qui choisit un domestique n'a à s'enquérir que de ses qualités en quelque sorte professionnelles, de son aptitude à bien remplir les fonctions qui lui sont confiées; il n'a pas à s'inquiéter des habitudes, des passions des préposés, lesquelles pourront conduire ce dernier à commettre des actes illicites... Concevrait-on que le maître eût à répondre du vol commis par son domestique dans une maison tierce ? Et d'ailleurs ne peut-on pas ajouter que ce vol est indépendant de la profession de son auteur et que le domestique l'eût également commis s'il n'avait pas été au service du maître ?

» Tout autre est la situation de l'aubergiste ou voiturier vis-à-vis des voyageurs. Le préposé doit être choisi de telle manière qu'il offre à ces derniers une sécurité absolue, puisque son rôle consiste à leur donner ses soins; d'un autre côté, autant il est difficile au maître de surveiller ses domestiques en dehors de l'immeuble qui lui appartient, autant il lui est facile d'exercer cette surveillance dans l'intérieur

de cet immeuble. On peut également dire, sans étendre le sens naturel des termes, que le domestique ou préposé qui cause un dommage au voyageur agit toujours dans l'exercice de ses fonctions puisque ses fonctions consistent à fournir au voyageur les soins qui lui sont nécessaires et que le domestique en causant un dommage au voyageur manque essentiellement à cette dernière obligation.

» Au surplus, la loi, en rendant l'aubergiste et le voiturier responsables du fait des personnes qui lui sont étrangères, manifeste clairement l'intention d'admettre, sans aucune restriction, la même responsabilité pour les actes des domestiques et préposés.

» Que pourrait-on dire en faveur de l'opinion contraire? C'est qu'en dehors de leurs fonctions, les domestiques cessent d'être domestiques, le préposé cesse d'être préposé, qu'ils deviennent étrangers à leurs maîtres; mais précisément l'aubergiste et le voiturier répondent du fait des étrangers... »

c) RESPONSABILITE DU FAIT DES ETRANGERS ALLANT ET VENANT
DANS L'HOTEL

Qu'entend-on par « étrangers » ? Il est établi aujourd'hui d'une façon certaine, tant en doctrine qu'en jurisprudence, que ce terme s'étend non seulement aux voyageurs logeant dans l'hôtel, mais encore aux personnes qui entrent à un titre quelconque dans l'hôtel, même à celles qui s'y sont introduites furtivement, à l'insu de l'hôtelier et dans le seul but de voler ⁽⁹⁾.

(9) Dans ce sens : Pont, n° 537; Guillouard, n° 143; Laurent, t. XXVII, n° 141; Baudry et Wal, n° 1203. Voir cependant, en sens contraire : Grenoble, 13 août 1813; D. R., v° *Dépôt*, 175-3°. « Considérant que l'article 1933, en rendant les hôteliers responsables des vols commis par leurs

Etant donné les précisions faites sur la responsabilité incombant à l'hôtelier du fait de certaines personnes, la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu de distinguer au sujet de cette responsabilité suivant que le voyageur victime du vol ou du dommage était ou non accompagné de son domestique. La Cour de Paris a décidé que l'hôtelier est responsable du vol de bijoux commis dans l'appartement d'un voyageur et de sa femme bien que ceux-ci soient accompagnés de leurs domestiques (10). La jurisprudence belge (11) a donné la même solution : « Attendu, dit la Cour de Bruxelles, que la présence, dans la chambre de l'appelante, de la femme de chambre de celle-ci n'est point de nature à énerver l'action des appelants, qu'il incomberait, au surplus, à l'intimé d'établir en termes d'exception la culpabilité de cette femme de chambre, ce qu'il ne fait pas et n'offre nullement de faire... »

L'hôtelier serait-il déchargé si le vol ou dommage était commis par le domestique d'un voyageur ? Il faut distinguer : s'il était commis au préjudice d'un autre voyageur, l'hôtelier serait responsable en vertu de l'article 1953 : vis-à-vis de ce voyageur, le domestique, auteur du vol, doit être considéré comme « un étranger allant et venant dans l'hôtellerie ». Toutefois, l'hôtelier aura contre le maître de ce domestique un recours basé sur l'article 1384 du Code civil. Mais si le vol ou le dommage était commis par le

domestiques et préposés ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie, désigne spécialement ceux commis par leurs domestiques et préposés ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. Ce qui doit s'entendre des étrangers affidés ou fréquentant l'hôtellerie, quoique non domestiques et attachés à un service fixe et régulier de la fidélité desquels l'hôtelier doit s'assurer, à l'instar de celle de ses domestiques, mais non des étrangers et voyageurs inconnus qui peuvent s'introduire dans l'auberge lorsqu'il n'y a pas faute ou négligence de l'hôtelier, etc. »

(10) Paris, 29 août 1844, D. 46. 2. 84.

(11) Bruxelles, 31 janv. 1896, *Pasicr. belge*, 96. 2. 152.

domestique du voyageur au préjudice de son propre maître, ce dernier serait-il fondé à en demander réparation à l'hôtelier ? Nous ne le croyons pas. Pourquoi autoriser le voyageur à agir en vertu de l'article 1933, puisque l'hôtelier aura contre lui un recours basé sur l'article 1384 ? Il est bien plus simple d'arriver immédiatement au même résultat en refusant toute action à ce voyageur.

d) RESPONSABILITE DU FAIT DES ANIMAUX

De la responsabilité dérivant pour l'hôtelier du fait de certaines personnes, passons à la responsabilité dérivant pour lui du fait des animaux.

Supposons, en effet, qu'un dommage soit causé aux effets d'un voyageur, non par le fait d'un préposé de l'hôtelier ou par celui d'un étranger allant et venant dans l'hôtel, mais par le fait d'un animal. Le cheval d'un voyageur, par exemple, blesse d'un coup de pied, dans l'écurie de l'hôtel, le cheval d'un autre voyageur. Le voyageur dont le cheval a été blessé est fondé à demander une réparation à l'hôtelier. Mais sur quoi basera-t-il son action ? Sur l'article 1932 du Code civil qui dispose d'une manière générale que l'hôtelier est responsable des effets apportés par le voyageur.

Cependant le voyageur qui a subi le dommage peut, à son gré, attaquer, soit l'hôtelier, sur le fondement de l'art. 1932, en vertu du dépôt d'hôtellerie, soit le propriétaire de l'animal en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil (12).

(12) Remarquons que la victime du dommage ne pourrait pas fonder son action contre le propriétaire de l'animal sur l'article 1383. L'hôtelier est en effet considéré par la jurisprudence comme se « servant » de l'animal appartenant à un voyageur descendu dans son hôtel et par conséquent comme responsable à l'égard des tiers, en vertu de l'article 1382, du dommage que cet animal a causé pendant qu'il était sous sa garde. Dans ce sens : Cass. civ., 2 mai 1911, D., 11. 1. 367; Paris, 10 mars 1892, D., 94. 2. 115; Montpellier, 2 févr. 1899, S., 99. 2. 100.

¹ Bernis

Si le demandeur exerce l'action contractuelle contre l'hôtelier, ce dernier aura, contre le voyageur propriétaire de l'animal, un recours fondé sur le dépôt d'hôtellerie; le voyageur doit, en effet, indemniser l'hôtelier du dommage que la garde ou la surveillance de sa chose lui a fait subir.

Le dommage peut avoir été causé au voyageur par un animal appartenant non à autre voyageur, mais à un tiers étranger à l'hôtel. Le cheval d'un voyageur, par exemple, a été blessé dans la cour de l'hôtel par le cheval d'un voisin copropriétaire de la cour. La victime du dommage a le choix entre deux moyens. Il peut, soit actionner l'hôtelier en vertu de l'article 1952 sur le fondement du dépôt d'hôtellerie, soit le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert en vertu de l'article 1385.

Si le voyageur, prenant le premier moyen, poursuit et fait condamner l'hôtelier, ce dernier aura contre le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert un recours fondé sur l'article 1385.

C. — DE QUELS EFFETS L'HÔTELIER EST-IL RESPONSABLE ?

La loi, dans l'article 1952, déclare l'hôtelier responsable des « effets apportés par le voyageur »; dans l'article 1953, elle vise « les effets du voyageur ».

Que faut-il entendre par ce mot « effets »; désigne-t-il seulement les objets d'habillement et de toilette, ou doit-on l'étendre à tout ce qui accompagne le voyageur ?

La grande majorité de la doctrine interprète le mot « effets » d'une manière très large ⁽¹³⁾. Masson en donne une excellente définition : « Tous les objets de quelque na-

(13) *Huc*, t. XI, n° 261; *Pont*, t. I, n° 531; *Guillouard*, n° 142; *Laurent*, t. XXVII, n° 153.

ture qu'ils soient dont le voyageur est accompagné, chargé, embarrassé, lorsqu'il entre dans l'auberge pour y loger, forment le dépôt nécessaire » (14). Cette solution, qui était déjà celle de l'ancien droit, était également celle des rédacteurs de la loi comme il ressort des discussions, au cours des travaux préparatoires.

Baudry-Lacantinerie et Wahl (15) sont à peu près les seuls auteurs qui refusent d'appliquer les articles 1952 et 1953 aux chevaux et voitures du voyageur. La loi, disent-ils, parle d'effets « apportés » par le voyageur; or, peut-on dire que le voyageur « apporte » ses chevaux et voitures ? C'est une manière par trop exégétique de jouer sur les mots !

La jurisprudence donne du mot « effets » la même interprétation que la doctrine. Elle applique d'une façon constante les règles du dépôt d'hôtellerie aux bijoux (16), aux sommes d'argent (17) dont le voyageur est porteur, aux véhicules, marchandises (18), chevaux (19), qu'il amène avec lui.

(14) Masson, *Traité des locations en garni*, p. 309.

(15) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 1191.

(16) Aix, 26 oct. 1899, *Annales des justices de paix*, 1902, p. 280.

(17) Paris, 7 mai 1838, D. R., v° *Dépôt*, n° 174-1° : « Attendu que vainement on allègue que la responsabilité établie par la loi ne s'étend pas à l'argent apporté par le voyageur, que la loi ne limite pas cette responsabilité aux linge et vêtements, que les dispositions de la loi, sagement interprétées, s'étendent aux sommes d'argent, etc. »

(18) Cour de Paris, 14 mai 1839, D. R., v° *Dépôt*, n° 172-2° : « Considérant que si la loi a imposé à l'aubergiste une responsabilité pour les effets apportés chez lui par le voyageur, elle n'a fait aucune distinction de ceux que le voyageur peut facilement remettre dans l'auberge d'avec ceux qui consistent en marchandises grosses et considérables, soit par leur poids, soit par leur volume... »

(19) Besançon, 21 mai 1859, D., 59. 2. 166; Trib. Lyon, 23 déc. 1865, D. 66. 3. 40; Cour de Bourges, 17 déc. 1877, D., 78. 2. 39 : « Un hôtelier ne peut s'exonérer de la responsabilité qui lui incombe à raison de l'accident survenu au cheval d'un voyageur qu'à la condition d'établir que cet accident est arrivé par cas fortuit et qu'aucune précaution de sa part n'aurait pu l'empêcher... »

CHAPITRE V

AU PROFIT DE QUELLES PERSONNES LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER EXISTE-T-ELLE ?

Pour qu'un voyageur puisse invoquer à l'encontre d'un hôtelier la responsabilité édictée par les articles 1952 et suivants, trois conditions doivent être réunies relativement à sa personne :

- A. — Loger à l'hôtel;
- B. — Ne pas y faire un séjour prolongé;
- C. — Etre étranger à la localité.

Nous allons analyser chacune de ces conditions.

A. — LE VOYAGEUR DOIT LOGER A L'HÔTEL.

On peut l'établir par un double argument.

a) Un argument de texte : la loi a expressément exigé cette condition. L'article 1952 parle des effets apportés par le voyageur qui « loge » chez les aubergistes ou hôteliers.

b) Un argument de bon sens : si les hôteliers sont tenus de surveiller les effets portés chez eux par les voyageurs, c'est qu'indirectement ils en tirent un profit, c'est cette surveillance à laquelle la loi les oblige qui rend les voyages plus faciles, plus nombreux, et qui appelle les voyageurs

chez eux ⁽¹⁾. D'ailleurs, le dépôt d'hôtellerie est, avons-nous vu ⁽²⁾ un contrat accessoire, il suppose qu'un contrat de louage principal est intervenu entre l'hôtelier et le voyageur.

Cependant, la jurisprudence, dans la première moitié du xix^e siècle, n'exigeait pas que le voyageur loge à l'hôtel : « Considérant, dit la Cour de Rennes ⁽³⁾, que les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires des objets apportés chez eux par les voyageurs, que les termes de l'article 1952 sont énonciatifs et non limitatifs; d'où il suit que cette dénomination générale « d'effets » comprend évidemment les marchandises et autres objets et qu'il est indifférent, pour l'application de ces principes, que le voyageur ait ou n'ait pas séjourné dans le lieu du dépôt, puisqu'il est beaucoup de cas où, comme dans l'espèce, ce dépôt nécessaire ait pu s'effectuer sans que le propriétaire des effets, animaux ou marchandises qui en ont été l'objet ait logé dans l'hôtel où ils avaient été reçus. »

Actuellement, depuis un arrêt de la Cour d'appel de Riom, la jurisprudence semble fixée en sens contraire ⁽⁴⁾. L'espèce qui donna lieu à cet arrêt était la suivante : Le sieur Bonnefond, arrivant avec sa voiture à Riom, mit son cheval dans l'écurie de l'Hôtel Versepuy, sans toutefois loger à l'hôtel, sans même avertir l'hôtelier ou le garçon d'écurie. Le cheval de Bonnefond ayant été blessé dans l'écurie par

(1) Dans ce sens, Baudry et Wahl, n° 1201 : « On conçoit, d'ailleurs, que l'aubergiste n'exerce pas une surveillance plus étroite que tout autre dépositaire sur les objets que lui confie un voyageur logeant ailleurs. »

(2) V. *Supra*, p. 3.

(3) Cour Rennes, 26 déc. 1833, S., 34. 2. 286). Dans le même sens, Metz, 17 avril 1812, *Recueil général des lois et arrêts Devilleneuve et Carette*, 4^e vol., II, p. 85. Toutefois, aux termes d'une jurisprudence plus restrictive, il était nécessaire que l'aubergiste ait été averti du dépôt : Reims, Just. paix 2^e et 4^e cantons, 20 oct. 1902, D., 1904. 2. 285.

(4) Riom, 31 mars 1906, D., 06. 4. 68; *Gaz. Trib.*, 06. 2. 11. 128; *Trib. civ. Seine*, 15 nov. 1921. *Gaz. trib.*, 22. 2. 11. 26.

un cheval voisin, Bonnefond actionna Versepuy en dommages-intérêts, en fondant son action sur l'article 1952. La Cour de Riom le débouta : « Attendu, dit-elle, qu'il est constant que Bonnefond n'a point logé à l'hôtel, n'y a pris aucun repas, n'y a fait aucune dépense, qu'il n'a averti personne, pas même le garçon d'écurie alors absent;

» Attendu que le dépôt de ce cheval n'était donc nécessité ni par un événement imprévu ni par cette commodité, pour un voyageur, d'avoir sous la main, dans l'hôtel où il loge, son cheval aussi bien que ses bagages, que l'article 1952 ne saurait être applicable...

» Attendu que ses descentes anciennes à l'Hôtel Versepuy sont sans effets dans la cause, alors que le fait important serait d'y être descendu, d'y avoir logé ou mangé ce jour-là... »

Que faudrait-il décider dans l'hypothèse voisine où le voyageur, quoique ne logeant pas dans l'hôtel, ait eu cependant l'intention d'y descendre lorsqu'il y introduisit ses effets ? Un voyageur arrivant dans une localité remet ses bagages à un conducteur d'omnibus d'hôtel. Mais, soit qu'il n'ait pu s'entendre sur le prix avec l'hôtelier, soit que l'hôtel ne lui ait pas convenu, il descend, en définitive, dans un autre hôtel de la ville. Si, dans le trajet de la gare au premier hôtel, les bagages sont volés ou détériorés, le voyageur peut-il, sur le fondement des articles 1952 et suivants, en demander réparation à l'hôtelier dont il a emprunté l'omnibus ? La jurisprudence belge ⁽⁵⁾ l'a admis, avec raison semble-t-il, car, lorsqu'il est constant qu'un voyageur est descendu dans un hôtel à l'effet d'y loger et que ses bagages ont été remis à son arrivée aux domestiques ou pré-

(5) Bruxelles, 10 juin 1876, *Pasicr. belge*, 76. 3. 234.

posés de l'hôtelier, celui-ci devient responsable du vol de ces bagages, sans qu'il faille tenir compte du point de savoir si le voyageur a ou n'a pas effectivement pris possession d'une chambre ou s'il y a logé ⁽⁶⁾.

B. — LE VOYAGEUR NE DOIT PAS FAIRE DANS L'HÔTEL
UN SÉJOUR PROLONGÉ.

Un voyageur qui fait un long séjour à l'hôtel peut-il invoquer les articles 1952 et suivants ?

La jurisprudence l'a d'abord admis : « Il serait, disait-elle, arbitraire d'introduire dans la loi une distinction que le législateur n'y a pas mise. »

La solution actuelle de la jurisprudence ⁽⁷⁾, qui a plusieurs fois reçu la consécration de la Cour de cassation, est en sens contraire. Elle estime que la responsabilité imposée par le Code civil aux hôteliers a été établie uniquement pour les voyageurs de passage qui, en raison de la brièveté de leur séjour, n'ont ni le temps ni les moyens de vérifier les garanties que leur offre l'hôtelier.

Aux voyageurs sédentaires, on ne saurait donc appliquer que les règles de droit commun, lesquelles mettent à leur charge la preuve de la faute incombant aux hôteliers.

C'est à l'occasion de l'existence et de la preuve de cette faute que se pose une question d'une très grosse importance, pratique pour l'hôtelier.

Il existe au bureau de la plupart des hôtels un tableau, spécialement affecté à cet usage, où le client a l'habitude d'accrocher en sortant la clef de sa chambre. De nombreux

(6) En ce sens, Huc, n° 260; Baudry et Wahl, n° 1202.

(7) Cass. civ., 6 nov. 1907, S., 10. 1. 431; 25 juin 1913, D., 14. 1. 243; Trib. civ. Seine, 23 sept. 1927, *Gaz. Pal.*, 27. 2. 720; 8 juin 1928, *Gaz. Pal.*, 28. 2. 762; Trib. paix Paris, 11^e arrond., 9 oct. 1929, *La France hôtelière*, 4 janv. 1930.

ses décisions⁽⁸⁾, tout en proclamant qu'il est nécessaire, pour engager la responsabilité de l'hôtelier, qu'une faute soit établie à son encontre lorsque le client fait un séjour de longue durée, croient découvrir l'existence de cette faute dans un défaut de surveillance de la part de l'hôtelier, du simple fait que la clef aurait été remise par le client au bureau de l'hôtel :

« Attendu, dit le Tribunal de commerce de la Seine, que Martoufi, locataire d'une chambre de l'hôtel tenu par Doyhamboux, s'est aperçu, le 11 mars 1927, que des vêtements lui avaient été volés dans la dite chambre;

» Attendu, qu'imputant la responsabilité de ce vol à la faute du défendeur, Martoufi demande à ce Tribunal de condamner Doyhamboux à lui payer une somme de 2.000 francs en réparation du préjudice subi;

» Attendu que, pour résister à la demande, Doyhamboux soutient, en ses conclusions motivées, que, dans le cas d'habitation prolongée du locataire, comme celui dont s'agit, le locataire devrait, pour qu'en cas de vol la responsabilité de l'hôtelier soit engagée, établir une faute à la charge de ce dernier;

» Mais attendu qu'il est acquis aux débats que Martoufi a remis, en sortant de sa chambre, la clef de celle-ci au bureau de l'hôtel;

» Attendu que, dès lors, et à défaut de preuve contraire, le vol doit être attribué à un défaut de surveillance du logeur, etc. »

Cette jurisprudence a été réfutée par M. Perreau dans une note au Sirey ⁽⁹⁾. Il a fait observer qu'en recevant la clef,

(8) Cass. civ., 6 nov. 1907, *Gaz. Pal.*, 07. 2. 504; S., 10. 1. 431; Trib. paix Paris, 12 juin 1912, *Gaz. Pal.*, 12. 1920, V° *Aubergistes et logeurs*, n° 12; Trib. civ. Seine, 23 sept. 1927, *Gaz. Pal.*, 27. 2. 720.

(9) Lyon, 12 juill. 1901, S., 04. 2. 303.

L'hôtelier devient simplement dépositaire de cette clef, mais non des effets contenus dans la chambre : « Supposons, dit-il, un hôtelier de profession ou un logeur passant habituellement des contrats assimilables au contrat d'hôtellerie, logeant, non pas des voyageurs, mais des personnes demeurant chez lui, d'une manière stable, ayant loué des chambres au mois ou à l'année, par exemple. Dans les conventions intervenues entre eux, malgré la nature des lieux loués, malgré la profession ordinaire de leur maître, la jurisprudence considère comme devant prédominer les règles, non point du contrat d'hôtellerie, mais du bail d'immeuble. Est-ce à dire, cependant, que le logeur ou l'hôtelier, dans les cas où ils ne sont pas astreints à la responsabilité exceptionnelle édictée par les articles 1952 et suivants du Code civil, n'encourent que celle d'un bailleur ordinaire quant aux effets de leurs locataires ? Pas nécessairement.

» Le contrat de bail se complique souvent d'un louage de travail, l'aubergiste ou le logeur assurant par lui-même ou ses préposés le service de tous ses clients, quelle que soit la durée de leur séjour. En ce cas, ils se trouvent astreints à une obligation de surveillance, et partant à une certaine responsabilité n'incombant pas au simple bailleur d'immeuble.

» La situation de ces clients est plus avantageuse que celle d'un locataire ordinaire en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité de leur cocontractant, mais non au point de vue de la preuve, car, pour obtenir une indemnité au cas de perte ou de détérioration, c'est toujours à eux d'établir avant tout qu'elle provient d'un manquement aux obligations de leur contre-partie.

» Cette situation serait différente si l'on pouvait considé-

rer le bailleur comme détenteur des effets apportés chez lui par ses clients; la charge de la preuve serait renversée (art. 1302 C. civ.). Or, il est d'usage dans les hôtels et maisons meublées de remettre en sortant la clef de sa chambre au patron ou à ses préposés. Ne devient-il pas ainsi dépositaire, pendant l'absence de ses clients, des effets demeurés dans leur chambre ? Ne peut-on pas alors dire qu'il a reçu la chose d'autrui à charge de la garder et de la restituer ? (art. 1915 C. civ.).

» Mais, d'après la jurisprudence, il ne suffit pas, pour être dépositaire d'un objet, d'avoir la garde des lieux où il est placé, pût-on y pénétrer à sa guise et les clefs en eussent-elles été remises...

» En recevant la clef de son locataire, il (l'aubergiste) est devenu dépositaire de cette clef, mais non des effets contenus dans sa chambre; s'il doit veiller sur la clef comme un dépositaire, à l'égard de ces effets, il reste uniquement tenu, comme devant assurer le service de ses clients, d'une obligation de surveillance, c'est-à-dire d'une obligation de faire. Au cas d'action en dommages-intérêts pour perte ou détérioration, n'étant pas détenteur d'un corps certain, il ne lui incombe pas de prouver qu'elle provient d'un cas fortuit si son adversaire n'établit pas qu'il l'a occasionnée par sa faute, qu'il a manqué à une obligation de surveillance, etc. »

La jurisprudence semble avoir actuellement tendance à adopter l'opinion de M. Perreau. Une récente décision du Tribunal civil de la Seine ⁽⁴⁰⁾ n'a pas admis la demande en dommages-intérêts dirigée contre un hôtelier par un locataire qui, victime d'un vol, avait cependant déposé sa clef au bureau : « Attendu, dit-elle, que, d'autre part, il n'est

(40) Trib. civ. Seine, 8 juin 1928, *Gaz. Pal.* 28. 2. 762.

même pas allégué que ces individus aient pu prendre au tableau la clef de la demoiselle Comby; que celle-ci, au contraire, a déclaré elle-même que les voleurs avaient dû faire usage de fausses clefs;

» Attendu que, dans ces conditions, aucune faute n'est démontrée à l'encontre des époux Sautier, dont, par suite, la responsabilité doit être écartée, etc. »

C. — LE VOYAGEUR DOIT ÊTRE ÉTRANGER A LA LOCALITÉ.

Les raisons qui ont conduit le législateur à faire peser sur l'hôtelier une responsabilité exceptionnelle n'existent plus lorsque la personne descendue dans l'hôtel est un habitant de la localité.

On n'est plus alors en présence d'un « voyageur ». Le « voyageur », comme l'a fort bien défini Pont, est « une personne étrangère à la localité où se trouve l'auberge ou l'hôtel où elle vient prendre momentanément sa résidence » (11).

Les décisions de la jurisprudence consacrent dans l'ensemble la même solution (12).

(11) Pont, n° 533. Dans ce sens : Aubry et Rau, t. IV, § 406, note 1; Laurent, n° 152. En sens contraire : Huc, n° 257, et Massé et Vergé, *Le droit civil français par Zacharie annoté et rétabli suivant l'ordre du Code par Massé et Vergé*, t. V, § 739, note 3 : « ... Ainsi cet article n'est point applicable au cas où des habitants du lieu se sont logés chez un aubergiste. Nous croyons que c'est là une erreur. Toute personne qui vient prendre logement dans une auberge est, pour l'aubergiste, un voyageur. L'article 1952, en employant le mot « voyageur », s'est référé au cas le plus ordinaire, *quod plerumque fit*, sans vouloir exclure les cas particuliers qui présentent une analogie complète avec le cas général. »

(12) Trib. civ. Seine, 17 déc. 1906, *Gaz. Pal.*, 07. 1. 63. La Cour d'Agen a décidé, en sens contraire, par un arrêt du 16 mai 1890 (*Gaz. trib.*, 21 juin 1890), que l'engagé conditionnel d'un an appelé hors de son domicile pour son service militaire, qui se crée, dans la ville de sa garnison, chez un hôtelier, une résidence civile temporaire où il va prendre ses repas, passer ses heures de loisir, est un voyageur par rapport à l'hôtelier.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un fonctionnaire fiscal résidant dans un hôtel, au chef-lieu de canton, ne pouvait être considéré comme un voyageur (13).

De même, il a été décidé que l'hôtelier dans l'hôtel duquel un commerçant habitant la localité a loué, à l'année, une chambre qui lui sert de bureau d'affaires, n'était pas responsable, aux termes des articles 1952 et suivants, du vol ou dommage commis au préjudice de ce commerçant (14).

(13) Trib. Mayenne, 19 mars 1903, *Gaz. trib.*, 27 sept. 1903.

(14) Angers, 15 juill. 1887, *D.*, 87. 2. 167.

CHAPITRE VI

ETENDUE DE LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER SOUS L'EMPIRE DU CODE CIVIL. — LIMITATION APPOREE A CETTE RESPONSABILITE PAR LES LOIS DU 18 AVRIL 1889 ET DU 8 AVRIL 1911.

§ 1. — Etendue de la responsabilité de l'hôtelier d'après l'article 1953 primitif.

Sous l'empire du Code civil, la responsabilité des hôteliers était écrasante. Ils devaient réparation intégrale au voyageur victime d'un vol ou d'un dommage quelle que soit la valeur des effets dérobés ou détériorés. Leur situation était particulièrement critique lorsque le voyageur était porteur de bijoux ou d'objets précieux, car la loi n'exigeant que la simple introduction des effets dans l'hôtel pour la formation du dépôt d'hôtellerie, ils ignoraient la plupart du temps l'apport de ces objets et ne pouvaient ainsi prendre les précautions nécessaires que la présence de ces effets exigeait.

Au cours du xix^e siècle de nombreux auteurs se sont efforcés d'améliorer la situation de l'hôtelier.

Lorsque les effets consistaient en bijoux ou objets précieux, ils soumettaient la naissance de son obligation à une condition supplémentaire : le simple apport ne suffisait plus si le voyageur n'avait fait en outre, à l'hôtelier, une déclaration de ces effets.

Cette opinion invoquait l'article 1348 : « Cet article, disait Guillaouard, en donnant au magistrat le droit d'admettre ou de rejeter la preuve testimoniale du dépôt d'hôtellerie, lui accorde virtuellement le droit de limiter la responsabilité de l'hôtelier. » (1).

Elle se fondait encore sur les travaux préparatoires des articles 1952 et suivants. En effet, lors de la confection du Code civil, la commission de rédaction présenta un article ainsi conçu : « L'hôtelier ou l'aubergiste est responsable des effets apportés par le voyageur, encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle. »

Cet article fut supprimé à la suite des observations du Tribunat (2).

La suppression de cet article et les observations du Tribunat qui l'accompagnent prouvent surabondamment, disent les auteurs (3), l'intention du législateur de donner au juge la faculté d'apprécier la proportion dans laquelle l'hôtelier

(1) Guillaouard, n° 149.

(2) Fenet, t. XIV, p. 495 : « La section pense que cet article doit être supprimé. Elle regarde comme suffisant l'article 37, qui déclare formellement les aubergistes ou hôteliers responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux, le dépôt de ces sortes d'effets, porte le même article, devant être regardé comme nécessaire. Il a paru beaucoup trop rigoureux d'assujettir les aubergistes ou hôteliers, sans distinguer aucune circonstance et sans excepter aucun cas, à la responsabilité de tout ce qu'un voyageur aurait apporté chez eux, quand même ce serait du plus grand prix et que même le voyageur n'aurait prévenu personne. Cette extrême rigueur deviendrait quelquefois une grande injustice, et, comme il est possible que la loi prévoit ces différents cas, elle doit se contenter d'établir le principe général et doit laisser le reste à l'arbitraire du juge. C'est ce qu'elle a déjà fait au titre : « Des contrats et obligations conventionnelles en général ». L'article 247 de ce titre, en dispensant de la preuve par écrit les dépôts nécessaires dans lesquels il comprend ceux faits par le voyageur au logeur dans une hôtellerie, cet article, disons-nous, ajoute, en finissant : « Le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances de fait. » L'article 38 du projet actuel étant supprimé, l'article 37 du même projet et l'article 247 de la loi sur les contrats paraîtront dictés par le même esprit; tous deux laisseront dans le domaine du juge ce qu'ils ne pouvaient en retirer sans les inconvénients les plus grands. »

(3) Troplong, nos 221 et s.; Pont, n° 531; Guillaouard, n° 149.

doit indemniser le voyageur au cas de vol ou de dommage d'objets précieux non déclarés lors de leur apport dans l'hôtel.

Cette opinion n'est pas soutenable car, d'une part, l'article 1348 règle une question de preuve et non point de responsabilité; d'autre part, l'argument tiré des travaux préparatoires est sans valeur devant les termes nets et absolus des articles 1932 et 1933 qui, sans distinguer la nature ou la valeur des effets, rendent l'hôtelier responsable sans limitation et ne soumettent la formation du dépôt d'hôtellerie à aucune autre condition qu'à l'apport des effets dans l'hôtel (4).

(4 Laurent, nos 156 et s. : « L'aubergiste répond-il des objets, quelque considérable que soit leur valeur ? A notre avis, l'affirmative est certaine, car elle résulte du texte de la loi. L'article 1932 rend l'aubergiste responsable des effets apportés par le voyageur sans aucune limitation et sans aucune condition; et l'article 1933, qui applique la responsabilité au vol et au dommage, est tout aussi général. La restriction qui n'est pas dans le texte résulterait-elle peut-être des principes qui régissent la matière ? Le voyageur est libre de transporter avec lui tels effets qu'il veut; lui seul peut apprécier ses convenances et son intérêt. Ces considérations sont tout à fait étrangères à l'aubergiste; à son égard, il n'y a qu'une chose à voir, les effets sont-ils entrés dans l'auberge ? Quelle est leur valeur ? Ont-ils été volés dans l'auberge ? Si les faits qui engendrent la responsabilité sont établis, la responsabilité est encourue et elle est naturellement en proportion des dommages causés, c'est-à-dire de la valeur des effets... La disposition retranchée sur la proposition du Tribunal n'avait rien de commun avec la responsabilité de l'aubergiste; elle reproduisait le principe de l'ancien droit, qui exigeait, pour que l'aubergiste fût responsable, que les effets précieux ou non lui fussent remis; le Code n'admet pas cette condition, qui est relative au principe de la responsabilité. Va-t-on inférer de là que le Code entend donner au juge un pouvoir discrétionnaire pour limiter l'étendue de la responsabilité ? Le raisonnement n'a pas de sens. Reste l'article 1932, qui dit tout le contraire de ce que le Tribunal lui fait dire : loin de limiter la responsabilité de l'aubergiste, il la déclare illimitée. Si le Tribunal avait voulu formuler dans la loi un pouvoir discrétionnaire qu'il réclamait pour le juge dans l'intérêt de l'aubergiste, il aurait dû modifier la rédaction des articles 1932 et 1933, car cette rédaction est incompatible avec un pouvoir discrétionnaire. Nous concluons que le Code ignore ce prétendu pouvoir discrétionnaire, et le texte de la loi doit l'emporter sur les observations du Tribunal. »

La jurisprudence a cherché, elle aussi, à limiter la responsabilité de l'hôtelier. De nombreuses décisions⁽⁵⁾ ont, en l'absence de déclaration, restreint sa responsabilité à la somme jugée nécessaire au voyageur et qui peut être considérée comme faisant partie de son bagage.

Cependant la Cour de cassation a, dans un arrêt en date du 11 mai 1846⁽⁶⁾, consacré le principe de la responsabilité entière de l'hôtelier à l'égard des objets précieux non déclarés.

§ 2. — Loi du 18 avril 1889.

A. — RAISON D'ÊTRE ET ÉLABORATION DE LA LOI.

La responsabilité de l'hôtelier telle que le Code civil l'avait déterminée devint, au cours du xix^e siècle, rapidement excessive. L'apparition et le prodigieux développement des chemins de fer avaient multiplié les voyages. L'accroissement de la richesse mobilière avait rendu d'un usage fréquent la monnaie fiduciaire sous les diverses formes de billets de banque et de nombreux titres au porteur; en même temps s'établissaient partout des habitudes de confort et de luxe. Ces diverses causes amenèrent dans les hôtels des voyageurs portant avec eux, parfois, une partie de leur fortune, dont la soustraction exposait l'hôtelier à des réclamations qui, portant sur des chiffres considérables, pouvaient entraîner sa ruine.

Cette situation n'avait pas laissé la doctrine indifférente. Nous avons vu, dans le précédent paragraphe, les efforts faits par les auteurs pour adoucir la responsabilité de l'hôte-

(5) En ce sens : Paris, 2 avril 1811, S. et P. chr.; Nîmes, 18 mai 1825, S. et P., chr.; Paris, 21 nov. 1836, S., 37. 2. 78; Paris, 7 mai et 28 déc. 1838, D., 38. 2. 137 et 39. 2. 32.; Paris, 29 août 1844, D., 46. 1. 84.

(6) Cass., 11 mai 1846, D., 46. 1. 192.

lier. Mais leurs systèmes ingénieux n'avaient aucun fondement en droit. La jurisprudence, à son tour, avait voulu se réserver sur cette question un pouvoir quasi discrétionnaire, mais ces décisions étaient contradictoires et incohérentes. Une réforme législative s'imposait : la loi du 18 avril 1889 la réalisa en partie.

A la suite d'une pétition des hôteliers de Paris, couverte de plus de 800 signatures, MM. Lisbonne et Gatineau, députés, déposèrent devant la Chambre, le 9 avril 1881 ⁽⁷⁾, le projet de loi suivant :

« Le paragraphe 2 de l'article 1953 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les deux articles qui précèdent ne sont pas applicables
» aux valeurs au porteur de toute nature, apportées ou dé-
» clarées par les voyageurs et qu'ils n'auraient pas déposées
» aux mains de l'hôtelier.

» La limite de garantie, à raison de la perte ou dispari-
» tion dans l'hôtel ou ses dépendances des dites valeurs ap-
» portées ou déclarées et non déposées, est portée à 1.000
» francs.

» Il n'est rien innové aux règles de la responsabilité
» directe ou indirecte édictée par les articles 1382, 1383 et
» 1384 du Code civil. »

Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire, M. Bizarelli, au nom de cette commission, fit un premier rapport ⁽⁸⁾ sur cette proposition.

Mais la législature s'étant terminée sans que la proposition vînt en discussion devant la Chambre, elle fut reprise à la législature suivante par un groupe de députés : MM.

(7) *J. off.*, 16 avril 1881, annexe, Ch. dép., n° 3580.

(8) *J. off.*, 18 juin 1881, annexe, n° 3766.

Monis, Bizzarelli, Passy, Fernand Faure ⁽⁹⁾. Cette nouvelle proposition, quelque peu différente de celle de MM. Lisbonne et Gatineau, était ainsi conçue :

« Il est ajouté à l'article 1934 du Code civil les dispositions suivantes :

» Pareillement, ils ne sont pas responsables des vols portant sur les valeurs et objets précieux de toute nature que les voyageurs n'auraient pas déposés entre les mains de l'hôtelier.

» La limite de garantie des dites valeurs ou objets précieux non déposés est fixée à 1.000 francs. »

Renvoyée devant la Commission d'initiative parlementaire, elle fit l'objet de deux rapports : l'un de M. Colfavru ⁽¹⁰⁾, l'autre de M. de La Batie ⁽¹¹⁾, qui proposa la rédaction qui devait devenir la rédaction définitive.

Adoptée sans discussion par la Chambre le 26 mars 1889, elle fut transmise au Sénat, qui, après un rapport de M. Bé ranger ⁽¹²⁾, l'adopta à son tour, sans discussion, le 13 avril 1889. La loi fut enfin promulguée le 18 avril 1889. Elle était ainsi conçue :

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature, non déposées réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. »

B. — EFFETS VISÉS PAR LA LOI.

La loi du 18 avril 1889 ne vise que les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur.

(9) *J. off.*, 20 juill. 1887, annexe, n° 3766.

(10) *J. off.*, 29 avril 1888, annexe, n° 2473.

(11) *J. off.*, 16 mars 1889, annexe, n° 3614.

(12) *J. off.*, 11 avril 1889, annexe, n° 113.

Remarquons que l'expression « au porteur » s'applique aussi bien au mot « valeurs » qu'au mot « titres », la loi comprend dans sa limitation toutes les valeurs au porteur, telles les billets de banque, chèques au porteur, etc.

Peut-on étendre la loi de 1889 aux valeurs payables à une personne déterminée, telles que les chèques à ordre, les lettres de change, les billets à ordre, traites, etc., ou aux actions et obligations nominatives ? « En ce qui concerne les titres nominatifs, dit M. Schaffhauser ⁽¹³⁾, la question ne saurait être discutable, puisque la vente ne peut en avoir lieu sans un certificat de transfert et que les formalités qui entourent la cession permettraient toujours, en cas de vol, de faire les oppositions nécessaires. Mais il n'en est pas de même à l'égard des chèques, lettres de change, etc. Tout le monde sait que le paiement des chèques ou lettres de change à ordre a lieu à une personne que l'on ne connaît pas le plus souvent et qu'il n'existe aucune formalité prescrite pour attester la personnalité de la personne qui présente l'effet. Rien n'est donc plus facile, après avoir volé un chèque, d'en obtenir le paiement avant que l'opposition ne soit parvenue. Pourtant, les termes de la loi sont formels, les valeurs à ordre échappent à l'action de la loi nouvelle et la responsabilité de l'aubergiste reste à leur égard aussi pleine et entière que par le passé. »

Quid des autres effets et en particulier des objets précieux et des bijoux ? La loi du 18 avril 1889 leur est-elle applicable ? La proposition de MM. Monis, Bizarelli, etc., portait que les aubergistes et hôteliers ne sont pas responsables des valeurs et objets précieux de toute nature non réellement

(13) Schaffhauser, *Lois nouvelles*, année 1889, p. 264.

déposés entre leurs mains par les voyageurs. La loi de 1889 est muette à l'égard des objets précieux, mais il ressort clairement des travaux préparatoires, et en particulier du rapport de M. de La Batie, qu'on ne peut les comprendre dans la limitation. « Il est donc bien certain, dit-il, que l'innovation demandée par nos collègues n'a en vue que la responsabilité relative aux valeurs au porteur et billets de banque et qu'elle ne doit pas s'appliquer au surplus des effets du voyageur. »

La jurisprudence a consacré la même interprétation ⁽¹⁴⁾ :

« Attendu d'autre part, dit la Cour de cassation, que si le deuxième alinéa ajouté à l'article 1953 du Code civil par la loi du 18 avril 1889 a limité à 1.000 francs la responsabilité édictée par le même article à la charge des hôteliers, cette limitation s'applique exclusivement aux espèces monnayées et aux valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains des dits hôteliers et qu'il n'est pas permis d'assimiler aux objets ainsi spécifiés aucune autre catégorie d'effets, quelles que puissent en être la nature et l'importance... »

§ 3. — Loi du 8 avril 1911.

A. — NÉCESSITÉ DE LA LOI.

La loi du 18 avril 1889 était loin d'avoir donné pleine satisfaction aux hôteliers. Elle avait bien, dans une certaine mesure, atténué leur responsabilité, mais la modification qu'elle avait introduite ne concernait que les espèces monnayées et les titres au porteur. Elle subsistait entière pour tous les autres effets du voyageur. MM. François

(14) Cass. req., 9 déc. 1901, D., 03. 1. 113. Dans le même sens, Rouen, 18 juill. 1889, D., 01. 2. 303; Aix, 26 oct. 1899, D., 01. 2. 303.

Arago, Raiberti, etc., auteurs d'une proposition de loi d'où devait sortir la loi du 8 avril 1911, donnaient, dans l'exposé des motifs de cette proposition, un exemple frappant de la situation des hôteliers, sous l'empire de la loi de 1889 : « Un vol, disaient-ils, est commis dans un hôtel, un portefeuille contenant 10.000 francs a disparu, l'hôtelier n'est responsable que jusqu'à concurrence de 1.000 francs. En vain le voyageur fournirait-il la preuve que les espèces par lui apportées dans l'hôtel avaient une valeur beaucoup plus considérable.

» Autre hypothèse : C'est un sac qui a été volé; ce sac contenait des bijoux. Le voyageur estime à 50.000 francs la valeur des bijoux dérobés; il est admis à faire la preuve par témoins, le dépôt d'hôtellerie étant, suivant l'article 1952, assimilé au dépôt nécessaire. Le juge est investi aux termes du paragraphe 2 de l'article 1348 d'un pouvoir absolu d'appréciation « suivant la qualité des personnes et » les circonstances du fait ». Il peut, en vertu de l'article 1369, déléger le serment aux voyageurs pour fixer la valeur de l'objet réclamé et, dans ce cas, il détermine à l'avance « la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur » en sera cru sur son serment. »

Nous voyons donc que la loi du 18 avril 1889 n'avait pas suffisamment protégé les hôteliers.

La loi du 8 avril 1911, faisant un pas de plus dans la voie de la limitation, l'a étendue aux « bijoux et objets précieux ».

B. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES.

MM. François Arago, Raiberti, Bischoffsheim, Paulan et Mauve déposèrent, le 28 décembre 1903 ⁽¹⁵⁾, la proposition de loi suivante :

(15) *J. off.*, doc. parl., avril 1904, p. 323.

« ARTICLE UNIQUE. — Il sera ajouté à l'article 1953 du Code civil un paragraphe ainsi conçu :

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour
» les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur
» de toute nature non déposés réellement entre les mains
» des aubergistes ou hôteliers. »

Renvoyée à la Commission, cette proposition de loi en sortit profondément remaniée. M. Paul Bertrand, rapporteur de la Commission, conclut dans son rapport ⁽¹⁶⁾ à l'adoption du projet de loi suivant :

« ARTICLE UNIQUE. — Il sera ajouté à l'article 1953 du Code civil le paragraphe suivant : « Cette responsabilité
» est également limitée à 1.000 francs pour les objets précieux, si les aubergistes ou hôteliers tiennent à la disposition personnelle et exclusive de chaque voyageur un
» coffre-fort spécialement destiné à recevoir ces objets et en
» avisent les voyageurs par des affiches apposées dans les
» lieux de réunion publics de l'hôtel. »

Postérieurement au dépôt de ce rapport, la Commission de la Chambre, sur l'avis du ministre de la Justice, remplaça dans le projet de loi l'expression « objets précieux » par le mot « bijoux » et jugea qu'il serait bon de spécifier que les avis devraient être affichés également dans les chambres d'hôtel. Au nom de la Commission, M. Paul Bertrand déposa un rapport supplémentaire ⁽¹⁷⁾ où il proposait le texte suivant :

« Cette responsabilité est également limitée à 1.000 francs pour les bijoux si les aubergistes ou hôteliers tiennent à la disposition personnelle et exclusive de chaque voyageur

(16) *J. off.*, doc. parl., avril 1903, p. 470.

(17) *J. off.*, doc. parl., sept. 1903, p. 713.

un coffre-fort spécialement destiné à recevoir ces objets et en avisent les voyageurs par des affiches apposées dans les chambres et dans les lieux de réunion de l'hôtel. »

Ce texte fut voté par la Chambre le 10 juillet 1908⁽¹⁸⁾. Transmis au Sénat, il reçut d'abord l'adhésion de la Commission de la Haute Assemblée, son rapporteur M. Guil-

ERRATUM

Page 72, remplacer les six premières lignes par le texte suivant :

« ARTICLE UNIQUE. — Au paragraphe 2 de l'article 1953 du Code civil est substitué le texte suivant :

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces
» monnayées, valeurs ou titres au porteur et objets précieux de toute
» nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou
» hôteliers. »

(18) *J. off.*, débats parl., p. 2824, 11 juill. 1908.

(19) *J. off.*, doc. parl., juin 1910, p. 715.

de profession en leur indiquant l'endroit où ils pourront opérer à coup sûr?

» 5° Enfin le texte adopté par la Chambre ne comprend que les bijoux; les objets précieux qui comptent cependant des articles de grande valeur, objets d'art, pierres précieuses, collections, échantillons de voyageurs de commerce, etc., en sont exclus.

» Il s'ensuit donc si ce texte était maintenu que les effets du voyageur en ce qui concerne la responsabilité de l'hôtelier seraient divisés en trois catégories :

» a) Les espèces monnayées, valeurs ou titres au porteur, pour lesquels l'hôtelier est responsable jusqu'à concurrence de 1.000 francs.

» b) Les bijoux, pour lesquels l'hôtelier serait responsable jusqu'à concurrence de 1.000 francs, s'il a rempli l'obligation du coffre-fort, et pour la totalité de leur valeur, s'il n'a pas mis à la disposition personnelle et exclusive de chaque voyageur un coffre-fort spécial comme l'indique le texte de la proposition de la loi.

» c) Enfin tous les objets précieux et autres qui ne sont pas compris dans les deux premières catégories pour lesquels la responsabilité demeure entière. »

En présence de ces objections, la Commission du Sénat elabora une nouvelle rédaction que présenta M. Poulle dans un rapport supplémentaire. Ce texte voté sans changement par la Haute Assemblée le 11 juillet 1910 devait devenir le texte définitif de la loi du 8 avril 1911⁽²⁰⁾. Voici quels en sont les termes : « Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature

(20) *J. off.* 12 oct. 1910, doc. parl., p. 1663.

non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. »

La réforme étant revenue devant la Chambre, M. le député Raoul Péret proposa une légère modification au texte voté par le Sénat⁽²¹⁾ :

« Cette responsabilité est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées, bijoux, valeurs et titres de toute nature et les objets précieux ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur non réellement déposés entre les mains des aubergistes ou des hôteliers. »

De nouveaux amendements surgirent qui, s'ils avaient été votés par la Chambre, auraient amené à nouveau la proposition devant le Sénat. Pour ne pas ainsi retarder le vote définitif de la loi, M. Raoul Péret déposa un rapport supplémentaire⁽²²⁾ où il proposait l'adoption pure et simple du texte voté par le Sénat. La Chambre, suivant le rapporteur, vota le texte le 4 avril 1911⁽²³⁾; la loi fut promulguée le 8 avril.

C. — DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI.

Une remarque préliminaire s'impose : la responsabilité de 1.000 francs s'applique à l'ensemble des objets énumérés dans ce paragraphe et non pas seulement à chacune des catégories d'articles qui y sont visés; si, par exemple, un vol de titres, valeurs, bijoux, etc., était commis au préjudice d'un voyageur qui n'aurait pas déposé ces différents effets entre les mains de l'hôtelier, la responsabilité de l'hôtelier serait limitée en tout et pour tout à 1.000 francs et

(21) *J. off.*, doc. parl., mars 1911, p. 167.

(22) *J. off.* doc. parl., mai 1911, p. 249.

(23) *J. off.*, 5 avril 1911, p. 1711.

non pas à 1.000 francs pour les titres, 1.000 francs pour les valeurs, 1.000 francs pour les bijoux, etc.

La loi du 8 avril 1911 s'applique à tous les objets visés par le législateur de 1889 : espèces monnayées, valeurs, titres, mais il n'y a plus à faire de distinction entre les valeurs et titres au porteur d'une part et les valeurs et titres nominatifs ou à ordre d'autre part; elle s'applique en outre aux bijoux et objets précieux. Si le terme « bijoux » est clair et ne peut donner lieu à aucune difficulté, il n'en est pas de même de l'expression « objets précieux ».

Que faut-il entendre par là? Faut-il y comprendre les effets d'habillement de grande valeur, servant à un usage habituel autre que les bijoux, tels les dentelles, les fourrures, etc. ?

Il ressort d'une manière non douteuse des travaux préparatoires que ces effets sont exclus des prévisions du législateur. M. Poulle, rapporteur au Sénat, tenait, en effet, dans la séance du 11 juillet 1910, le langage suivant : « En ce qui concerne les objets précieux, il est certain qu'il appartiendra aux tribunaux d'apprécier suivant les cas et suivant les espèces. Mais dans l'esprit de la Commission, voici comment se pose le problème juridique qu'à certains moments les tribunaux pourront être appelés à résoudre :

» Nous sommes d'avis qu'en ce qui concerne les effets d'habillement qui servent à l'usage personnel et habituel du voyageur, la limitation de responsabilité ne peut pas être invoquée. C'est l'esprit même des articles 1932 et suivants du Code civil : c'est même l'esprit de la loi de 1889; il faut qu'il soit bien entendu que cela résulte également de l'esprit de la proposition de loi qui vous est soumise. »

D'autre part, lors du retour de la proposition à la Chambre des députés, la Commission proposa d'ajouter, à l'ex-

pression « objets précieux », les mots « ne servant pas à l'usage habituel ». M. Raoul Péret, rapporteur de la Commission, disait notamment : « Les bijoux et objets précieux furent exclus par la loi de 1889. Aujourd'hui nous admettons les bijoux, mot qui a une signification précise; nous voulons bien admettre aussi d'une manière générale les objets précieux; mais, précisément, à raison du sens étendu qui peut être attribué à ces mots, nous entendons déclarer expressément qu'il n'y aura pas de limitation de responsabilité quand les objets seront à l'usage personnel ou habituel du voyageur. »

Nous avons vu que devant les amendements que ce nouveau texte de la Commission avait fait surgir, M. Raoul Péret proposa dans un rapport supplémentaire de reprendre le texte du Sénat, sans le faire suivre des mots « ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur ». Faut-il conclure de là que la responsabilité de l'hôtelier sera limitée à 1.000 francs, par la loi de 1911, pour les objets précieux servant à l'usage habituel du voyageur ? Certainement non. Car M. Raoul Péret, dans son rapport supplémentaire, rappela que : « ...Les auteurs des amendements, en demandant à la Chambre de revenir à la rédaction du Sénat, ont voulu éviter que la proposition ne fût renvoyée devant la Haute Assemblée, mais ils n'ont pas entendu comprendre les objets dont il vient d'être parlé parmi ceux pour lesquels l'hôtelier pourrait invoquer les bénéfices du paragraphe 2 de l'article 1953. »

La jurisprudence est dans ce sens. Le Tribunal civil de la Seine⁽²⁴⁾ a rendu un hôtelier responsable, sans limitation, du vol d'un manteau de fourrure accroché par un voya-

(24) Trib. civ. Seine, 30 oct. 1913, *Gaz. trib.*, 1913. 2. 2. 379.

geur à un porte-manteau placé dans le vestibule de l'hôtel :
« ...Les modifications, dit-il, apportées aux dispositions de l'article 1933 par les lois du 18 avril 1889 et 8 avril 1911, n'ayant limité cette responsabilité au chiffre de 1.000 francs que pour ce qui est des espèces, valeurs, titres, objets précieux et bijoux, non déposés réellement entre les mains des hôteliers ou aubergistes.

» Attendu qu'il résulte, tant du texte de cet article que des discussions préliminaires des lois modificatives, que cette limitation de responsabilité ne saurait être étendue aux vêtements personnels, lesquels ne sauraient être considérés comme objets précieux dans les termes de la loi, quelle que puisse être leur valeur... »

D. — L'HÔTELIER PEUT-IL REFUSER DE RECEVOIR LE DÉPÔT ?

Nous avons vu qu'aux termes de la loi du 8 avril 1911, le voyageur n'a pas d'autre moyen pour sauvegarder les bijoux, titres, objets précieux, etc., d'une valeur supérieure à 1.000 francs, que de les déposer aux mains de l'hôtelier. L'hôtelier pourrait-il refuser de recevoir ce dépôt ? A moins d'une convention expresse entre le voyageur et l'hôtelier, nous ne le croyons pas. Le voyageur doit pouvoir exercer cette faculté dès qu'il pénètre dans l'hôtel, que ce soit pendant le jour ou pendant la nuit. La Cour de Lyon⁽²³⁾ a donné la même solution : « Attendu, dit-elle..., que le seul moyen de sauvegarder les sommes, titres ou valeurs excédant la somme de 1.000 francs est, dans l'état actuel de la législation, de les remettre provisoirement entre les mains de l'hôtelier; qu'il y a par conséquent obligation pour le

(23) Cour de Lyon, 24 juin 1920, D., 22. 2. 40.

maître d'hôtel de recevoir les dépôts de cette nature à toute heure de la nuit comme du jour... »

E. — FORME ET CARACTÈRE DU DÉPÔT.

Pour que l'hôtelier continue à être responsable *in infinitum* des espèces monnayées, valeurs, titres, bijoux et objets précieux, il faut que le voyageur en ait réellement effectué le dépôt entre ses mains. La remise matérielle est la seule condition imposée par la loi, aucune autre forme n'est nécessaire.

Lorsqu'un voyageur dépose entre les mains d'un hôtelier des effets visés par la loi du 8 avril 1911, le dépôt d'hôtellerie relativement à ces effets change-t-il de nature? Devient-il dépôt volontaire ou doit-il être considéré encore comme un dépôt nécessaire ?

La question présente de l'intérêt au point de vue de la preuve car la preuve testimoniale est recevable, en matière de dépôt nécessaire, quelle que soit la valeur de la chose déposée. Il est incontestable que lorsqu'il y a ainsi remise effective entre les mains de l'hôtelier, le contrat qui se forme a tous les caractères du dépôt volontaire. Cependant, les travaux préparatoires sont formels sur ce point, il doit toujours, au point de vue de la preuve, être considéré comme nécessaire. Ainsi s'exprimait à ce sujet M. de La Batie lors de l'élaboration de la loi du 18 avril 1889 : « La Commission d'initiative parlementaire a reconnu qu'il y aurait de graves inconvénients à modifier la nature du contrat de dépôt créé par le Code civil entre l'hôtelier et les voyageurs qu'il reçoit; elle estime qu'il faut laisser à ce dépôt le caractère de dépôt nécessaire pour le tout, pour les objets conservés par le voyageur comme pour ceux re-

mis entre les mains de l'hôtelier, afin de ne pas instituer entre les mêmes personnes, à l'occasion d'un même contrat, deux dépôts différents : l'un nécessaire et l'autre volontaire, l'un susceptible d'être établi par tous les moyens de preuve, l'autre soumis à la nécessité d'un acte écrit. »

§ 4. — Loi du 8 avril 1911 et responsabilité délictuelle de l'hôtelier.

A. — LA LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER TELLE QU'ELLE A ÉTÉ ÉTABLIE PAR LA LOI DU 8 AVRIL 1911 PEUT-ELLE ÊTRE ÉCARTÉE PAR LES PRINCIPES DE LA RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE? POSITION DE LA QUESTION.

La loi de 1911, continuant dans la voie où le législateur s'était engagé en 1889, a, nous venons de le voir, étendu la limitation de la responsabilité de l'hôtelier aux bijoux et objets précieux que le voyageur n'avait pas effectivement déposés entre ses mains. Le voyageur qui, dans cette hypothèse, fonde son action sur les articles 1932 et suivants voit sa demande limitée à 1.000 francs. Peut-il, en faisant appel aux principes de la responsabilité délictuelle, obtenir une réparation intégrale de son préjudice ?⁽²⁶⁾.

Les travaux préparatoires des lois du 18 avril 1889 et du 8 avril 1911 lui réservent ce droit d'une manière absolue. Dans son rapport à la Chambre, M. de La Batie s'exprimait ainsi⁽²⁷⁾ : « Il suffit de... garder le silence en ce qui concerne les règles ordinaires relatives aux responsabilités de

(26) Remarquons que cette question se posait sous l'empire de la loi de 1889 dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui, la loi de 1911 n'ayant fait qu'étendre la loi de 1889, sans en changer l'esprit.

(27) *J. off.* 16 mars 1899, annexe, n° 3614.

droit commun pour que ces règles conservent toute leur application aux relations réciproques des voyageurs et des hôteliers s'il y a lieu. Les articles 1382 et suivants du Code civil restent en vigueur par cela seul que nous ne leur apportons aucune modification expresse. »

M. Béranger, rapporteur au Sénat⁽²⁸⁾ déclarait : « Que rien d'ailleurs n'est changé aux règles ordinaires du Code lorsqu'il y a faute de l'hôtelier ou des personnes dont il répond suivant les termes des articles 1382 et suivants. »

M. Raoul Péret, rapporteur devant la Chambre de la proposition de loi de MM. Arago, Raiberti, etc., votée par le Sénat, s'exprimait de même⁽²⁹⁾.

« Les hôteliers ou aubergistes encourent d'abord, disait-il, la responsabilité de droit commun résultant des articles 1382 à 1386 du Code civil, responsabilité qui n'est pas restreinte pour les espèces, titres ou valeurs dans les limites indiquées par la loi du 18 avril 1889, et le voyageur dont les effets auront disparu ou été endommagés a toujours la ressource d'agir en vertu des textes précités, en prouvant l'existence d'une faute à la charge de l'hôtelier ou de l'aubergiste. »

Les décisions constantes de la Cour de cassation dans ce sens ont consacré en jurisprudence la même solution. Dans la première espèce où la Cour suprême a été appelée à prendre parti sur la question, elle disait notamment⁽³⁰⁾ : « Sur les deuxième et troisième moyens réunis, pris de la violation des articles 1382 et suivants, 1933 du Code et 7 de la loi du 20 avril 1810.

(28) *J. off.* 11 avril 1899, annexe, n° 115.

(29) *J. off., doc. parl.*, Ch., 1905, annexe, n° 2167.

(30) Cass. req., 30 mars 1909, S., 40. 1. 83. Dans ce sens : Bordeaux, 20 mai 1892, S., 93. 2. 51, V. note et renvois; Aix, 11 mai 1908, S., 08. 2. 191.

» Attendu que la responsabilité de l'hôtelier, telle qu'elle est établie et déterminée par les articles 1952 et 1953, se rattache au lien contractuel qui résulte du fait qualifié par la loi dépôt nécessaire; que, quant à la responsabilité qu'il peut avoir encourue vis-à-vis du voyageur en vertu de l'article 1382 et dont la cause est tout autre, l'hôtelier ne saurait se prévaloir de la disposition de l'article 1953-2° (loi du 18 avril 1889) pour soutenir qu'il ne peut être condamné à plus de 1.000 francs de dommages-intérêts; que le législateur n'a pu vouloir limiter ainsi, quelles que soient la gravité de la faute constatée à la charge de l'hôtelier et l'importance du préjudice qui en est résulté, la responsabilité de droit commun qui lui incombe; que, en décidant ainsi, l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles de loi invoqués par le pourvoi... »

La Cour de cassation ne s'exprime pas autrement dans la dernière espèce⁽³¹⁾ qui lui a été soumise : « ...Mais attendu que le jugement du Tribunal de Nice, confirmé par l'arrêt attaqué qui en a adopté les motifs, après avoir rappelé et apprécié souverainement les circonstances du vol et les nombreuses fautes commises par l'hôtelier, en a déduit la responsabilité pleine et entière de celui-ci; qu'il déclare que même en admettant une certaine imprudence de la part de de Lacroix, la responsabilité de Schlegel ne pourrait être diminuée ou disparaître que si l'imprudence de de Lacroix avait été de nature à mettre obstacle à la vigilance de Schlegel, que, par suite, il n'y a pas lieu à la limitation de responsabilité de l'hôtelier à la somme de 1.000 francs... »

(31) Cass. req., 8 mars 1926, D., 26. 1. 203. Dans ce sens : Cour de Paris, 19 juill. 1928, *Gaz. trib.*, 8 déc. 1928.

La majorité des auteurs⁽³²⁾ approuve cette jurisprudence.

En résumé, d'après la jurisprudence et la doctrine, la loi du 8 avril 1911 doit être écartée toutes les fois que le voyageur peut établir qu'une faute engageant la responsabilité de l'hôtelier a été commise par ce dernier ou par un de ses préposés.

Nous allons rechercher, dans ce paragraphe, si cette solution peut être admise. La réponse dépendra du parti que nous prendrons sur un problème beaucoup plus général dont la question que nous étudions n'est qu'un cas particulier, problème que l'on peut ainsi énoncer : « La responsabilité délictuelle est-elle susceptible d'exister à l'occasion d'un contrat parallèlement à la responsabilité contractuelle et de renforcer en quelque sorte celle-ci ? »

B. — LA RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE EST-ELLE SUSCEPTIBLE D'EXISTER A L'OCCASION D'UN CONTRAT PARALLÈLEMENT A LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET DE RENFORCER EN QUELQUE SORTE CELLE-CI ?

Lorsqu'un contrat n'a pas été ou a été mal exécuté, le créancier a-t-il le droit, s'il y trouve un avantage, d'écarter le contrat, de l'ignorer et, faisant appel aux règles de la responsabilité délictuelle, d'attaquer le débiteur comme s'il était non point un cocontractant, mais un tiers ?

« Il peut y avoir de multiples intérêts à placer un procès soit sur le terrain contractuel, soit sur le terrain extra-contractuel.

(32) Guillouard, n° 158; Baudry et Wahl, n° 1228; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1414; Planiol, t. II, n° 2222. En sens contraire : Hue, n° 264; Colin et Capitant, t. II, p. 657.

» En se plaçant sur le terrain contractuel, le demandeur en dommages-intérêts n'a pas à prouver la faute, mais il ne peut se prévaloir d'une faute très légère, ni prétendre aux dommages imprévus, ni se soustraire à une clause d'irresponsabilité, ni citer devant le tribunal du lieu de la faute, ni éviter une courte prescription prévue par la loi du contrat, ni éluder les conséquences de l'incapacité du défendeur, ni, le cas échéant, invoquer la loi française.

» Au contraire, en se plaçant sur le terrain délictuel, le demandeur en dommages-intérêts aura sans doute à prouver la faute du demandeur : mais il pourra se prévaloir d'une faute très légère, prétendre aux dommages imprévus, repousser une clause d'irresponsabilité, citer devant le tribunal du lieu du délit ou du quasi-délit, éviter une courte prescription prévue par la loi du contrat, retenir la responsabilité d'un incapable et, le cas échéant, ne pas se voir opposer une loi étrangère. » (33).

L'option entre les responsabilités contractuelle et délictuelle est-elle possible ? Cela dépend : si, dans le contrat, la responsabilité délictuelle existe parallèlement à la responsabilité contractuelle, le contractant pourra porter son choix sur l'un ou l'autre terrain ; mais, si la responsabilité contractuelle est exclusive de la responsabilité délictuelle, ce choix n'existe pas.

Le problème se ramène donc à la question du cumul ou du non-cumul des deux responsabilités.

La jurisprudence est sur ce point extrêmement confuse. Tandis que les cours d'appel dans leur ensemble admettent le principe du cumul des responsabilités (34), la Cour de

(33) H. Lalou, *La responsabilité civile*, n° 239.

(34) Dans le sens du cumul : Bordeaux, 8 juill. 1909, S., 1911. 2. 233; Alger, 9 janv. 1924, *Gaz. Pal.*, 3 avril 1924. En sens contraire, Paris, 4 mars 1923, *Gaz. Trib.*, 26 mars 1923.

cassation est beaucoup plus hésitante. La Chambre des requêtes et la Chambre civile consacrent actuellement des solutions diamétralement opposées : la première admet le cumul ⁽³⁵⁾, la deuxième le rejette ⁽³⁶⁾.

Le même trouble existe dans la doctrine. Les partisans du cumul soutiennent qu'il peut y avoir concours et combinaison des deux responsabilités. Leur argumentation est la suivante : le contractant tenu d'exécuter un contrat n'en est pas moins un homme auquel la loi générale interdit de léser les autres hommes y compris son cocontractant : « L'idée (celle des partisans d'une responsabilité contractuelle exclusive), dit M. Planiol ⁽³⁷⁾, reste la même : c'est que la responsabilité délictuelle des articles 1382 à 1386 du Code civil est, pour ainsi dire, une responsabilité subsidiaire, qui vient remplir les vides de la responsabilité contractuelle, mais qui se trouve nécessairement écartée partout où il existe un lien conventionnel entre deux personnes. L'impossibilité de faire jouer en même temps, à raison du même fait, les deux sortes de responsabilité est bien certaine; mais les rôles respectifs qu'on leur attribue dans la doctrine courante se trouvent renversés, ce n'est pas la responsabilité délictuelle qui sert de complément à l'autre, c'est le contraire qui est vrai; la responsabilité conventionnelle vient s'ajouter à la responsabilité établie par la loi et ne peut ni l'éliminer ni se substituer à elle par la raison que la loi est antérieure à tous les contrats. L'obligation légale préexiste et les parties contractantes peuvent seule-

(35) Req. 27 juill. 1925, D. 26. 1. 5, et note de M. Ripert; Req., 14 déc. 1926, D., 27. 1. 105, note de M. Josserand.

(36) Civ. 24 nov. 1911, D. 13. 1. 249, note de M. Sarrut; Civ. 6 avril 1927, D., 27. 1. 111; Civ., 11 janvier 1922, D., 22. 1. 16.

(37) Planiol, note au Dalloz, 1907. 2. 97.

ment y ajouter quelque chose: une obligation légale ne devient pas contractuelle par cela seul que des particuliers l'ont reproduite et versée en quelque sorte dans leur contrat... »

Plus récemment, M. Bonnecase ⁽³⁸⁾ a donné la même solution : « Mieux vaut pratiquement admettre, dit-il, que l'inexécution d'un contrat est susceptible de tomber par son caractère dolosif sous l'empire des articles 1382 et suivants quand les articles 1146 et suivants ne fournissent pas le moyen de réparer intégralement le préjudice occasionné par cette inexécution. La responsabilité contractuelle baigne en quelque sorte dans la responsabilité délictuelle; c'est pourquoi celle-ci intervient quand, sous le couvert du contrat, une atteinte aux droits d'autrui s'est réalisée qui, aux yeux de la raison et de la conscience sociale, dépasse les prévisions normales des contractants. »

Les partisans du non-cumul enseignent, au contraire, que la responsabilité délictuelle ne peut jamais coexister entre contractants parallèlement à la responsabilité contractuelle que le contrat a fait naître ⁽³⁹⁾.

Le contrat amène des contacts fréquents avec la chose d'autrui, multiplie les occasions de nuire. Aussi le législateur a-t-il restreint, en matière contractuelle, la responsabilité de droit commun des articles 1382 et suivants, applicable entre tiers, c'est-à-dire entre personnes qui ne sont pas unies par un contrat : « Nous en concluons, dit Labbé, que tout contractant doit relativement à l'objet du

(38) Bonnecase, t. II, nos 507 et s.

(39) Labbé, note au Dalloz, 1885. 4. 25; Huc, t. VII, n° 95; Ferron, note au Sirey, 1911. 2. 233; Demogue, t. V, p. 523 et s.; Jossierand, note sous Lyon, 7 déc. 1928, D., 29. 2. 17.

contrat la mesure de diligence fixée par le contrat lui-même; s'il est en faute aux termes du contrat, il est inutile d'invoquer contre lui l'article 1382; si, d'après le contrat, il n'est pas responsable, le recours à l'article 1382 ne saurait aggraver la situation. C'est le développement nécessaire de l'idée que le contrat est la loi des parties, loi spéciale substituée, ou mieux ajoutée, superposée à la loi générale. »

Le système du non-cumul des deux responsabilités a été repris et développé par M. Ferron dans une note au *Siray* où l'auteur critique un arrêt de la Cour de Bordeaux qui avait admis, en matière de transport de colis postaux, le principe du cumul des responsabilités. Voici en quels termes s'exprime M. Ferron : « Dire que le créancier peut, au cas d'inexécution d'une obligation conventionnelle, invoquer les articles 1382 et suivants en prouvant la faute de son débiteur, c'est dire qu'un même fait peut constituer, à l'égard du même individu, à la fois une faute contractuelle et une faute délictuelle. Or, voilà ce qui, dans l'état de nos textes, semble bien être une erreur d'interprétation... La loi fait une distinction; il faut s'y tenir. Lorsqu'il y a violation d'une obligation contractuelle, ce sont les articles 1137 et suivants qui doivent recevoir application et non les articles 1382 et suivants. Les deux ordres de disposition ont des domaines absolument distincts; une situation juridique donnée est dans l'un ou l'autre domaine, elle ne peut pas être dans les deux en même temps et on ne saurait prétendre que la formule : « tout fait de l'homme qui cause » à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel » il est arrivé à le réparer », comprend même les manquements à une obligation dérivant d'une convention. Un même individu peut bien être tenu à l'égard d'un autre, pour deux fautes, l'une contractuelle, l'autre délictuelle, mais il faut

supposer pour cela deux faits de commission ou d'omission. Et voilà pourquoi, si nous reconnaissons avec la Cour de Bordeaux qu'à une faute contractuelle peut s'ajouter une faute délictuelle, il nous paraît impossible d'admettre que cette faute délictuelle puisse se substituer à la faute contractuelle. »

Pour nous, sans ignorer la valeur juridique des arguments invoqués par les partisans du cumul des responsabilités, nous penchons vers la thèse du non-cumul et nous concluons avec M. Jossierand « qu'un contractant n'est pas un tiers plus un contractant; il n'est pas tiers du tout, du moins pour ce qui est des obligations issues de la convention, et il est inadmissible qu'il puisse, comme la chauve-souris du fabuliste, montrer ou cacher ses ailes à volonté et pour les besoins de la cause » (40).

Il y a un cas, cependant, où nous admettons avec Labbé que le demandeur peut se placer à son gré sur le terrain contractuel ou sur le terrain délictuel : c'est lorsque la violation du contrat constitue un délit pénal. L'option est toujours possible, que le délit pénal soit intentionnel ou non (41). « Quand une faute contractuelle, dit M. Lalou, constitue une infraction pénale, la victime peut invoquer le délit pénal (Aubry et Rau, 5^e éd., t. VI, § 446, p. 371, note 7). Dans cet ordre d'idées, il a été jugé que, bien que l'article 41 du Code rural (L. 23 mars 1903) interdise tout recours autre que celui du dernier acheteur en cas de vente d'un animal tuberculeux, un premier vendeur peut être actionné en recours par le second quand lui-même a été de mauvaise foi et condamné pénalement pour ce point; il

(40) Jossierand, note précitée.

(41) Lalou, *op. cit.*, n^{os} 266 et s.

s'agit alors, en effet, d'une action non en nullité, mais en dommages-intérêts, fondée sur l'article 1382 (Trib. civ. Espalion, 2 mars 1926, *Gaz. Pal.* 1926. 2. 63).

« La question de savoir si un contractant peut se placer sur le terrain délictuel en cas de délit pénal est cependant discutée quand le délit pénal est un délit non intentionnel comme un délit d'imprudence; on a soutenu que, dans ce cas, la victime ne peut pas se placer sur le terrain délictuel (Dissertation de M. Demogue, S., 1924. 1. 106). Cette thèse est inadmissible. La victime, qu'il s'agisse d'un délit intentionnel ou d'un délit non intentionnel, ne peut pas être privée du droit de se porter partie civile devant les tribunaux répressifs. Or, le fondement de son action civile, c'est le délit; elle peut donc l'invoquer, et cela que l'action civile soit portée devant les tribunaux répressifs ou devant les tribunaux civils...

» Il n'y a qu'un cas — et il est unique — où ce droit est refusé; il se présente quand un ouvrier a été victime d'un accident du travail et que l'accident est imputable à un délit pénal du patron. L'article 2 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail le lui interdit formellement...

» Sauf cette exception spéciale à la législation du travail, l'option entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle est toujours possible en cas de délit pénal. »

Pourrait-on étendre la même solution au cas où la violation du contrat proviendrait d'un dol ou d'une faute lourde du débiteur non accompagnée toutefois de délit pénal? Nous ne le croyons pas. Le législateur, en effet, visant dans l'article 1130 du Code civil l'hypothèse du dol, autorise bien le juge à allouer au créancier, tout comme en matière délictuelle, les dommages-intérêts imprévus, mais tou-

tes les autres règles de la responsabilité contractuelle doivent continuer à recevoir seules leur application.

La question du cumul ou du non-cumul des responsabilités contractuelle et délictuelle ne se pose pas seulement au point de vue de l'application des articles 1382 et 1383, elle se présente encore à propos des autres textes gouvernant la responsabilité délictuelle : articles 1384, 1385, 1386, visant respectivement les dommages causés par les préposés, les animaux, les bâtiments. Le problème doit recevoir dans tous les cas la même solution.

C. — LA LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER
TELE QU'ELLE A ÉTÉ ÉTABLIE PAR LA LOI DU 8 AVRIL 1911
PEUT-ELLE ÊTRE ÉCARTÉE PAR LES PRINCIPES DE LA RES-
PONSABILITÉ DÉLICTEUELLE ? SOLUTION DE LA QUESTION.

Maintenant que nous avons pris parti sur le problème général du renforcement de la responsabilité contractuelle par la responsabilité délictuelle, la question posée dans le premier paragraphe se trouve implicitement résolue.

Hors le cas de délit pénal commis par l'hôtelier ou un de ses préposés, le voyageur ne pourra jamais invoquer les principes de la responsabilité délictuelle.

S'il veut obtenir réparation de son préjudice, il devra faire appel aux articles 1952 et suivants, et le juge devra, pour les effets énumérés par la loi du 8 avril 1911, et non déposés entre les mains de l'hôtelier, limiter à 1.000 francs la demande du voyageur (42).

(42) Dans ce sens : Huc, t. XI, n° 264 : Mais on a prétendu que la loi de 1889 a eu seulement pour but de limiter, dans l'hypothèse qu'elle a en vue, la responsabilité de l'hôtelier considéré comme maître par rapport à ses domestiques ou préposés ou simplement comme ayant commis une faute

Nous sommes loin de la jurisprudence actuelle qui, nous l'avons vu, permet dans tous les cas au voyageur, en plaçant son action sur le terrain délictuel, d'obtenir une réparation intégrale du dommage qu'il a subi. Cette jurisprudence est arrivée au résultat paradoxal de rendre la loi du

déterminée que le voyageur, agissant alors comme tiers lésé par le fait d'autrui, devrait spécialement prouver.

» Par conséquent, si la perte ou le dommage étaient arrivés par la faute de l'hôtelier ou de ses domestiques ou préposés, les articles 1382, 1383 et 1384 seraient encore applicables.

» En effet, dit-on, lorsqu'il n'y a pas lien contractuel entre les parties en présence, l'article 1384 § 3, notamment, proclame la responsabilité des maîtres et commettants; à plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque le maître ou le commettant est obligé de veiller à la conservation de la chose. Mais c'est tout le contraire, et nous croyons l'avoir démontré dans la partie générale des obligations (V. t. VII, n° 95).

» Quoi qu'il en soit, la solution que nous repoussons est une application de la doctrine surannée qui persiste à méconnaître toute distinction entre la faute délictuelle et la faute contractuelle et prétend appliquer toujours les principes de la faute délictuelle. Il est vrai que, dans la discussion de la loi, les rapporteurs, devant la Chambre et le Sénat, ont fait quelques vagues déclarations au sujet des *règles ordinaires* qui continueraient d'être appliquées s'il y a eu faute de l'hôtelier ou des personnes dont il répond.

» Une cour a même jugé que la loi de 1889 n'a rien changé aux règles du Code lorsqu'une faute a été commise par l'hôtelier lui-même ou par les personnes dont il doit répondre, que c'est au voyageur à prouver la réalité de cette faute et que la loi du 18 avril 1889 sera appliquée s'il ne fait pas cette preuve.

» Nous avons établi plus haut la nécessité de distinguer entre la faute contractuelle et la faute délictuelle (V. t. VIII, nos 427 et s.), nous n'avons pas à y revenir. Il faut prendre la loi de 1889 telle qu'elle est, et les déclarations faites par des hommes plus ou moins compétents ne sauraient en modifier la portée. Cette loi suppose que le demandeur en dommages-intérêts agit à raison du dépôt nécessaire par lui effectué dans une hôtellerie; il ne sera pas recevable dans son action si le fait du dépôt n'est pas prouvé. Il invoque donc un contrat et soutient que le contrat n'a pas reçu son exécution. Il faut donc, si le voyageur triomphe, appliquer la loi de 1889 et faire bénéficier l'hôtelier de la limitation apportée à sa responsabilité par cette loi quand il s'agit d'espèces monnayées ou de titres au porteur. Il serait illusoire d'exiger du voyageur la preuve du contrat de dépôt et d'appliquer ensuite des règles faites pour des hypothèses où il n'y a pas eu contrat. Si on était encore sous le régime des formules, on pourrait dire que l'*intentio* donne à vérifier l'existence chez les parties des qualités du déposant et du dépositaire, que la *condemnatio* ne suppose plus... »

8 avril 1911 lettre morte et de rétablir l'écrasante responsabilité que le Code de 1804 faisait peser sur l'hôtelier. En effet, du moment que le voyageur fonde son action sur les articles 1382 et suivants, il lui suffit d'établir à la charge de l'hôtelier ou de son préposé une faute, si légère soit-elle, — *in lege aquila culpa levissima venit* — et, en fait, pour aussi consciencieux que soit l'hôtelier ou son employé, il sera toujours possible au voyageur de relever à leur encontre une *culpa levissima*, une simple négligence ou une imprudence.

Au contraire, avec le système que nous avons adopté, le voyageur ne pourra jamais obtenir une réparation supérieure à 1.000 francs, en établissant la faute très légère ou la faute simple de l'hôtelier ou de son préposé.

Ce n'est qu'au cas de délit pénal ou qu'au cas de dol ou de faute lourde commis par l'hôtelier ou son préposé que la loi de 1911 pourra être écartée.

Dans la première hypothèse, le voyageur, invoquant le délit pénal, peut placer son action sur le terrain délictuel.

Dans la deuxième, l'article 1150 du Code civil entre en jeu et permet au juge d'écarter la limitation à 1.000 francs apportée par la loi à la responsabilité de l'hôtelier. La loi de 1911 établit, en effet, une limitation de responsabilité légale, qui, comme une limitation de responsabilité conventionnelle, doit, en vertu de l'article 1150, être déclarée inapplicable lorsque le débiteur s'est rendu coupable de dol ou de faute lourde.

CHAPITRE VII

EXCEPTIONS LEGALE ET JURISPRUDENTIELLE AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER : CAS FORTUIT OU FORCE MAJEURE ET FAUTE DU VOYAGEUR.

A. — CAS FORTUIT OU FORCE MAJEURE.

La responsabilité de l'hôtelier est, nous l'avons vu, d'origine contractuelle. Or, contrairement à l'opinion classique, nous croyons que la responsabilité contractuelle d'un débiteur est, en un sens, objective : le débiteur est responsable de son fait même s'il n'a commis aucune faute. « Dès qu'une obligation contractuelle pèse sur lui, il est responsable s'il ne l'exécute pas, qu'il la connaisse ou non, qu'il soit majeur ou mineur, doué ou non de raison, qu'il ait commis une faute ou qu'il n'en ait pas commis, à moins, et c'est la seule restriction, qu'une cause extérieure ait rendu l'exécution impossible.

» Qu'il nous soit permis d'ajouter que cette solution est d'une logique absolue. Par hypothèse, un contrat a été valablement conclu; il existe et oblige l'un des contractants envers l'autre à une prestation quelconque; cela suffit, et l'on ne voit pas pourquoi, en cas d'inexécution, intervien-

drait une recherche, en quelque sorte pénale, de culpabilité. » (1).

Le débiteur contractuel ne peut donc pas se libérer en prouvant qu'il n'a commis aucune faute; il doit, conformément à l'article 1147, justifier « que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée ». Cette cause étrangère, la loi, dans l'article 1148, l'a désignée du nom de cas fortuit ou de force majeure.

Le Code civil, en disposant que les hôteliers « ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure », reproduit, en matière de dépôt d'hôtellerie, les principes de droit commun formulés par les articles 1147 et 1148.

L'hôtelier responsable du vol ou du dommage des effets du voyageur devra donc, pour dégager sa responsabilité, établir que ce vol ou ce dommage est la conséquence d'un cas fortuit ou de force majeure.

La loi ne parlant, dans l'article 1954, que de la force majeure et passant sous silence le cas fortuit, la quasi-unanimité de la doctrine a cru découvrir dans cet article un des textes du Code civil où le législateur aurait établi une distinction entre le cas fortuit et la force majeure. Les auteurs ont échafaudé de nombreux systèmes attribuant à chacune de ces notions un domaine propre. Ils arrivent tous à cette conclusion, c'est qu'en matière de dépôt d'hôtellerie, le législateur ne se serait pas contenté du cas fortuit, la force majeure serait seule capable de libérer l'hôtelier (2).

Nous croyons, au contraire, qu'il n'y a pas de distinction

(1) Meignié, *Responsabilité et contrat*, thèse Lille, 1924. Dans le même sens : Planiol, D., 96. 2. 457; Colmet de Santerre, *Traité des obligations*, V. p. 486, § 256 bis; Becquié, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1914, p. 285.

(2) Pont, n° 539; Laurent, n° 142; Baudry et Wahl, n° 1209.

à faire, force majeure et cas fortuit sont des expressions synonymes.

M. Bonnecase, dans le tome III de son *Supplément au Traité de droit civil de Baudry-Lacantinerie*, l'établit d'une manière concluante. Après avoir passé en revue les diverses conceptions admettant une prétendue différence spécifique entre le cas fortuit et la force majeure, l'auteur constate que le Code civil ne consacre aucun de ces systèmes et que le législateur emploie à tout instant les deux expressions de cas fortuit et de force majeure l'une pour l'autre. « En réalité, dit-il⁽³⁾, tous les systèmes, quels qu'ils soient, prônant la distinction du cas fortuit et de la force majeure, sont destinés à venir se briser contre la teneur des articles 1147 et 1148... Les articles 1147 et 1148 jouent, en matière de cas fortuit et de force majeure, le rôle de dispositions fondamentales. Des deux textes, d'ailleurs, c'est l'article 1147 qui prédomine; il pose la règle essentielle que le débiteur est libéré par l'intervention « d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée ». Quand, ensuite, dans l'article 1148, ce même législateur use des termes « cas fortuit » ou « force majeure » pour désigner la « cause étrangère » dont il vient de faire état, rien n'autorise à soutenir qu'il a entendu dissocier en deux notions distinctes le fait présenté dans l'article 1147 comme constitutif d'une notion unique. »

L'hôtelier sera donc libéré chaque fois qu'il pourra justifier que le vol ou le dommage des effets du voyageur provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée. C'est au juge qu'il appartiendra d'examiner dans chaque espèce si cette cause existe. Dès lors, il n'est pas possible

(3) J. Bonnecase, *Supplément au Traité de Droit civil de Baudry-Lacantinerie*, t. III, n° 261.

de dire à l'avance si tel événement : vol simple, vol avec escalade ou avec effraction, libérera l'hôtelier.

L'article 1934, en plaçant spécialement à côté de la force majeure le vol commis avec force armée, a voulu simplement donner un exemple de cas fortuit ou de force majeure. Il serait faux de croire qu'un tel vol constitue essentiellement un cas de force majeure et entraîne automatiquement dans toutes les espèces la libération de l'hôtelier. M. Bonnecase met en garde contre une telle erreur⁽⁴⁾ : « La formule jurisprudentielle, dit-il, a posé d'elle-même la question de savoir s'il existait des événements susceptibles de constituer fatalement par eux-mêmes un cas fortuit ou une force majeure. La doctrine n'a pas hésité à répondre par la négative. Cela s'explique aisément. On oublie, dans la théorie contraire, que si un phénomène dû aux forces matérielles, par exemple, se présente avec la même nature spécifique, il varie en intensité et se reproduit dans des circonstances différentes. Par conséquent, la physionomie du débiteur à son égard affecte elle-même des physionomies tout à fait opposées. Or, ce n'est pas le cas fortuit et la force majeure pris en eux-mêmes que vise le législateur dans les articles 1147 et 1148 du Code civil, mais bien leur répercussion sur l'inexécution des obligations, autrement dit un rapport de cause à effet. Force est donc aux juges d'examiner les deux termes du rapport : l'obstacle à l'exécution d'une part, le débiteur d'autre part. »

Un vol fait avec force armée libérera ou non l'hôtelier suivant les circonstances dans lesquelles il a été accompli. Ainsi, s'il a été commis dans une auberge située dans une région où des actes de brigandage sont fréquents, il pourra

(4) J. Bonnecase, *op. cit.*, n° 269.

ne pas libérer l'aubergiste si celui-ci avait pu le prévoir et a négligé de prendre les précautions spéciales qui auraient pu l'empêcher de se produire.

B. — FAUTE DU VOYAGEUR.

La jurisprudence et la doctrine s'accordent à reconnaître que lorsqu'un dommage a été causé par la faute ou par l'imprudence de la victime, la responsabilité de l'auteur du dommage se trouve, suivant les circonstances, atténuée ou même supprimée. Cette règle reçoit son application aussi bien en matière contractuelle qu'en matière délictuelle.

Quoique l'article 1934 soit très strict et n'énumère pas, parmi les causes d'irresponsabilité de l'hôtelier, la faute du voyageur, les auteurs⁽⁵⁾ et les décisions de justice⁽⁶⁾ n'hésitent pas à faire application de ce principe général en matière de dépôt d'hôtellerie. La jurisprudence de l'ancien droit était déjà dans ce sens : un arrêt du Parlement de Toulouse du 22 janvier 1575 déchargea un hôtelier que Guillaume de Loran voulait rendre responsable du vol de ses habits et de son épée commis dans la nuit par un autre voyageur. Le Parlement jugea que le demandeur avait commis une faute en admettant ce voyageur dans son lit, quoique l'hôtelier eût donné l'ordre de le mettre dans une chambre à part.

Il est nécessaire, pour que la faute du voyageur soit prise en considération, qu'elle soit la cause directe du vol ou du

(5) Troplong, nos 238 et s.; Duvergier, n° 520; Duranton, n° 80; Pont, n° 541; Guillouard, n° 153 Huc, n° 266; Laurent, n° 144.

(6) Trib. civ. Seine, 16 janv. 1884, *Gaz. Pal.*, 84. 1. 439; Rouen, 4 févr. 1847, D., 47. 2. 74; Grenoble, 13 août 1813, D. R., v° *Dépôt*, 175-3°; Cass. req. 12 avril 1929, S., 29. 1. 232.

dommage, qu'il soit constant que sans cette faute il n'aurait pas eu lieu; il ne suffirait donc pas qu'elle l'ait simplement favorisé ou facilité⁽⁷⁾.

L'appréciation de la faute du voyageur, tout comme la suppression ou l'atténuation de responsabilité de l'hôtelier qui en est la conséquence, est une pure question de fait qui échappe au contrôle de la Cour de cassation. C'est ce qui explique la contradiction apparente dans des jugements rendus dans des affaires qui paraissent identiques. Il est impossible de dire *a priori* si tel fait ou telle abstention constitue une faute du voyageur, et, dans l'affirmative, quel sera son effet sur la responsabilité de l'hôtelier. Nous citerons cependant, à titre d'exemple, une récente décision du Tribunal civil de Nice, rapportée par *L'hôtellerie*⁽⁸⁾, qui, estimant que le voyageur n'avait pu être victime que de sa propre imprudence, décharge l'hôtelier de toute responsabilité.

Deux jeunes époux, en voyage de noces, M. et Mme Walter-Mouton, étaient descendus à Nice dans un palace de la Promenade des Anglais. Ils furent victimes, dans la nuit du 7 au 8 février 1928, d'un vol dénotant chez son auteur une rare habileté. Un rat d'hôtel avait réussi à s'introduire dans leur chambre et avait fait main basse sur les magnifiques bijoux de Mme Walter-Mouton. La police se livra à une longue et laborieuse enquête, mais, malgré toute son activité, les recherches demeurèrent infructueuses et aucune trace des précieux bijoux ne fut retrouvée.

M. et Mme Walter-Mouton intentèrent un procès à la société exploitant l'hôtel pour réclamer 500.000 francs de dom-

(7) Dans ce sens : Bordeaux, 30 janv. 1906, D., 06. 5. 49; Laurent, n° 144. En sens contraire : Duvergier, n° 520; Duranton, n° 80.

(8) Trib. civ. Nice, 21 juin 1929, *L'hôtellerie*; 4 juill. 1929. Dans le même sens, Cass. req., 12 avril 1929, S., 29. 1. 232.

mages-intérêts. Le tribunal de Nice, devant qui la demande fut portée, débouta les demandeurs : « Attendu, dit-il, qu'une visite des appartements de l'hôtel, et notamment de la chambre occupée par les époux Walter-Mouton, ne laisse aucun doute sur leur sécurité; que toutes les portes sont munies de serrures perfectionnées avec des verrous intérieurs incrochetables; qu'à l'intérieur de la chambre se trouvent des placards encastrés dans le mur sous forme d'armoire à glaces;

» Que ces placards ont des tiroirs à clef et sont munis de fermetures de sûreté, présentant les mêmes garanties que les coffres scellés dans les murs;

» Attendu qu'en l'état de ces fermetures mises à la disposition des clients, ceux-ci ont le moyen de résister aux entreprises des cambrioleurs et rats d'hôtel;

» Qu'il est certain que si, pour mettre la main sur les bijoux de Mme Walter, le voleur avait dû crocheter la persienne, le placard et le tiroir intérieurs, il n'aurait pu opérer sans troubler le sommeil des occupants qui, à proximité de leurs lits, ont des dispositifs pour permettre d'alerter le personnel de l'hôtel;

» Attendu qu'il appert que les époux Walter ont été victimes de leur propre imprudence et que la responsabilité de l'hôtelier ne saurait être engagée, attendu que si, en l'occurrence, on étendait au cas Walter la jurisprudence produite par les demandeurs, on arriverait à consacrer une situation vraiment intolérable pour l'hôtelier qui, en présence de clients exigeants, serait obligé, ou bien de leur enlever leurs bijoux à l'entrée, ou de poster en permanence un veilleur de nuit;

» Attendu que le déboutement *de plano* s'impose.

» Par ces motifs, le Tribunal, statuant en premier ressort,

rejetant toutes autres conclusions, déboute les époux Walter de leur demande et les condamne aux dépens... »

Nous ne pouvons qu'approuver cette décision. Elle est une réaction énergique contre la jurisprudence actuelle qui semble hésiter à faire produire à la faute du voyageur tout l'effet que commandent l'équité et la justice. Le juge devrait faire un large appel à cette notion de faute. Il parviendrait ainsi, en se plaçant sur le terrain des faits et sans violer les termes de la loi, à tempérer l'excessive responsabilité de l'hôtelier.

La faute du voyageur ne saurait être prise en considération lorsque le vol ou le dommage est le fait d'un préposé de l'hôtelier. La jurisprudence paraît être fixée dans ce sens depuis un arrêt de la Cour de cassation du 11 mai 1846⁽⁹⁾. L'espèce était la suivante : Un joaillier de Londres, le sieur Harris, était descendu à Boulogne-sur-Mer dans l'auberge tenue par le sieur Mulbergue. Il donna ses vêtements à nettoyer à Mézier, domestique de l'hôtel, mais il oublia de retirer, au préalable, de la poche de son gilet, 200 carats de diamant qu'il y avait placés. Lorsque Mézier rapporta les vêtements, Harris s'aperçut que 70 carats de diamant avaient disparu de la poche. Mézier, l'auteur du vol, fut poursuivi et condamné à cinq ans de prison. Plus tard, Harris assigna Mézier en restitution des diamants et Mulbergue comme civilement responsable, en sa qualité d'aubergiste. Un jugement du Tribunal civil de Boulogne, du 4 mars 1842, condamna Mézier à 6.600 francs et déclara Mulbergue non responsable. Appel du sieur Harris en ce qui concerne Mulbergue. La Cour d'appel de Douai, par un arrêt du 19 août 1842, con-

(9) Cass. 11 mai 1846, D., 46. 1. 182. Dans ce sens, Cour de Saigon, 13 mai 1893, D., 93. 1. 417.

firma le jugement. Harris se pourvut devant la Cour de cassation qui cassa l'arrêt de la cour d'appel :

« Attendu, dit-elle, que Mulbergue était responsable du vol commis par son domestique dans son service, conformément tant à l'article 1384 qu'aux articles 1932 et suivants du Code civil;

» Attendu que l'arrêt attaqué a, néanmoins, déchargé Mulbergue de la double responsabilité prononcée par les articles précités; qu'en jugeant ainsi, et en apportant à l'application des principes posés par les articles ci-dessus les exceptions que ces articles n'ont pas admises, l'arrêt attaqué a faussement interprété et, par suite, violé les dits articles... »

Lorsque l'hôtelier a établi la faute du voyageur qui supprime ou atténue sa responsabilité, c'est à ce dernier, s'il veut obtenir une réparation totale de son préjudice, de prouver que le dommage ou le vol est le fait d'un employé de l'hôtel.

CHAPITRE VIII

MODIFICATION CONVENTIONNELLE DE LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER

L'hôtelier peut-il, par une convention formelle conclue avec les voyageurs, s'exonérer complètement de sa responsabilité, ou tout au moins en limiter l'étendue?

Nous allons d'abord rechercher quelle est, en matière de responsabilité contractuelle en général, la valeur des clauses exonératives ou limitatives de responsabilité.

A. — DE LA VALIDITÉ DES CLAUSES MODIFICATIVES DE RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE.

La question a été différemment résolue par la doctrine et la jurisprudence.

Dans une première opinion, les auteurs ont prétendu que le fait pour un contractant de vouloir s'exonérer d'avance de la responsabilité qui lui incombe à la suite de l'exécution du contrat était contraire à l'ordre public⁽¹⁾. Il est, disent-ils, un principe absolu en droit, c'est que nul ne peut stipuler qu'il ne répondra pas de ses propres fautes. C'est en s'ap-

(1) Pardessus, *Cours de droit commercial*, II, n° 542; Aubry et Rau, IV, § 373, texte et note 10.

puyant sur cette notion d'ordre public que M. Bonnecase conclut à la condamnation des clauses de non-responsabilité.

« Il est anormal, dit-il⁽²⁾, qu'un futur débiteur se ménage par avance la possibilité de faillir sans risques à ses obligations.

» Nous disons que cela est anormal; c'est pourquoi cela devient, dans la langue du droit, contraire à l'ordre public, et par conséquent nul sur le fondement de l'article 6 du Code civil : « On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs ». Certes, nous n'ignorons pas les variations qu'on a coutume d'entonner sur le caractère vague et élastique de la notion d'ordre public. La notion d'ordre public varie, certes, suivant les époques et suivant les rapports sociaux que l'on considère; mais il est extrêmement facile de donner une formule de cette notion relativement à chaque époque et à chaque matière. L'idée d'ordre public traduit pour une époque donnée les limites que les conventions ou les agissements quelconques des individus et des groupes ne peuvent pas franchir sans choquer le sentiment du milieu social. Or, nous avons déjà noté que s'il était un principe fondamental de la vie sociale, c'est bien celui qui est inscrit dans les articles 1382 et 1383 du Code civil et qui astreint chacun à réparer le préjudice occasionné par la violation de ses obligations. Comme nous avons, par ailleurs, établi que la responsabilité contractuelle participe de l'essence de la responsabilité délictuelle, il devient évident que les particuliers ou les groupes ne peuvent pas se soustraire, à l'occasion d'un contrat, aux obligations en dérivant normalement sans contrarier l'ordre public. »

(2) J. Bonnecase, t. II, n° 538.

Au contraire, une autre partie de la doctrine a validé les clauses de non-responsabilité. Elle y est arrivée en faisant appel à la notion d'assurances. Ces clauses, dit-elle, constituent un mécanisme juridique analogue à l'assurance. L'assurance a pour but de protéger l'assuré, non seulement contre les cas fortuits, mais encore contre ses fautes personnelles et celles de ses préposés. Or la légitimité de l'assurance n'est plus contestée aujourd'hui. Pourquoi ne pourrait-on pas faire directement, par une convention de non-responsabilité passée avec la personne même avec qui on a conclu le contrat d'où naît la responsabilité, ce que l'on peut faire indirectement au moyen d'une assurance? C'est ce que s'est efforcé d'établir M. Boutaud dans un ouvrage intitulé : *Des clauses de non-responsabilité et de l'assurance de la responsabilité des fautes* :

« Que font un assureur et son client, dit-il⁽³⁾, lorsqu'ils conviennent que l'un supportera les fautes de l'autre? L'assureur dit à l'assuré : « les fautes dont vous serez l'auteur » et qui causeront un dommage soit à votre propre chose, » soit à tel de vos créanciers ou à telle catégorie de tiers » constitueront aussi, à mon égard, des fautes qui me porteront préjudice; mais je consens, malgré cela, à vous rendre » indemne des dommages qui pourront en être la suite. » Voilà donc un fait qui oblige son auteur à payer des dommages-intérêts : c'est une faute. Il ne change pas de nature dans les rapports de l'assuré avec son assureur. Et cependant celui-ci ne peut l'invoquer pour se soustraire au paiement de l'indemnité. Dans l'hypothèse d'une clause d'exonération, c'est la victime directe qui renonce à se prévaloir des fautes de son débiteur. Dans l'hypothèse d'une assurance

(3) Boutaud, *op. cit.*, n^{os} 120 et s.

des fautes, c'est encore une victime de la faute qui consent à ne pas l'invoquer. Dans l'un et l'autre cas, on trouve donc : d'un côté l'auteur d'un acte dommageable qui en devrait réparation; de l'autre celui à qui l'acte préjudicie qui consent à ne pas demander cette réparation. Qu'importe qu'au cas d'une assurance il puisse y avoir un troisième personnage (il n'existe pas toujours, mais seulement dans les assurances de responsabilité) qui souffre de la même faute que l'assureur et qui garde son droit à des dommages-intérêts? Il reste toujours que la faute n'est pas supportée par celui qui l'a commise. »

La jurisprudence a consacré un système intermédiaire. En principe, elle reconnaît la validité des clauses de non-responsabilité; mais elle ne leur fait produire qu'un effet restreint : celui de renverser le fardeau de la preuve, en sorte que si le demandeur peut établir une faute à la charge de son cocontractant, ce dernier sera condamné à la réparation du dommage subi par le demandeur nonobstant la clause de non-responsabilité⁽⁴⁾. Par exception, la jurisprudence déclare parfaitement valables les clauses d'irresponsabilité des fautes des préposés lorsque ceux-ci, d'après les circonstances, échappent en fait à la surveillance et direction du commettant⁽⁵⁾.

Pour nous, nous admettons le principe de la pleine validité, entre contractants, des clauses de non-responsabilité tant des fautes personnelles que de celles des préposés.

Mais nous nous refusons à légitimer ces clauses en faisant appel à la notion d'assurances. Comme le constate

(4) Cass., 9 nov. 1915, S., 21. 2. 1.

(5) Cass., 14 mars 1877, S., 79. 1. 423; 2 avril 1878, S., 78. 1. 292; 31 déc. 1900, S. 01. 1. 401.

M. Planiol⁽⁶⁾ : « Il n'y a aucune similitude entre les deux conventions : l'assurance, loin de détruire la responsabilité envers la personne lésée, en suppose l'existence et en garantit le fonctionnement, tandis que la clause d'irresponsabilité supprimerait toute action et laisserait la victime du dommage sans aucun recours, tout en provoquant l'imprudence et la négligence d'une personne devenue irresponsable » ; et nous concluons, avec M. Bonnecase⁽⁷⁾, que : « loin de vouloir échapper aux conséquences de ses fautes, celui qui contracte une assurance de responsabilité entend, au contraire, se soustraire à la réparation du préjudice résultant de son fait. Matériellement et psychologiquement, on est en présence de deux situations qui s'excluent au lieu de s'identifier ».

La validité des clauses de non-responsabilité doit donc être recherchée ailleurs. Elle nous paraît une conséquence immédiate de la solution que nous avons adoptée dans le chapitre VI, § 4, de cette étude sur la question du cumul ou non-cumul, en matière contractuelle, des responsabilités délictuelle et contractuelle. Nous avons conclu que, sauf le cas de délit pénal, le demandeur, au cas d'inexécution d'un contrat, n'a pas le choix entre le terrain délictuel et le terrain contractuel ; il ne peut fonder son action que sur la responsabilité contractuelle, car, en principe, dans un contrat, la responsabilité délictuelle n'existe pas parallèlement à la responsabilité contractuelle et n'est pas susceptible de la renforcer. La clause de non-responsabilité insérée dans un contrat a uniquement pour but d'écarter la responsabilité contractuelle qui existe seule. Une telle clause doit être dé-

(6) Planiol, t. II, n° 882.

(7) J. Bonnecase, t. II, n° 535.

clarée valable, car le Code civil, après avoir déclaré, d'une manière absolue, que les « conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » (art. 1134), admet aussi formellement « que la convention des parties peut librement fixer à l'avance le montant des dommages-intérêts auxquels donnerait lieu l'inexécution d'un contrat » (art. 1152); « cela implique qu'elle peut supprimer les dommages-intérêts et par là même la responsabilité; car le pouvoir de limiter, par ce qu'on appelle une clause pénale, les conséquences de la responsabilité à une somme dérisoire conduit inévitablement à la possibilité d'anéantir la responsabilité en renonçant à toute indemnité pour inexécution du contrat, réserve faite seulement du cas où cette inexécution serait intentionnelle et par conséquent dolosive »⁸¹. D'autre part, si la responsabilité délictuelle résulte de la volonté impérative de la loi et est d'ordre public, il n'en est pas de même de la responsabilité contractuelle. En effet, comme l'a dit excellemment Saleilles⁽⁹⁾ : « la responsabilité se mesure au contrat, car elle dérive d'un droit dont la volonté des parties a seule fixé l'étendue; et par suite, si le débiteur n'a promis qu'une certaine somme de diligence, le créancier n'a droit qu'à la prestation due... Pour soutenir le contraire, il faudrait dire qu'il y a une raison d'ordre public à ce que les débiteurs ne soient jamais négligents, même du consentement de leurs créanciers; or, ...en dehors de quelques exceptions, l'exécution de l'obligation du débiteur n'intéresse que le créancier, et si celui-ci consent à courir le risque de l'inexécution, on ne peut pas soutenir, sauf réserve pour certains cas, que la loi doive veiller plus que lui-même à ses propres intérêts. »

(8) Danjon, *Droit maritime*, t. II, p. 632.

(9) Saleilles, *Essai d'une théorie générale de l'obligation*, n° 332.

Cependant nous devons faire quelques réserves. Il est des cas où, en application de l'article 6 du Code civil, la clause sera nulle comme contraire à l'ordre public et réputée non écrite. Il en sera ainsi d'abord lorsque la personne humaine est en jeu. On devra donc déclarer nulle la clause qui, dans un contrat de transport, déchargerait le transporteur des fautes susceptibles de mettre en danger la vie des voyageurs.

Il en est de même de la clause qui exonère le débiteur des conséquences de son dol. Conformément à l'opinion traditionnelle, nous assimilons au dol la faute lourde. Quant aux fautes dolosives ou aux fautes lourdes commises par les préposés de celui qui stipule l'irresponsabilité, leur exclusion est parfaitement valable; en effet, comme le fait remarquer M. Danjon⁽¹⁰⁾, « les fautes des préposés ne comportent pas de degrés par rapport au débiteur, car une faute n'a de caractères spéciaux qu'à l'égard de son auteur même, la mauvaise foi étant, par essence, une chose personnelle ».

Remarquons, en outre, que si l'inexécution de l'obligation provient d'un délit pénal dont le débiteur ou son préposé s'est rendu coupable, le demandeur pourra placer son action sur le terrain délictuel et la question de la validité de la clause de non-responsabilité ne se posera pas.

Pour ce qui est des clauses simplement limitatives de responsabilité, on doit, *a fortiori*, les déclarer valables. D'ailleurs elles sont expressément prévues et autorisées par l'article 1152 du Code civil. Mais pour les mêmes raisons que pour les clauses d'irresponsabilité, on doit les écarter au cas de délit pénal, de dol ou de faute lourde.

(10) Danjon, t. II, n° 734.

B. — MODIFICATION CONVENTIONNELLE DE LA RESPONSABILITÉ
DE L'HÔTELIER.

Après ce rappel de la modification conventionnelle de la responsabilité en droit commun, il est facile de trancher la question en ce qui concerne cette même modification conventionnelle de la responsabilité de l'hôtelier.

Cette modification peut se produire au moyen d'une convention ou au moyen d'avis ou affiche.

a) MODIFICATION DE LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER
PAR CONVENTION

Par application de la solution adoptée sur le problème de la validité des clauses de non-responsabilité dans les contrats en général, il faut conclure que l'hôtelier peut parfaitement, par une convention formelle avec le voyageur, supprimer ou limiter la responsabilité que le contrat de dépôt d'hôtellerie lui impose.

Une telle convention est pleinement valable, sauf le cas où le dommage subi par le voyageur proviendrait d'un dol ou d'une faute lourde commis par l'hôtelier ou un de ses préposés; encore l'hôtelier pourrait-il écarter, par une clause expresse, le dol ou la faute lourde de ses préposés.

b) TENTATIVE DE MODIFICATION DE LA RESPONSABILITE DE L'HOTELIER
PAR AVIS OU AFFICHE

Les conventions entre hôteliers et voyageurs modifiant la responsabilité de l'hôtelier sont, en pratique, extrêmement rares.

Par contre, il arrive très fréquemment que les hôteliers affichent dans leur hôtel des avis tendant à supprimer ou à restreindre leur responsabilité.

Quelle est la valeur juridique de ces avis? Par eux-mêmes, ils n'en ont aucune. La jurisprudence⁽¹¹⁾ et la doctrine⁽¹²⁾ sont unanimes dans ce sens. Ces avis ne constituent pas, en effet, une convention, mais une déclaration unilatérale de volonté; car l'accord de volontés est nécessaire pour produire un contrat. Comment peut-on dire, en effet, que le voyageur a consenti, alors que la plupart du temps il n'a eu connaissance de l'avis que lorsqu'il prend possession de sa chambre, que ses bagages sont introduits dans l'hôtel et que, par conséquent, le contrat de dépôt d'hôtellerie est déjà formé? D'autre part, eût-il eu connaissance de l'avis avant la formation du contrat, comment pourrait-on affirmer qu'il a entendu s'y conformer⁽¹³⁾.

(11) Rouen, 4 févr. 1847, S., 48. 2. 432; Trib. Lyon, 31 mai 1882, *Gaz. Pal.*, 83. 1. 243.

(12) Troplong, n° 241; Pont, t. I, n° 543 Aubry et Rau, t. IV, § 406. texte et note 12; Laurent, t. XXVII, n° 145 Guillouard, n° 131; Huc, t. XI, n° 265.

(13) Dans ce sens, M. Perreau, *Clauses manuscrites et clauses imprimées* (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1926, p. 310 et s.).

CHAPITRE IX

RESPONSABILITE PENALE DE L'HOTELIER

Lorsque le vol dont est victime un voyageur descendu dans un hôtel est le fait de l'hôtelier lui-même ou d'un de ses préposés, le législateur édicte à l'encontre du coupable une sanction spéciale. Le Code pénal, aggravant la répression, transforme le délit en crime. L'article 386 dispose, en effet : « Sera puni de la peine de la réclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :

« ...4° Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre. »

Dans notre ancien droit, on punissait déjà avec sévérité le vol commis par les aubergistes; la peine qu'ils encouraient était celle des galères. Le Code pénal de 1791 avait abaissé cette peine à huit années de fer.

Une double raison justifie la rigueur de la loi pénale à l'égard des aubergistes et hôteliers. D'une part, l'hôtelier, par sa profession, fait appel à la confiance du public, il trahit cette confiance s'il s'approprie des effets apportés par le voyageur; d'autre part, à la fin du xvm^e siècle et au commencement du xix^e, la criminalité était grande; beaucoup d'auberges étaient le repaire de bandes de malfaiteurs; il fallait donc s'efforcer d'assurer, par la sévérité de la répression, la sécurité des voyageurs.

Dans la disposition de l'article 386, § 4, le législateur semble avoir perdu de vue la distinction qu'il venait d'admettre entre l'abus de confiance et le vol, en spécifiant que la soustraction frauduleuse est le premier élément constitutif du vol. Si l'on appliquait ces principes, l'hôtelier commettrait tantôt un vol, tantôt un abus de confiance : un vol, lorsque les effets sont simplement apportés dans l'hôtel; un abus de confiance, lorsqu'ils lui ont été expressément confiés. Cependant, il est certain que, dans ce dernier cas, le législateur qualifie vol ce détournement : « Il y a là, comme dit Garçon⁽¹⁾, une exception, une *inelegantia juris*, qui s'explique par la survivance de l'ancienne confusion du vol et de l'abus de confiance, et qui prouve que le législateur du Code pénal lui-même ne s'est pas exactement rendu compte du sens nouveau et précis qu'il donnait au mot soustraction. »

A. — PEUT-ON ÉTENDRE A D'AUTRES PROFESSIONS
LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DE L'HÔTELIER.

Les peines étant de droit strict doivent être interprétées d'une manière étroite. On ne peut pas les étendre par analogie à d'autres cas que ceux qui ont été prévus expressément par le législateur.

Les auteurs et la jurisprudence sont cependant unanimes à appliquer l'article 384, § 4, aux logeurs en garni. La jurisprudence est fixée dans ce sens depuis un arrêt du Conseil d'Etat qui avait donné lieu à deux arrêts solennels de la Cour de cassation⁽²⁾.

(1) Garçon, *Code pénal annoté*, t. I, n° 229, sous l'article 386.

(2) Cass., ch. réun., 27 juin 1811 et 23 nov. 1811, D. R., v° *Dépôt*, n° 273.

B. — LE VOL DOIT PORTER SUR TOUT OU PARTIE DES CHOSES
QUI ONT ÉTÉ CONFÉES A L'HÔTELIER A CE TITRE.

L'objet volé ne doit avoir été placé dans l'auberge qu'en raison de son caractère d'auberge. Si le voyageur, en quittant l'hôtel, confiait un effet à l'hôtelier, celui-ci, en s'appropriant cet effet, ne serait coupable que d'un abus de confiance. « Le vol est aggravé non pas à cause du lieu où il a été commis, joint à la qualité de son auteur, mais en raison du lien de confiance qui unit le coupable à la victime. Lorsque ce contrat fiduciaire manque, on doit écarter l'application de la disposition que nous commentons. » (3).

Il en résulte que l'article 386 du Code pénal ne peut pas être appliqué lorsque le prévenu n'a pas fait acte d'hôtelier en logeant et en recevant chez lui la personne au préjudice de laquelle le vol a été commis : la victime du vol est, par exemple, un parent ou un ami reçu gratuitement par l'hôtelier. La Cour de cassation (4) a, pendant la dernière guerre,

(3) Garçon, sous l'article 386, n° 334.

(4) Cass. crim., 27 oct. 1916, *Bulletin criminel de la Cour de cassation*, année 1916, n° 214.

La cour rejeta un pourvoi dirigé contre un arrêt rendu le 27 juillet 1916 par la Cour d'appel de Pau (ch. corr.) :

« Attendu que les époux Latour, poursuivis par application de l'article 401 du Code pénal pour avoir soustrait frauduleusement des titres de la succession du sieur Brissert, décédé chez eux, ont décliné devant la Cour d'appel la compétence de la juridiction correctionnelle, les faits, s'ils étaient établis, constituant selon eux, à raison de leur qualité d'hôteliers, le crime prévu par l'article 386, § 4, du Code pénal.

» Attendu que l'arrêt attaqué énonce qu'en recevant Brissert dans leur maison, les époux Latour ont fait acte de simple particulier et non acte d'aubergiste, que ce n'est pas non plus en raison ou à l'occasion de leur prétendue profession d'hôteliers que Brissert est entré chez eux et leur aurait confié les titres et le numéraire que la prévention leur reproche d'avoir volés; que l'arrêt expose que la commune de Laruns, ayant reçu un certain nombre d'évacués des régions envahies, avait invité ceux des habitants qui acceptaient de les recueillir à se faire connaître; que les

fait application de ce principe au cas de vol commis par un hôtelier au préjudice d'un réfugié qu'il avait recueilli dans son hôtel.

époux Latour s'étaient inscrits comme beaucoup d'autres particuliers; que c'est ainsi que le sieur Brissert avait été envoyé chez eux; qu'il y était logé et nourri gratuitement moyennant l'allocation que le percepteur leur payait directement à raison de 1 fr. 25 par jour pour chaque réfugié;

» Attendu qu'en l'état de ces constatations, la Cour d'appel a pu décider que l'article 386, § 4, du Code pénal n'était pas applicable et que la juridiction correctionnelle était compétente;

» Pour ces motifs,

» Rejette... »

CHAPITRE X

OBLIGATIONS DU VOYAGEUR

Le dépôt d'hôtellerie est un contrat tantôt synallagmatique, tantôt unilatéral. Il est synallagmatique lorsque l'hôtelier a stipulé du voyageur un droit de garde spécial. L'obligation de payer le prix convenu naît à la charge du voyageur aussitôt que le contrat est formé. En dehors de ce cas, le dépôt d'hôtellerie est un contrat unilatéral; il ne fait naître immédiatement d'obligation qu'à la charge de l'hôtelier. Mais est-il susceptible de produire éventuellement, par la suite, quelque obligation à la charge du voyageur?

1° *L'hôtelier a fait des frais pour la conservation des effets du voyageur.*

Un maquignon a placé, dans l'écurie de l'auberge où il est descendu, du bétail qu'il vient d'acheter. Pendant une absence momentanée de ce maquignon, une maladie contagieuse se déclare chez l'un de ses animaux. L'aubergiste s'efforce de le soigner comme s'il lui appartenait, il appelle un vétérinaire, achète des médicaments. Le voyageur devra évidemment l'indemniser des dépenses qu'il a ainsi engagées.

2° *La garde ou la surveillance des effets du voyageur a causé un dommage à l'hôtelier.*

Nous avons déjà eu l'occasion de rencontrer dans cette étude un exemple de ce cas : lorsque le cheval d'un voyageur est blessé par un cheval appartenant à un autre voya-

geur, l'hôtelier est responsable, mais il a, nous l'avons vu ⁽¹⁾, un recours contre le propriétaire du cheval auteur du dommage, si ce dernier, par exemple, n'a pas pris soin d'avertir l'hôtelier du caractère particulièrement ombrageux de cet animal.

Toutes les créances que le dépôt d'hôtellerie fait naître au profit de l'hôtelier sont assorties du privilège spécial que la loi accorde à l'aubergiste pour ses fournitures sur les effets de voyageur qui ont été apportés dans son auberge. L'article 2102-3° du Code civil déclare, en effet, privilégiées « les fournitures d'un aubergiste sur les effets des voyageurs ».

Ce privilège, comme celui du bailleur d'immeuble, est fondé sur l'idée de gage tacite suivant laquelle le voyageur aurait tacitement affecté au paiement de la dette qu'il contracte envers l'hôtelier les effets qu'il apporte dans l'hôtel.

La créance que le dépôt d'hôtellerie fait naître au profit de l'hôtelier est évidemment garantie par ce privilège, car la généralité de l'expression « fournitures d'un aubergiste », implique que le législateur a voulu attacher le privilège aux différentes créances qu'un hôtelier acquiert contre un voyageur par suite de l'exercice de sa profession.

Le privilège de l'hôtelier porte sur tous les effets apportés dans l'hôtel par le voyageur sans qu'il y ait à distinguer si ces effets appartiennent au voyageur ou s'il les détient à un autre titre que celui de propriétaire, par exemple à titre de dépositaire, locataire ou emprunteur ⁽²⁾.

« En effet, quand il s'agit de meubles corporels, le gage constitué par un non-propriétaire peut produire effet, grâce à la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre »,

(1) V. *supra*, p. 80.

(2) Duranton, t. XIX, n° 130; Aubry et Rau, t. III, texte et note 77; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 1736; Dijon, 11 juill. 1872, D., 73. 1. 215.

si le gagiste a reçu la chose de bonne foi, c'est-à-dire croyant traiter avec son vrai propriétaire. Le gagiste repoussera la revendication exercée contre lui comme il la repousserait s'il était acheteur ou donataire de la chose. » (3).

Cependant, lorsque les effets n'appartiennent pas au voyageur, il existe deux cas où l'hôtelier ne pourra pas faire valoir son privilège :

1° L'hôtelier était de mauvaise foi. Il savait, lors de l'introduction des effets dans l'hôtel, que ceux-ci n'étaient pas la propriété du voyageur. Le propriétaire peut les revendiquer, car l'article 2279, qui suppose la bonne foi chez celui qui l'oppose, ne peut pas, dans cette hypothèse, protéger l'hôtelier.

2° Les effets ont été volés ou trouvés par le voyageur. L'article 2279, § 2, devient alors applicable : le propriétaire peut les revendiquer pendant trois ans entre les mains de l'aubergiste, encore que celui-ci fût de bonne foi. La même solution doit être appliquée dans l'hypothèse où le voyageur aurait acheté de bonne foi ces objets volés ou perdus, dans une foire ou marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire de ces objets, par application de l'article 2280 du Code civil, ne pourrait les soustraire au gage de l'hôtelier qu'en déposant entre les mains de ce dernier le prix payé pour ces objets par le voyageur (4).

Le privilège de l'hôtelier trouvant son fondement dans l'idée de gage tacite, l'hôtelier ne conserve les prérogatives attachées au gage qu'autant qu'il reste nanti. Si l'hôtelier laisse le voyageur emporter ses effets hors de l'hôtel, il ne pourra plus exercer son privilège sur ces effets. Mais

(3) Planiol, t. II, n° 2398.

(4) Dans ce sens, Pabon, *Traité théorique et pratique des justices de paix*, t. IV, n° 3765.

quid si les effets sont clandestinement enlevés de l'hôtel à l'insu ou contre le gré de l'hôtelier par le voyageur ou un tiers?

Si la soustraction est l'œuvre d'un voleur, le voyageur peut exercer contre les possesseurs l'action en revendication de l'article 2279 du Code civil. En cas d'inaction du voyageur, l'hôtelier pourra agir à sa place par application de l'article 1166.

Si l'enlèvement a été opéré par le voyageur ou par un tiers agissant sur son ordre, l'hôtelier pourra revendiquer. Il y a alors vol de gage qui permet à l'hôtelier titulaire d'un droit réel sur les effets du voyageur d'exercer contre le possesseur la revendication de l'article 2279, § 2. Pendant combien de temps cette action est-elle ouverte à l'hôtelier? La loi n'ayant pas restreint pour celui-ci, comme elle l'a fait pour le bailleur d'immeuble, la durée d'exercice de l'action en revendication, il faut conclure que le droit commun s'applique et que l'hôtelier a trois ans, à dater de la soustraction, pour exercer son action en revendication.

Il est un cas où l'hôtelier créancier du voyageur en vertu du dépôt d'hôtellerie, peut invoquer contre lui un privilège autre que celui de l'article 2102-5°, c'est l'hypothèse où l'hôtelier a fait des frais pour la conservation de la chose : il a alors le privilège de l'article 2102-3°. Il peut avoir intérêt à invoquer ce dernier privilège à la place du privilège de l'aubergiste. En effet, tandis que le privilège de l'aubergiste, fondé sur un gage tacite, est lié à la présence des effets dans l'auberge et est perdu dès qu'ils l'ont quitté, le privilège du conservateur n'est nullement subordonné à la possession de la chose et continue à la frapper si elle a été transportée hors de l'auberge par le voyageur ou par un tiers.

CHAPITRE XI

CONTESTATIONS ENTRE L'HOTELIER ET LE VOYAGEUR

A. — QUELLE EST LA JURIDICTION COMPÉTENTE ?

Lorsque l'exécution du contrat de dépôt d'hôtellerie fait naître quelque différend entre l'hôtelier et le voyageur, devant quelle juridiction le demandeur doit-il porter son action ?

Le voyageur ne demeurant généralement que peu de temps dans la localité, il était nécessaire que les parties pussent s'adresser à une justice prompte : la juridiction du juge de paix, rapide, rapprochée, peu onéreuse, était tout indiquée pour satisfaire à ces considérations.

La loi du 25 mai 1838 avait décidé, dans son article 2, que les contestations entre hôteliers ou voyageurs relatives soit aux dépenses d'hôtel, soit à la perte ou avaries d'effets seraient portés devant le juge de paix, qui serait compétent en premier ressort jusqu'à 1.500 francs, et en dernier ressort jusqu'à 100 francs.

L'article 2 de cette loi fut abrogé par la loi du 12 juillet 1905, qui a étendu le taux de la compétence du juge de paix et l'a porté en dernier ressort jusqu'à 300 francs : « Les juges de paix prononcent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance sur les contestations :

» 1° Entre les hôteliers, aubergistes ou logeurs et les voyageurs ou locataires en garni, leurs répondants ou leurs

cautions, pour dépense d'hôtellerie, perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel... »

La loi du 1^{er} janvier 1926 modifiée par le décret du 5 novembre 1926 a porté la compétence du juge de paix pour les contestations entre hôteliers et voyageurs en dernier ressort à 1.000 francs.

Lorsque le chiffre de la demande est indéterminé, comme dans le cas d'une action formée contre l'hôtelier en représentation d'effets volés ou perdus, sans fixation de leur valeur, la demande doit être portée devant le tribunal de première instance.

Ratione loci, le juge de paix compétent est, conformément à l'article 2 du Code de procédure civile, celui du domicile du défendeur. C'est donc devant le juge de paix dans le ressort duquel se trouve l'hôtel que l'hôtelier sera appelé par le voyageur. C'est devant le juge de paix de son domicile que le voyageur sera appelé par l'hôtelier. Cependant, si le domicile du voyageur était inconnu, l'action, conformément à l'article 59 du Code de procédure civile, pourrait être portée devant le juge de la résidence du voyageur; si celle-ci était inconnue à son tour, l'hôtelier pourrait agir devant le juge du lieu où le contrat a été formé, c'est-à-dire devant le juge dans le ressort duquel se trouve son hôtel.

Sur ces différents points tout le monde est d'accord, mais une question très discutée est celle de savoir s'il n'y a pas des cas où le tribunal de commerce pourra être compétent à la place du tribunal de paix. A l'égard de l'hôtelier, le dépôt d'hôtellerie est un contrat purement commercial; il naît à l'occasion de son commerce. Au contraire, à l'égard du voyageur, le contrat est généralement civil. Commercial pour l'une des parties, civil pour l'autre, le contrat est mixte dans les rapports du voyageur et de l'hôtelier entre

eux. Il serait, au contraire, commercial pour les deux parties au cas, par exemple, où il serait invoqué par un négociant, en voyage d'affaires, dont des marchandises auraient été volées ou détériorées dans l'hôtel où il serait descendu. Que le contrat soit commercial pour les deux parties ou qu'il soit mixte, la compétence de la justice cantonale est-elle toujours exclusive de celle de la justice consulaire ?

1° Le contrat est commercial pour les deux parties.

Certains auteurs⁽¹⁾ estiment que, dans ce cas, le juge de paix peut seul connaître la demande, pourvu que son chiffre ne soit pas supérieur au taux de sa compétence en premier ressort. « Le législateur, dit Curasson, ne s'est pas occupé de savoir s'il touchait ou non à la juridiction consulaire, il a voulu, abstraction faite de toute autre considération, attribuer à des relations passagères une justice prompte et locale, un juge unique, rapproché des parties, devant lequel on peut se présenter facilement et sans formalités. Il n'a pas eu la pensée d'établir concurrence entre des tribunaux différents ni de limiter, dans aucun cas, la compétence des juges de paix; s'agissant de tribunaux d'exception, ce qui est enlevé à l'un est accordé à l'autre ». Toute contestation prévue par l'article 2 doit être déférée à la juridiction cantonale.

Nous croyons, au contraire, que lorsque le dépôt d'hôtellerie a un caractère commercial pour les deux parties, l'action ne peut être portée devant le juge de paix. Pour l'établir, il faut d'abord prendre parti sur une question générale à laquelle se rattache celle qui nous occupe : c'est celle

(1) Dans ce sens : Carré, *Compétence des juges de paix*. Loi du 25 mai 1838, n° 176; Curasson, t. I, n° 242, note a.

de savoir si les matières commerciales sont exclues de la compétence des juges de paix. Nous pensons, avec MM. Lyon-Caen et Renault, que la compétence de la juridiction cantonale est purement civile : « Les motifs donnés, disent-ils (2), pour exclure la compétence des juges de paix en matière commerciale sont décisifs; on a trouvé que leur compétence pour ces dernières affaires n'aurait pas de raison d'être, par cela même que la procédure suivie devant le tribunal de commerce est rapide et économique. En outre, si les juges de paix étaient compétents en matière commerciale, fût-ce jusqu'à la concurrence de 1.500 francs, beaucoup de tribunaux de commerce seraient inoccupés ou devraient être supprimés. D'après les statistiques officielles, 8 10^{es} des affaires commerciales ne dépassent pas 1.500 francs. On peut ajouter que la détermination de la juridiction d'appel serait pleine d'inconvénients... L'incompétence des juges de paix pour connaître les affaires commerciales est absolue. Elle doit donc être prononcée d'office, elle peut être proposée en tout état de cause, même en appel ou en cassation ! » L'incompétence des juges de paix en matière commerciale, telle est la règle. Il faudra donc interpréter d'une manière très stricte toute dérogation apportée par la loi à ce principe. Or, la loi du 11 juillet 1905, en donnant aux juges de paix la connaissance des contestations que le dépôt d'hôtellerie peut faire naître entre voyageurs et hôteliers, n'a visé que le cas où le contrat avait un caractère mixte : commercial pour l'hôtelier, civil pour le voyageur. Si le contrat est de nature commerciale pour les deux parties, il faut revenir à la règle, c'est-à-dire à la compétence exclusive des tribunaux de commerce.

(2) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. I, n° 371.

2° *Le contrat a une nature mixte.*

a) L'hôtelier agissant contre le voyageur ne peut l'actionner que devant la justice de paix;

b) Si le voyageur agit contre l'hôtelier, quelle est la juridiction compétente ?

Dans une première opinion, qui paraît conforme aux principes généraux du droit, on décide que l'on doit se placer au point de vue du défendeur pour déterminer quel est le tribunal compétent : le voyageur devrait porter son action devant le tribunal de commerce. Telle n'est pas la solution de la jurisprudence⁽³⁾, qui, si elle reconnaît que le défendeur pour qui l'opération litigieuse a le caractère civil ne peut être actionné que devant la juridiction civile, laisse, au contraire, au demandeur, la faculté de citer celui pour qui l'opération est commerciale soit devant le tribunal de commerce, soit devant la juridiction civile. Le voyageur a donc, d'après la jurisprudence, le choix entre les deux juridictions.

On justifie cette solution en disant que celui pour qui l'opération n'est pas commerciale ne peut être contraint de plaider devant d'autres juges que ses juges naturels. Cette raison est difficilement acceptable : pourquoi tient-on à donner au demandeur plutôt qu'au défendeur ses juges naturels ?

B. — QUELLE PREUVE LE VOYAGEUR DOIT-IL ADMINISTRER POUR ÉTABLIR LA RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER⁽⁴⁾.

Dans l'ancien droit, lorsqu'un voyageur, prétendant que des effets apportés par lui dans l'hôtel avaient été volés ou

(3) Cass., 4 nov. 1863, S., 64. 1. 138.

(4) Nous envisageons uniquement l'hypothèse où le voyageur est demandeur, car, dans le cas où l'hôtelier actionne le voyageur, les règles de droit commun s'appliquent sans aucune difficulté.

détériorés, demandait à l'hôtelier des dommages-intérêts, les tribunaux ne l'obligeaient pas toujours à rapporter la preuve de sa demande. C'est ainsi que, suivant les auteurs de la collection Denisart⁽⁵⁾, la seule déclaration du voyageur, pourvu qu'il jouisse d'une réputation saine et entière, suffit pour faire condamner l'aubergiste à la restitution des effets qu'il prétend avoir apportés dans l'auberge. Ces mêmes auteurs citent un arrêt du 7 juillet 1754, qui, sur l'affirmation du sieur Barbier, chanoine d'Agen, et du sieur Mézac, curé d'Aiguillon, condamna solidairement le nommé Chartier et sa femme, aubergistes, à une somme d'environ 2.000 francs, à laquelle ces ecclésiastiques évaluaient le montant des objets volés.

Aujourd'hui, l'article 1315 du Code civil oblige le demandeur, quelle que soit la confiance que son rang ou sa dignité lui confère, à faire la preuve de sa demande.

Pour obtenir réparation, le voyageur devra donc, dans tous les cas prouver :

- 1° L'apport des effets dans l'hôtel;
- 2° Le vol ou le dommage dont les effets ont été l'objet;
- 3° Le fait que le vol ou le dommage a eu lieu à l'hôtel;
- 4° La valeur de ces effets.

Le législateur ayant assimilé, au point de vue de la preuve, le dépôt d'hôtellerie au dépôt nécessaire, la preuve de l'apport pourra se faire soit par témoins, soit par présomptions; mais le juge ne pourra admettre ces modes de preuve que suivant la qualité des parties et les circonstances du fait (art. 1348, al. 2, C. civ.), autrement les « auber-

(5) *Collection de décisions nouvelles*, par Denisart, t. II : *Hôtelleries-Hôteliers*, n° 6.

gistes seraient à la discrétion des filous : un filou viendrait loger dans une auberge, demanderait à faire la preuve d'un prétendu dépôt, qu'il dirait avoir fait à l'aubergiste, et, pour faire cette preuve, il ferait entendre comme témoins deux filous de ses camarades » (6).

La preuve du vol ou du dommage et celle du fait que le vol ou le dommage a eu lieu dans l'hôtel n'offrent pas de difficultés. Elle se fera par témoins ou par présomptions : il n'y a qu'un simple fait matériel à établir.

Quant à la preuve de la valeur des effets, le voyageur l'établira à l'aide de factures, de témoins ou de présomptions tirées de sa situation sociale. A défaut de tout autre moyen, le juge a la ressource de déférer le serment d'office au voyageur sur une déclaration détaillée qu'il donnera de ses effets et qu'il affirmera véritable (art. 1369, C. civ.). « Mais cette déclaration peut être exagérée, il est possible aussi que le voyageur attribue aux effets qu'il a perdus une valeur plus considérable que celle des choses de même nature : un prix d'affection, qu'il regarde comme inestimable... Il est donc du devoir du juge de déterminer avec modération la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur doit en être cru sur son serment; cette détermination, prescrite par l'article 1369, doit être faite suivant les circonstances, la qualité et la réputation du demandeur, car si, en pareil cas, la déclaration de celui-ci peut être taxée d'exagération, il peut arriver aussi qu'elle soit faite par un homme reconnu d'une probité intacte, d'une exactitude scrupuleuse, et alors ce serait lui faire injure que de ne pas s'en rapporter à sa déclaration en ce qui concerne la nature, la qualité et même l'estimation des effets qui lui ont été volés. » (7).

(6) Pothier, n° 81.

(7) Curasson, t. II, n° 223.

CHAPITRE XII

LES REGLES DU DEPOT D'HOTELLERIE PEUVENT-ELLES ETRE APPLIQUEES A D'AUTRES PROFESSIONS QUE CELLE D'HOTELIER ?

Les articles 1952 et 1953 ne parlent que des « aubergistes » ou « hôteliers »; peut-on les appliquer à d'autres professions telles que restaurateur, cafetier, tenancier d'établissement de bains, propriétaire de bateau-lavoir, etc. ?

Dans les unes et les autres, en effet, on y voit un commerçant faire métier de recevoir des personnes qui sont accompagnées d'effets à garder.

Comment cette question a-t-elle été résolue en doctrine et en jurisprudence ?

A. — SOLUTION DE LA DOCTRINE.

En doctrine, les avis sont partagés. Divers systèmes ont été proposés.

a) D'après une première opinion, il faut appliquer les articles 1952 et suivants chaque fois que la raison de décider est la même : *ubi eadem ratio, ibi idem jus*.

Ils doivent être appliqués « à tous ceux qui reçoivent des personnes ayant avec eux des effets qui doivent être gardés » (1).

(1) Laurent, n° 147. Dans ce sens : Troplong, n° 229; Guillouard, n° 135; Sourdat, t. II, n° 939.

Si la loi ne parle que des aubergistes et hôteliers, c'est une raison traditionnelle.

b) D'après M. Planiol, lorsqu'on se trouve en présence d'une profession autre que celle d'hôtelier ou d'aubergiste, pour savoir si les articles 1952 et suivants s'appliquent, il faut d'abord se demander s'il y a ou non dépôt : l'exploitant du local où le vol a été commis était-il réellement dépositaire des objets volés, ou bien ne sont-ils pas restés sous la garde personnelle de celui qui les avait introduits, auquel cas il ne saurait être question de responsabilité ?

La question du dépôt une fois résolue par l'affirmative, les différents textes relatifs aux hôteliers sont-ils applicables ? Pas forcément. Il faut avoir soin de distinguer deux questions : la preuve et la responsabilité.

1° Comment la victime du vol fera-t-elle la preuve de ce dépôt ?

2° L'exploitant sera-t-il responsable du vol commis par autrui en dehors de toute faute de sa part ou de ses préposés ?

Ces deux questions comportent des réponses différentes : « La dispense de preuve écrite, dit M. Planiol, établie par l'article 1952, n'a rien d'exceptionnel ; elle doit être admise, même en dehors du dépôt nécessaire et du dépôt d'hôtellerie, et, conformément à l'article 1348, toutes les fois qu'il a été impossible au déposant de se procurer une preuve écrite ; mais la responsabilité du fait d'autrui, établie par l'article 1933 en dehors de toute faute personnelle, est une règle tout à fait exorbitante et qu'il faut étroitement restreindre à ceux qui logent des voyageurs, comme les hôteliers. » (2).

Cette distinction est évidemment très judicieuse, mais le

(2) Planiol, t. II, n° 2225.

problème est-il résolu pour autant ? « Dans quel cas y aurait-il dépôt ? Dans quel cas, au contraire, le client conserverait-il la charge de surveiller ses effets ? Précisément, ce sera souvent la solution à trouver. » (3).

c) D'après une opinion plus simple, à laquelle nous nous rallions, les articles 1932 et suivants, établissant à l'encontre des hôteliers une responsabilité très lourde, dérogoire au droit commun, doivent recevoir une interprétation très étroite. Seuls y seront soumis « ceux dont la profession est de loger des voyageurs, soit que cette profession s'annonce publiquement par des emblèmes ou enseignes, soit qu'elle s'exerce sans aucun signe extérieur, mais au vu et au su de tout le monde » (4). Les dispositions des articles 1932 et suivants ne s'appliquent donc pas aux restaurateurs, tenanciers de café, salle de billard ou autres établissements où le public est indistinctement reçu mais non logé.

B. — SOLUTION DE LA JURISPRUDENCE.

En général, la jurisprudence n'admet pas l'extension des articles 1932 et suivants à d'autres professions que celle d'hôtelier.

a) LOGEURS EN GARNI

La jurisprudence soumet les logeurs en garni à la même responsabilité que les hôteliers. Ce principe a été posé d'une manière très nette par un jugement du Tribunal civil de Lyon (5) :

(3) Gaujal et Perréard, *De la responsabilité des hôteliers, aubergistes et logeurs* (Collection du Bulletin commentaire des lois nouvelles et décrets), n° 24.

(4) Pont, n° 326. Dans ce sens : Duvergier, n° 322; Aubry et Rau, § 406, texte et notes 3 et 4.

(5) Trib. civ. de Lyon, 24 mai 1899, D., 99. 2. 443.

« Attendu qu'il n'est pas douteux que les personnes qui tiennent des hôtels ou logements garnis sont comprises dans la dénomination des articles 1952 et suivants du Code civil en qualité d'aubergistes ou hôteliers, etc. »

Cette jurisprudence est parfaitement justifiée. Les logeurs en garni ont, en effet, la même condition juridique que les hôteliers : ils logent les voyageurs quoique ne les nourrissant pas. Or, c'est le fait de loger, et non celui de donner à manger, qui caractérise la profession d'hôtelier. D'autre part, le logeur en garni, tout comme l'hôtelier, conserve une clef du local qu'il a loué pour y exercer une surveillance ou en faire le service. On peut ajouter à cette justification un double argument d'analogie tiré du droit pénal : l'article 475, § 2, du Code pénal, soumet le logeur aussi bien que l'hôtelier à l'obligation de tenir un registre de police. En outre, la jurisprudence ⁽⁶⁾ déclare applicable au logeur en garni l'article 73 du Code pénal, qui rend l'hôtelier civilement responsable des crimes ou délits commis par les personnes qui, ayant séjourné plus de vingt-quatre heures à l'hôtel, n'auraient pas été régulièrement inscrites.

b) PROPRIÉTAIRE LOUANT ACCIDENTELLEMENT UNE CHAMBRE EN
TEMPS DE FOIRE OU D'AFFLUENCE EXCEPTIONNELLE

La jurisprudence repousse toute responsabilité tirée des articles 1952 et suivants pour les propriétaires qui, n'ayant pas la profession habituelle de logeurs, louent accidentellement une chambre ou un appartement en temps de foire, marché, exposition, etc. « Attendu, dit la Cour de Nîmes ⁽⁷⁾, que, s'il était juste que la responsabilité qui pèse sur les hôteliers et aubergistes relativement aux effets apportés

(6) Cass. req., 20 mars 1872, D., 72. 4. 343.

(7) Cour Nîmes, 18 mai 1825, D. R., v^o *Dépôt*, n^o 163.

chez eux s'étende aux simples logeurs et à ceux qui louent des chambres garnies, afin que les étrangers qui arrivent dans une ville, et qui sont forcés de choisir dans un nombre déterminé de maisons publiques celle où ils logeront, trouvent pour leur sûreté la même garantie, quelle que soit d'ailleurs l'espèce particulière de cette maison, puisqu'elles sont toutes soumises aux mêmes règlements, à la même surveillance de l'autorité, et qu'elles sont toutes, par suite, désignées comme devant inspirer la même confiance, on ne peut pas en conclure que les dispositions de la loi à cet égard puissent être applicables à la généralité des propriétaires d'une ville qui, pour un temps de foire ou pour les cas d'une affluence extraordinaire d'étrangers, louent leur propre maison, quand bien même ils loueraient en détail et en garni chacun des appartements qui les composent; que cette location momentanée ne produit pas l'effet de changer leur qualité de simples propriétaires en celle de logeurs ou de loueurs en garni tel que le comprend la loi, puisqu'ils ne contractent aucun engagement général; que leurs maisons ne deviennent pas publiques et qu'ils ne payent aucune patente à cet effet... »

c) RESTAURATEURS ET CAFETIERS

La jurisprudence admet qu'un restaurateur peut être rendu responsable, comme dépositaire volontaire, des effets apportés dans son établissement par un client. Il faut pour cela que les objets disparus aient été remis à sa garde soit à la caisse, soit au vestiaire. Mais le restaurateur ne pourrait être rendu responsable, au cas de perte ou de vol survenu sans sa faute ou celle d'un de ses préposés, d'effets suspendus par des clients à des patères mobiles placées dans la salle du restaurant. En disposant ces patères dans ses locaux, à

la disposition des consommateurs, le restaurateur n'a pas voulu expressément assumer la responsabilité des effets qui y seraient suspendus; ceux-ci doivent rester sous la garde et la surveillance des clients. Il en est de même, dit la jurisprudence, alors même que les effets ont été accrochés au patère par un garçon de restaurant. « Attendu, dit le Tribunal civil de la Seine⁽⁸⁾, qu'on ne peut voir qu'un acte de complaisance sans aucune intervention d'un contrat de dépôt dans le geste d'une serveuse d'un restaurant qui aide un client à se débarrasser de son pardessus au moment où il va prendre place à une table et accroche ce vêtement à un portemanteau situé à proximité...; qu'il suffit, par suite, d'examiner si les articles 1932 et 1933 du Code civil, qui règlent la responsabilité des aubergistes et hôteliers à l'égard des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux, sont applicables par voie d'analogie aux tenanciers d'un restaurant :

» Attendu que ces articles dérogent au droit commun en matière de dépôt, que, dès lors, leurs dispositions essentiellement limitatives ne peuvent être appliquées qu'aux établissements qui présentent une identité absolue avec l'auberge ou l'hôtel; que tel n'est pas le cas d'un restaurant dans lequel des repas sont servis aux consommateurs sans que ceux-ci y logent et aient nécessairement la qualité de voyageurs, condition expressément prévue par la loi, et qui ne se rencontre pas dans l'espèce; qu'il en résulte que la Compagnie des Etablissements Duval ne peut être déclarée responsable du vol dont Moireau dit avoir été victime, qu'il appartenait à ce dernier de veiller personnellement sur les vêtements et autres objets qui lui appartenaient, et pour

(8) Trib. civ. Seine, 24 juin 1924, D. H., 1924, p. 534.

lesquels il pouvait d'ailleurs choisir un emplacement favorable pour exercer cette surveillance d'une façon constante et efficace, à l'inverse du voyageur, qui abandonne forcément ses bagages dans la chambre qu'il occupe pour vaquer à ses occupations journalières, etc. »

La jurisprudence applique aux cafetiers la même solution. Cependant la Cour d'Aix ⁽⁹⁾ a rendu responsable, aux termes des articles 1952 et suivants, le tenancier d'un café qui recevait dans son établissement des consommateurs qui y passaient la nuit dans un but de libertinage : « Attendu d'ailleurs, dit-elle, que les époux Falron recevaient habituellement chez eux, pour y passer la nuit, des hommes, qu'ils y attiraient par l'appât du libertinage; que, sous ce rapport, ils peuvent donc être considérés comme hôteliers ou logeurs, dans le sens des articles 1348 et 1952, Code Napoléon, etc. »

d) DIRECTEURS DE THEATRE

Les articles 1952 et suivants sont-ils applicables au directeur de théâtre lorsqu'un spectateur est victime d'un vol d'effets laissés par lui dans le salon attenant à la loge qu'il avait louée. Le Tribunal de la Seine ⁽¹⁰⁾ ne l'a pas admis : Attendu qu'en déposant dans le salon attenant à sa loge son manteau, la dame Debaugé n'a pas fait le dépôt nécessaire prévu par les articles 1952 et 1953 du Code civil, que ces articles visant exclusivement la responsabilité des hôteliers et aubergistes sur les effets apportés par les voya-

(9) Cour d'Aix, 20 juin 1867, D., 67. 5. 332.

(10) Trib. civ. Seine, 9 janv. 1923, *Gaz. trib.*, 1923. 2. 134. En sens contraire, le Tribunal de commerce de Marseille par un jugement en date du 26 février 1903 (D., 1905. 2. 185) a déclaré le directeur d'un théâtre responsable du vol d'une fourrure dans la loge d'une actrice (V. note de M. Planiol sous cet arrêt).

geurs, ne sauraient être étendus aux directeurs de théâtre concernant les effets apportés par les spectateurs, etc. »

e) PROPRIÉTAIRE DE BATEAU-LAVOIR

La Cour de cassation ⁽¹¹⁾ décide « qu'on ne saurait étendre ces dispositions exceptionnelles et, par suite, essentiellement limitatives, au propriétaire de l'établissement qui, bien qu'ouvert au public, ne rentre pas dans la catégorie des auberges ou hôtelleries, et notamment au propriétaire d'un bateau-lavoir et de ses dépendances, etc... ».

f) TENANCIER D'ETABLISSEMENT DE BAINS PUBLICS

La question est controversée en jurisprudence. Nous nous rallions à la solution négative donnée par la Cour de Caen ⁽¹²⁾ : « Attendu, dit-elle, que les responsabilités sont de droit strict et qu'elles ne doivent être appliquées que dans les cas spécifiés par la loi; que, dans la cause, il ne peut s'agir, par rapport à la somme de 15 francs laissée par Walter dans sa cabine pendant qu'il prenait son bain, d'un dépôt nécessaire dans le sens de l'article 1949 du Code civil, lequel exige le cas fortuit ou la force majeure; qu'on ne saurait non plus assimiler une cabane mobile placée sur la plage à un hôtel ou auberge; qu'en effet, à l'égard d'un hôtel, celui qui l'exploite en est le maître absolu et le surveillant obligé; que nul ne peut y pénétrer sans son autorisation et que les voyageurs qui y sont reçus sont forcés d'y déposer les valeurs dont ils se sont munis pour les besoins du voyage ou de leurs affaires; qu'aussi, dans ce

(11) Cass., 26 janv. 1875, D., 75. 1. 220.

(12) Cour Caen, 17 nov. 1875, S., 76. 2. 49. En sens contraire : Trib. civ. Rouen, 21 mars 1883, D., 84. 3. 8; Trib. civ. Bruxelles, 10 févr. 1896, *Pasicr. belge*, 96. 3. 98.

cas, le législateur a considéré le dépôt fait à l'hôtelier comme dépôt nécessaire; qu'il en est tout autrement d'une cabine de bains, etc. »

g) COMPAGNIES DE WAGONS-LITS

La jurisprudence s'est prononcée contre l'assimilation des compagnies de wagons-lits à des hôteliers.

« Considérant, dit la Cour de Paris ⁽¹³⁾, que le contrat qui intervient entre le voyageur et la Compagnie, dont le matériel est destiné à rouler soit dans un train spécial dit « de luxe », soit en entrant dans la composition d'un express appartenant à une compagnie de chemins de fer, est donc un contrat de transport, dont l'exécution est assurée par le concours simultané de la Compagnie de chemins de fer et de la Compagnie des wagons-lits;

» Considérant que cette dernière compagnie ne saurait, par suite, rentrer dans la catégorie des hôteliers et aubergistes, tenue par l'article 1952 du Code civil à la responsabilité exceptionnelle et rigoureuse résultant d'un dépôt nécessaire, qui ne se rencontre pas dans l'espèce, pas plus qu'on ne songerait à faire application de cet article aux compagnies de chemins de fer qui offrent aux voyageurs, moyennant un supplément de prix, des compartiments dits « lits-salons, avec draps », ou « salons à lits complets » ou « compartiments-couchettes »; qu'il suit de là que la Compagnie des wagons-lits, de même que les compagnies de chemins de fer, n'est responsable que des colis dont elle aurait pris charge par un enregistrement régulier ou de ceux dont la perte ou l'avarie aurait eu pour cause sa faute ou celle d'un de ses préposés, etc. »

(13) Cour Paris, 6 déc. 1923, *Gaz. Trib.*, 1925. 2. 292.

Cette jurisprudence n'est peut-être pas à l'abri de toute critique. Comme le fait remarquer M. Lacan ⁽¹⁴⁾, « le voyageur qui se sert de wagons-lits fait deux contrats : 1° un contrat de transport avec la Compagnie de chemins de fer, qui seule a le monopole des transports sur rails; 2° un contrat d'hôtellerie avec la Compagnie des wagons-lits, qui prend l'engagement, non de transporter, mais de loger. Cela est si vrai qu'il y a deux billets distincts, et le wagon-lit présente avec l'hôtel des analogies : existence d'un lit et accessoires avec des annexes telles que le restaurant ».

(14) Lacan, *Guide juridique et pratique de l'hôtelier et du voyageur*, p. 293.

CHAPITRE XIII

LE PROBLEME LEGISLATIF

SECTION PREMIERE

Nécessité d'une réforme.

La responsabilité qui pèse sur l'hôtelier est encore excessive. La loi de 1911 est loin d'avoir donné entière satisfaction au corps hôtelier. Deux graves reproches peuvent lui être adressés :

a) La loi du 18 avril 1889 n'avait limité la responsabilité de l'hôtelier à 1.000 francs que pour certains objets non déposés entre ses mains : espèces monnayées, valeurs ou titres au porteur. A ces effets, la loi du 8 avril 1911 n'a ajouté que deux nouvelles classes d'objets : les bijoux et les objets précieux.

Pour ce qui est des autres effets non visés par la loi, automobiles, vêtements, etc., la responsabilité de l'hôtelier reste entière. Or, avec les habitudes de luxe, qui ne cessent de se développer dans toutes les classes de la société, la valeur des effets que le voyageur apporte avec lui tend de jour en jour à devenir plus grande. L'hôtelier se trouve, par suite, insuffisamment protégé.

b) La loi de 1911 consacre, en outre, une iniquité. Est-il juste que la limitation à 1.000 francs s'applique aussi bien à la modeste auberge de campagne qu'au somptueux palace. Ce chiffre est dérisoire pour l'un, excessif pour l'autre...

C'est cette dernière raison qui poussait M. Fernand Brun, député, à déposer, lors de la discussion de la loi du 8 avril 1911, devant la Chambre des députés, un amendement tendant à limiter à 300 francs la responsabilité de certains petits hôteliers. Mais il retira cet amendement afin de ne pas retarder la promulgation de la loi, qui avait déjà été votée par le Sénat. Voici comment il s'exprimait à la tribune de la Chambre (1) :

« J'avais l'intention de déposer un amendement ainsi conçu :

« Ajouter au texte adopté par le Sénat la disposition suivante :

« Dans le cas où le prix de location de la chambre occupée par le voyageur ne dépasse pas 3 francs par jour, la responsabilité est limitée à 300 francs. »

» La Chambre comprend quel était le but de cet amendement : c'était de proportionner les responsabilités à l'importance même de l'hôtel et d'établir, en réalité, deux chiffres forfaitaires : 4.000 francs pour les hôtels les plus importants où la location journalière de la chambre ou de l'appartement atteint parfois plusieurs centaines de francs; 300 francs pour les hôtels de deuxième et de troisième ordres et pour les modestes auberges de campagne.

» Je regrette que la Commission, pour hâter la promulgation de la loi, ait dû s'incliner devant la nécessité d'adopter le texte tel qu'il est sorti des délibérations du Sénat. A mon tour, je m'incline devant cette nécessité. Mais j'ai cru devoir faire connaître à la Chambre les objections que j'avais à faire au texte qui nous est présenté. Je me propose de reprendre, sous forme de proposition nouvelle,

(1) *J. off.*, Déb. parl., p. 1711 (année 1911).

l'amendement, qui me paraît devoir être le complément nécessaire de la réforme que nous accomplissons, et qui est attendue depuis longtemps par l'intéressante corporation des hôteliers, qui contribue si puissamment à la prospérité et au bon renom d'hospitalité de notre pays. »

SECTION II

Proposition de loi de M. Antoine Borrel.

Examen critique de cette proposition.

A l'instigation de la Chambre nationale de l'hôtellerie française, M. A. Borrel et plusieurs de ses collègues ont, au cours de la précédente législature, saisi le Parlement d'un projet de loi, préparé par M. Gensoul, premier président honoraire ⁽²⁾, tendant à modifier les articles 1952, 1953, 1954 du Code civil. Cette proposition, déposée devant le bureau de la Chambre le 3 février 1926 ⁽³⁾, fut renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle. M. Léon Escoffier, rapporteur de la Commission, conclut, au nom de celle-ci, à l'adoption pure et simple de la proposition de loi ⁽⁴⁾. Mais la législature a pris fin sans que ce texte ait été mis en discussion devant la Chambre.

A. — EXPOSÉ DES MOTIFS.

« MESSIEURS,

» Dans l'état actuel de notre législation, l'hôtelier est tenu d'une responsabilité presque sans limite à l'égard des

(2) Gensoul, *Manuel élémentaire de droit hôtelier*, p. 81.

(3) *J. off.*, doc. parl., annexe 2560, année 1926.

(4) Séance du 29 mars 1927, *J. off.*, doc. parl., annexe n° 4226, année 1927.

effets apportés par le voyageur dans l'hôtellerie, ce mot « effet » étant entendu dans son sens le plus large par la jurisprudence et allant jusqu'à comprendre des chevaux et des automobiles.

» Cette responsabilité exceptionnelle est établie par les articles 1949, 1952, 1953 et 1954 du Code civil.

» L'origine de cette responsabilité spéciale est un principe traditionnel remontant au droit romain. Toutefois, c'est l'ordonnance de police de 1667 qui, en France, a mis dans la classe des dépôts nécessaires les dépôts faits entre les mains de l'hôtelier par le voyageur logeant dans son hôtellerie.

» Rappeler les origines de la responsabilité hôtelière, c'est en indiquer du même coup le caractère archaïque. Ces principes de responsabilité illimitée, cette méfiance, répondent à un état de civilisation depuis longtemps aboli. Ils sont un souvenir des temps où l'hospitalité était un devoir social pratiqué par les couvents, les universités, les détenteurs de grands fiefs ou de grands emplois, et n'était pas encore une industrie différenciée et régulière. Ils rappellent fâcheusement l'époque où, aux yeux de l'autorité, l'hôtelier professionnel était un suspect, et l'hôtellerie le rendez-vous des gens sans aveu ou, tout au moins, des plus basses classes de la société. Dans les temps troublés qui virent la rédaction du Code civil français, on en était encore à cette conception.

» Dans l'état actuel, avec la facilité des moyens de locomotion, l'adoucissement général des mœurs, l'amélioration morale et professionnelle des hôteliers, ces anciens principes sont devenus des anomalies. Qu'il s'agisse des grandes villes ou des stations d'eaux minérales, de plage ou de montagne, tout hôtel digne de ce nom a cessé d'être un lieu discrédité

pour devenir souvent, au contraire, un modèle d'installation confortable, saine, parfois luxueuse, et toujours adaptée aux mœurs et aux goûts des sphères les plus honorables de la société. Ces progrès de l'hôtellerie ont été, d'ailleurs, plus sensibles encore dans le courant du siècle dernier qu'ils ne l'avaient été dans l'ensemble de tous les siècles précédents.

» Le moment est donc venu d'adapter la situation légale de l'hôtelier à sa situation économique et de faire disparaître les mesures de précaution et de méfiance qui constituent pour lui une sorte de tare professionnelle inacceptable de nos jours.

» Ce mot de tare professionnelle n'est pas trop fort. En effet, que dit l'article 1949 du Code civil définissant ce dépôt nécessaire dont l'article 1952 fait extension au dépôt des effets apportés par le voyageur chez l'aubergiste ou l'hôtelier ?

» Cet article 1949 dit : « Le dépôt nécessaire est celui qui » a été forcé par quelque accident tel qu'un incendie, une » ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement im- » prévu. » L'entrée du voyageur à l'hôtel est donc assimilée à une catastrophe. L'hôtellerie internationale a, pour les pays dont la législation s'inspire du Code Napoléon, protesté contre cet état de choses. Une Conférence internationale de l'hôtellerie, tenue à Monaco en 1921, a approuvé à nouveau, sur cette question, les demandes de réformes établies par le délégué de l'Hôtellerie belge, demandes de réforme qui avaient été déjà approuvées dans leurs dispositions essentielles par le Congrès universel des hôteliers tenu à Berlin en 1911.

» Ces diverses conférences internationales hôtelières avaient abouti à des rédactions de propositions de loi dont la proposition ci-jointe s'écarte sensiblement pour s'inspirer des dispositions du Code suisse des obligations de 1911.

» La Suisse, pays de tourisme par excellence, a, en effet, réglementé la responsabilité hôtelière d'une façon qui satisfait à la fois les intérêts des hôteliers et les intérêts des voyageurs. La jurisprudence a achevé dans ce pays la mise au point des textes législatifs. Nos propositions se présentent donc comme le résultat d'une expérience déjà faite par un pays voisin assez proche du nôtre par sa clientèle touristique et l'aménagement de ses hôtels. Elles se présentent non point comme une nouveauté aléatoire, mais comme l'extension à notre pays d'une réglementation qui a déjà fait ses preuves et dont l'introduction dans nos lois ne nous paraît appelée qu'à d'heureux résultats. »

B. — PROPOSITION DE LOI.

« ARTICLE UNIQUE. — Les articles 1952, 1953 et 1954 du Code civil sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« *Article premier.* — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des objets de toute nature apportés par les voyageurs qui logent chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable au voyageur lui-même, à des personnes qui le visitent, l'accompagnent ou sont à son service.

» *Art. 2.* — L'hôtelier est entièrement responsable du vol ou du dommage des espèces monnayées, des valeurs, titres, bijoux et objets de prix qui ont été réellement déposés entre ses mains par le voyageur. S'il en a refusé le dépôt, il est également responsable sans limite.

» *Art. 3.* — Lorsque les espèces monnayées, valeurs, titres, bijoux ou objets de prix n'ont pas été réellement

» confiés à l'hôtelier, celui-ci n'en est responsable qu'en cas
» de faute commise par lui ou par son personnel.

» *Art. 4.* — En ce qui concerne les effets apportés par
» le voyageur, la responsabilité de l'hôtelier est restreinte
» à la somme de 1.000 francs pour chaque voyageur si
» aucune faute ne peut lui être imputée ainsi qu'à son per-
» sonnel.

» *Art. 5.* — Les aubergistes ou hôteliers qui tiennent des
» écuries, remises et garages d'automobiles sont responsa-
» bles de toutes détériorations, destructions ou soustrac-
» tions des animaux, voitures et automobiles, ainsi que
» des harnais et autres accessoires remisés chez eux ou re-
» çus, soit par eux, soit par leur personnel, s'ils ne prou-
» vent que le dommage est imputable au déposant, à des
» personnes qui le visitent, l'accompagnent ou sont à son
» service.

» Toutefois, la responsabilité de l'hôtelier en raison des
» animaux, voitures, automobiles, ainsi que des accessoi-
» res reçus, est restreinte à la somme de 1.000 francs pour
» chaque déposant si aucune faute ne peut lui être imputée
» ainsi qu'à son personnel.

» *Art. 6.* — Les droits du voyageur s'éteignent s'il ne
» signale pas à l'hôtelier le dommage éprouvé aussitôt après
» l'avoir découvert.

» L'hôtelier ne peut s'affranchir de sa responsabilité en
» déclarant, par des avis affichés dans son établissement,
» qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de condi-
» tions non spécifiées par la loi.

» *Art. 7.* — Les hôteliers ne sont pas responsables des
» vols faits avec force armée ou force majeure ni des dom-
» mages résultant soit de la force majeure, soit de la na-
» ture de la chose déposée. »

C. — EXAMEN CRITIQUE DE CETTE PROPOSITION DE LOI.

Avant d'entrer dans l'examen détaillé de la proposition de loi de M. Antoine Borrel, une remarque générale s'impose. Les auteurs du projet ont fort bien compris que le contrat qui se forme entre l'hôtelier et le voyageur relativement à la garde des effets apportés par ce dernier ne constituait pas, en principe, un contrat de dépôt et n'affectait jamais la forme d'un dépôt nécessaire. En effet, tandis que l'article 1932 dispose que les hôteliers « sont responsables comme dépositaires » et que le « dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire », l'article 1^{er} du projet se contente de dire que « les aubergistes ou hôteliers sont responsables » du vol ou du dommage des effets apportés par le voyageur. Pour les promoteurs de la loi, la responsabilité de l'hôtelier, sauf le cas où le voyageur a fait entre les mains de celui-ci une remise effective de ses effets, a donc, en principe, sa source dans un contrat *sui generis*. C'est à cette même conclusion que nous avons abouti au début de cette étude lorsque nous avons cherché à déterminer la nature juridique du dépôt d'hôtellerie ⁽⁵⁾.

Le projet laisse cependant subsister les règles actuelles de la preuve; s'il avait voulu revenir au droit commun, il aurait dû modifier l'article 1348 du Code civil, qui autorise en matière de dépôt d'hôtellerie la preuve testimoniale au-dessus de 500 francs.

Observations sur les articles 1^{er} « in fine » et 5, § 1.

Le projet dispose, très heureusement, aux articles 1^{er}, *in fine* et 5, § 1, que l'hôtelier n'est pas responsable si « le

(5) V. *supra*, p. 22.

dommage est imputable au voyageur lui-même, à des personnes qui le visitent, l'accompagnent, ou sont à son service ».

La jurisprudence est déjà fixée dans ce sens depuis longtemps, mais il est nécessaire que le législateur la consacre. En effet, cette atténuation de la responsabilité de l'hôtelier n'étant pas positivement inscrite dans la loi, il peut venir à l'idée de n'importe quel juge de méconnaître toute la jurisprudence antérieure et d'appliquer strictement les dispositions légales.

Observations sur les articles 2, 3, 4 et 5, § 2.

Le projet de loi reprend la distinction faite par la loi du 8 avril 1911 parmi les effets du voyageur en deux groupes d'objets.

D'une part, les espèces monnayées, valeurs, titres, bijoux, objets précieux; d'autre part, tous les autres effets du voyageur : vêtements, fourrures, dentelles, voitures, automobiles, etc. Pour les objets de la première catégorie, de deux choses l'une : ou bien ils ont été déposés entre les mains de l'hôtelier, qui en devient dépositaire et en est responsable sans aucune limitation; ou bien ils n'ont pas été déposés, et, dans ce cas, l'hôtelier n'encourt aucune responsabilité. Quant aux effets de la deuxième catégorie, quelle que soit leur valeur, ils n'entraînent la responsabilité de l'hôtelier que jusqu'à concurrence de 1.000 francs.

Mais l'exonération de responsabilité pour les espèces monnayées, valeurs, titres, etc., non déposés entre les mains de l'hôtelier et la limitation de responsabilité pour tous les autres objets ne s'appliquent pas toujours. En effet, l'article 3, visant les objets de la première catégorie, dispose que l'hôtelier en est responsable « en cas de faute

commise par lui ou par son personnel ». A son tour, l'article 4, à propos des effets de la deuxième catégorie, dispose : « En ce qui concerne les effets apportés par le voyageur, la responsabilité de l'hôtelier est restreinte à la somme de 1.000 francs pour chaque voyageur si aucune faute ne peut lui être imputée ainsi qu'à son personnel. » L'article 5, § 2, visant spécialement les animaux, voitures, automobiles et leurs accessoires reproduit la même règle. Donc au cas de faute commise par l'hôtelier ou son préposé, l'exonération ou la limitation légale de responsabilité ne joue pas. Que faut-il entendre par « faute » ? Il ne peut s'agir évidemment que du dol ou de la faute lourde, et non de la faute simple ou de la faute très légère. Nous avons établi, en effet, au cours du huitième chapitre de cette étude⁽⁶⁾, que, lorsque l'hôtelier fait avec le voyageur une convention formelle en vue de limiter ou même de supprimer la responsabilité que le dépôt d'hôtellerie lui impose, cette convention est parfaitement valable. Il n'y a que dans un cas qu'elle doit être écartée : c'est lorsque l'hôtelier ou son préposé s'est rendu coupable de dol ou de faute lourde. La clause doit être alors réputée non écrite et l'hôtelier peut être condamné, en vertu de l'article 1150, à une réparation intégrale du préjudice. Il n'en est pas autrement si la limitation ou la suppression de la responsabilité résulte non d'une convention, mais de la loi. Le projet de loi a le tort, en parlant simplement de « faute » de l'hôtelier ou de son préposé, de prêter à équivoque. Si ce texte était ainsi voté, on ne manquerait pas d'y voir la consécration, par le législateur, de la jurisprudence actuelle en matière de dépôt d'hôtellerie. Nous avons vu que cette jurisprudence⁽⁷⁾ que nous nous sommes efforcé de réfuter, dé-

(6) V. *supra*, p. 110.

(7) V. *supra*, p. 81.

cide que la limitation de responsabilité introduite par les lois de 1889 et de 1911 ne s'applique pas si le demandeur peut relever une faute délictuelle à la charge de son cocontractant. Comme il suffit ainsi au voyageur, pour éviter la limitation des dommages-intérêts, d'établir à l'encontre de l'hôtelier ou de son préposé une faute, si légère soit-elle, — ce qui pratiquement est toujours possible, — la loi de 1911 (comme, avant elle, celle de 1889) n'est, en fait, jamais appliquée. Cette jurisprudence est si fermement établie qu'il paraît vain d'espérer des tribunaux une interprétation différente. Une intervention du législateur s'impose donc si l'on ne veut pas que la réforme projetée devienne, à son tour, lettre morte. Il suffirait pour cela de remplacer dans les articles 3, 4 et 5 de la proposition de loi actuellement à l'étude le mot « faute » par les mots « dol ou faute lourde ».

Une autre critique peut encore, selon nous, être adressée au projet : il a le tort de ne pas proportionner la responsabilité de l'hôtelier à l'importance des prix de son hôtel. Il devrait s'inspirer de la proposition de M^e Jouishomme, avocat-conseil du Syndicat général de l'industrie hôtelière de Paris, qui prévoit que, pour les effets non déposés entre les mains de l'hôtelier, l'article 1953 du Code civil comprendrait, *in fine*, le paragraphe suivant :

« Et à cinquante fois le prix de la location de la chambre pour les effets de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. »

Observations sur l'article 2 « in fine ».

L'article 2 *in fine* fait un devoir à l'hôtelier d'accepter en dépôt les espèces monnayées, valeurs, titres, bijoux, objets précieux que le voyageur veut lui confier. L'hôtelier

qui refuserait de recevoir ce dépôt serait obligé d'indemniser intégralement le voyageur du préjudice qu'il subirait par le fait du vol ou du dommage de ces objets. Le dépôt est, en effet, le seul moyen que la loi met à la disposition du voyageur pour sauvegarder cette catégorie d'effets; il serait inique qu'il en soit privé par la seule mauvaise volonté de l'hôtelier.

« Mais, comme le fait remarquer avec raison M. Lacan ⁽⁸⁾, le petit hôtelier ne devrait pas être astreint à recevoir des objets quelle qu'en fût la valeur. En effet, si cette obligation peut se concevoir à la charge des propriétaires d'importants hôtels aménagés pour contenir de solides coffres-forts, il n'en peut être ainsi lorsqu'il s'agit de modestes auberges dont le propriétaire est dans l'impossibilité d'assurer aux objets qui lui sont confiés une sécurité absolue.

» Aussi serait-il souhaitable que le législateur... limitât l'obligation, pour lui, de conserver, à ses risques et périls, les objets de valeur. »

Observations sur l'article 6.

Le premier paragraphe de l'article 6 oblige le voyageur victime d'un dommage à le déclarer à l'hôtelier aussitôt qu'il l'a découvert, sous peine de perdre toute action contre lui. En effet, si l'hôtelier n'est averti du dommage que longtemps après qu'il a été commis, il se trouve le plus souvent frustré du recours contre son auteur, car ce dernier, par suite du va-et-vient incessant qui se produit dans l'hôtel, risque de demeurer à jamais inconnu.

Quant au deuxième paragraphe de l'article 6, il nous

(8) Lacan, *Guide juridique et pratique de l'hôtelier et du voyageur*, n° 294.

paraît superflu; nous avons vu ⁽⁹⁾, en effet, que la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à refuser toute valeur juridique aux avis affichés par l'hôtelier dans son établissement en vue de restreindre ou de supprimer sa responsabilité.

Observations sur l'article 7.

L'article 7 du projet prévoit, au cas de vol ou de dommage des effets du voyageur, une exception légale à la responsabilité de l'hôtelier.

a) « Les hôteliers ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou force majeure. » Le Code civil consacre déjà cette exception (art. 1954).

b) Les hôteliers ne sont pas responsables « des dommages résultant soit de la force majeure, soit de la nature de la chose déposée ». C'est là une modification à l'article 1954, mais elle est plus apparente que réelle. En effet, c'est l'application du droit commun (art. 1148 Code civil) et, quoique l'article 1954 ne parle que du « vol » et n'envisage pas l'hypothèse du « dommage », la jurisprudence n'a jamais hésité à décharger l'hôtelier de toute responsabilité lorsque le dommage des effets du voyageur provient d'un cas fortuit ou de force majeure.

(9) V. *supra*, p. 111.

VU : *Le Doyen*,

J.-G. FERRON.

VU, BON A IMPRIMER .

Le Président,

J. BONNECASE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 13 décembre 1929.

Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

BIBLIOGRAPHIE

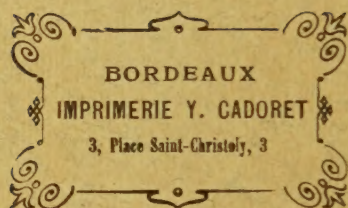
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e éd. Paris, Imprimerie et librairie générale de jurisprudence, 1897-1922.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil, 12^e éd. Paris, Sirey, 1919-1922.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité théorique et pratique de droit civil. De la société, du prêt, du dépôt. Paris, Sirey, 1907.
- BEQUÉ. — De la responsabilité du fait d'autrui en matière contractuelle. *Rev. trim. de droit civil*, 1914, p. 251 et s.
- BONNECASE. — Supplément au Traité théorique et pratique de droit civil, par G. Baudry-Lacantinerie. Paris, Sirey, t. II, 1923; t. III, 1926.
- BOUTEILLER. — Somme rural ou le Grand Coutumier général de pratique, annoté par Charondas le Caron. Paris, 1611.
- BOUTAUD. — Des clauses de non-responsabilité et de l'assurance de la responsabilité des fautes. Paris, Rousseau, 1896.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, 3^e édition. Paris, Dalloz, 1921-1922.
- CURASSON. — Traité de la compétence des juges de paix, 4^e éd., Paris, 1877-1879.
- CARRÉ. — Compétence judiciaire des juges de paix en matière civile et pénale. Paris, 1876.
- DANJON. — Traité de droit maritime. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1910-1916.
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de Code civil. Paris, Thorel-Plon, 1849-1884.
- DEMOGUE. — De la responsabilité délictuelle entre contractants. *Rev. trim. de droit civil*, 1923, p. 651 et s.
- DURANTON. — Cours de droit français. Paris, Alex. Gobelet, 1828-1835.
- DUVERGIER. — Le droit civil français suivant l'ordre du Code, continuation à l'ouvrage de Toullier. Paris, Renouard, 1835-1843.
- FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil. Paris, 1827-1837.
- FERRON. — Note Sirey, 1911. 2. 233.
- GARÇON. — Code pénal annoté. Paris, Sirey, 1901-1911.

- GAUJAL et PERRÉARD. — De la responsabilité des hôteliers, aubergistes et logeurs. Collection du *Bulletin-commentaire des lois nouvelles et décrets*.
- GENSOUL. — Manuel élémentaire de droit hôtelier. Edition de la Chambre nationale de l'Hôtellerie française, Paris, 1924.
- GUILLOUARD. — Traité du prêt, du dépôt et du séquestre. Paris, Pedone-Lauriel, 1892.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil. Paris, Pichon, 1892-1903.
- JOSSEMAND. — Note Dalloz, 1929. 2. 17.
- LABBÉ. — Note Dalloz, 1883. 4. 25.
- LACAN. — Guide juridique et pratique de l'hôtelier et du voyageur. Paris, Sirey, 1926.
- LAFFON. — Du contrat d'hôtellerie. Thèse Toulouse, 1899.
- LALOU. — De la responsabilité civile. Paris, Dalloz, 1928.
- LAURENT. — Principes de droit civil. Bruxelles et Paris, Pichon, 1906.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, 4^e éd. Paris, Pichon, 1906.
- MASSÉ et VERGÉ. — Le droit civil français par Zachariae, annoté et rétabli suivant l'ordre du Code par Massé et Vergé. Paris, Durand, 1854-1860.
- MASSON. — Traité pratique des locations en garni en général et particulièrement de la profession d'hôtelier et du contrat d'hôtellerie. Paris, Marescq, 1847.
- MEIGNIÉ. — Responsabilité et contrat. Thèse Lille, 1924.
- MOURLON. — Répétitions écrites sur le Code Napoléon. Paris, Marescq, 1869-1870.
- PABON. — Traité théorique et pratique des justices de paix, matières civiles, 3^e éd. Paris, Sirey, t. IV, 1923.
- PARDESSUS. — Cours de droit commercial. Paris, 1841.
- PERREAU. — Clauses manuscrites et clauses imprimées. Rev. trim. de droit civil, 1927, p. 310 et s. Note Sirey, 1904. 2. 303.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 1923, 10^e éd. Note Dalloz, 1907. 2. 97.
- PONT. — Commentaire-traité des petits contrats. Paris, Cotillon, 1863; Delamotte, 1867.
- POTHIER. — Œuvres complètes. Paris, Thomine, 1821-1824.
- SALEILLES. — Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le projet du Code civil allemand. Paris, Pichon, 1890.
- SOUDAT. — Traité général de la responsabilité. 2^e éd., 1872.
- SCHAFFHAUSER. — Lois nouvelles, année 1889, p. 257 et s.
- TOULLIER. — Le droit civil français, suivant l'ordre du Code. Paris, Warré, 1811-1831.
- TROPLONG. — Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles. Du dépôt et du séquestre et des contrats aléatoires. Paris-Mingray, 1843.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>La réglementation du contrat de dépôt en droit commun est-elle applicable au dépôt d'hôtellerie?</i>	5
<i>Section I.</i> — Rappel des caractères, conditions de formation et effets du contrat de dépôt en droit commun	5
<i>Section II.</i> — Nature juridique du dépôt d'hôtellerie. Conclusions que l'on en peut tirer sur l'applicabilité à ce contrat des règles du contrat de dépôt en droit commun	17
CHAPITRE II. — <i>Conditions d'existence de la responsabilité de l'hôtelier</i>	23
CHAPITRE III. — <i>Quand commence et finit la responsabilité de l'hôtelier?</i>	35
CHAPITRE IV. — <i>De quels actes, de quelles personnes et de quels effets l'hôtelier est-il responsable?</i>	41
CHAPITRE V. — <i>Au profit de quelles personnes la responsabilité de l'hôtelier existe-t-elle?</i>	53
CHAPITRE VI. — <i>Étendue de la responsabilité de l'hôtelier sous l'empire du Code civil. Limitation apportée à cette responsabilité par les lois du 18 avril 1889 et du 8 avril 1911</i>	63
§ 1. — Étendue de la responsabilité de l'hôtelier d'après l'article 1953 primitif	63
§ 2. — Loi du 18 avril 1889	66
§ 3. — Loi du 8 avril 1911	70
§ 4. — Loi du 8 avril 1911 et responsabilité délictuelle de l'hôtelier	80
CHAPITRE VII. — <i>Exceptions légale et jurisprudentielle au principe de la responsabilité de l'hôtelier : cas fortuit ou force majeure et faute du voyageur</i>	93
CHAPITRE VIII. — <i>Modification conventionnelle de la responsabilité de l'hôtelier</i>	103
CHAPITRE IX. — <i>Responsabilité pénale de l'hôtelier</i>	113

	Pages
CHAPITRE X. — <i>Obligations du voyageur</i>	117
CHAPITRE XI. — <i>Contestations entre l'hôtelier et le voyageur</i>	121
CHAPITRE XII. — <i>Les règles du dépôt d'hôtellerie peuvent-elles être appliquées à d'autres professions que celle d'hôtelier?</i>	129
CHAPITRE XIII. — <i>Le problème législatif</i>	139
<i>Section I.</i> — Nécessité d'une réforme	139
<i>Section II.</i> — Proposition de loi de M. A. Borrel. Examen critique de cette proposition	141
BIBLIOGRAPHIE	153



BORDEAUX

IMPRIMERIE Y. CADORET

3, Place Saint-Christoly, 3